



National Library of Canada  
Collections Development Branch

Canadian Theses on  
Microfiche Service

Bibliothèque nationale du Canada  
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes  
sur microfiche

## NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

**THIS DISSERTATION  
HAS BEEN MICROFILMED  
EXACTLY AS RECEIVED**

## AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

**LA THÈSE A ÉTÉ  
MICROFILMÉE TELLE QUE  
NOUS L'AVONS REÇUE**

LE PROBLÈME DE L'ÉTAT DANS LA PENSÉE

DE

KARL MARX ET DE SAMIR AMIN

Thèse présentée à l'école des études supérieures de l'université  
d'Ottawa en vue de l'obtention d'une maîtrise ès Arts en Science politique.

Alain Antinori

© Alain Antinori, Ottawa, Canada, 1981

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier notre  
directeur de thèse, M. André  
Vachet, pour ses judicieux  
conseils.

C

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION .....	1
L'état et la division du travail .....	8
Les deux formes et les quatre niveaux de la division du travail .....	11
La division organique du travail ....	11
La division hégémonique du travail ..	12
L'articulation entre formes et niveaux ..	13
Plan de la thèse .....	18
Méthode d'analyse .....	22
CHAPITRE I - L'ère précapitaliste .....	25
Du communisme primitif au seuil du moyen-âge européen .....	25
Division du travail et précapitalisme ...	38
CHAPITRE II - Les origines du capitalisme .....	41
La structure de la société féodale .....	41
L'accumulation primitive ou la transition de la féodalité au capitalisme .....	48
CHAPITRE III - Consolidation et expansion des bases du capitalisme .....	64
Manufacture et division du travail .....	65
Transition de la manufacture à la fabrique .....	80

CHAPITRE IV - La grande industrie et les monopoles .....	94
La grande industrie naissante .....	95
Les éléments d'organisation socialiste chez Marx .....	111
La théorie de la relation base-superstructure chez Marx .....	129
CHAPITRE V - Le capitalisme contemporain vu par Amin .....	136
L'impérialisme aujourd'hui et l'aspect hégémonique de l'Etat .....	136
Le double rôle de l'Etat moderne .....	148
L'Etat et les luttes de classes .....	158
Les éléments de l'étatisme selon Amin .....	162
- les rapports marchands .....	163
- l'infrastructure de l'organisation technique et la division du travail au cours de la transition .....	165
- les difficultés spécifiques de la transition centrale .....	168
CHAPITRE VI - Amin et la transition au socialisme .....	169
Les modalités de la transition chez Amin .....	170
CHAPITRE VII - L'importance relative du système .....	202
Système et liberté .....	203
L'homme et le système .....	209
CONCLUSION .....	213
BIBLIOGRAPHIE .....	223

## INTRODUCTION

Parmi les caractéristiques importantes de la pensée socialiste, on retrouve la critique de l'Etat capitaliste et la thèse de son dépérissement. On a pourtant eu tendance à considérer le problème de l'Etat comme un épiphénomène, tant au niveau de la théorie que de la pratique. On a supposé qu'une révolution socialiste enclencherait, d'une façon quasi mécanique, le dépérissement de l'Etat, après l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Il semble pourtant que le contraire se produise, car l'Etat vit toujours et se porte même très bien dans toutes les sociétés actuelles, même chez celles qui se réclament du socialisme. En fait, on tend à réduire trop facilement le socialisme à une transformation de la propriété privée des moyens de production en propriété d'Etat. On relègue ainsi à plus tard, très loin dans le futur, le dépérissement d'un Etat toujours plus envahissant.

Ainsi, au lieu de voir dans l'avènement du socialisme une garantie suffisante, et qui semble aller de soi, du dépérissement de l'Etat, force nous est d'envisager le problème sous un autre angle. Pour éviter de nous enfermer dans une position théorique ou pratique trop étroite, il vaudrait mieux considérer le dépérissement de l'Etat comme une excellente, sinon la meilleure, garantie de la réalité du socialisme et de l'avènement du communisme. Ceci revient à dire que socialisme et

dépérissement de l'Etat sont étroitement liés, qu'ils sont les deux faces de la même médaille. L'abolition de la propriété privée des moyens de production est un élément nécessaire mais non suffisant pour que le socialisme reste socialisme et ne se transforme pas en étatisme.

La pensée marxiste considère l'Etat comme la manifestation sociale la plus concrète et la plus globale, sur le plan de la superstructure, du mécanisme d'exploitation de l'homme par l'homme. Ceci n'empêche aucunement, selon nous, qu'il puisse se justifier en tant que besoin organique de l'organisation du social. Il reste que sa disparition est par conséquent l'évidence la plus concrète et la plus globale de la disparition de cette même forme d'exploitation.

Précisons tout de suite que cette vision n'a rien d'idéaliste. Elle ne cherche pas à soutenir qu'une révolution socialiste doit s'emparer, puis détruire la machine d'Etat, pour instaurer automatiquement l'ère du socialisme. Si l'Etat est la forme politique de la conscience que la société a d'elle-même, il est clair que, dans le matérialisme historique, cette conscience a son origine dans l'organisation matérielle de la production sociale. C'est donc en transformant cette organisation matérielle de la production que l'on se débarrassera vraiment de l'Etat, non en s'attaquant simplement à la manifestation de cette conscience sociale qu'est l'Etat, comme l'ont fait toutes les révolutions bourgeoises.

Nous visons plutôt à éclairer la théorie du dépérissement de l'Etat en cherchant la dynamique des bases de son pouvoir afin de les éliminer. Ces bases se trouvent dans l'organisation matérielle de la production, organisation qui évolue à travers l'histoire et, par conséquent se transforme.

Dans une perspective historique, nous séparerons l'évolution de ces bases en deux étapes: celle du précapitalisme et celle du capitalisme. Dans l'ère précapitaliste, ces bases se constituent à partir de plusieurs éléments; une division spontanée du travail dans la famille et entre clans ou tribus, l'effet des guerres et des traditions. Cette combinaison d'éléments favorise l'accumulation des moyens de production dans les mains de peuples et/ou de classes spécifiques. Cette différence entre les possédants et les non-possédants est alors justifiée par une idéologie religieuse, elle-même résultat du faible contrôle de l'homme sur la nature.

Avec l'ère du capitalisme, un nouvel élément vient s'ajouter à ces bases et les modifier: la division croissante du travail à tous les niveaux et dans toutes les sphères du social et la complexification qui l'accompagne. Ce phénomène a tendance à dominer dans l'organisation de la production. Il constitue de plus en plus, avec les conditionnements hégémoniques, l'élément dominant de la base objective sur laquelle peut s'édifier l'appareil étatique moderne dans le capitalisme comme dans le socialisme.

Les réflexions sur l'avènement du socialisme et sur sa réalisation effective, ne peuvent donc éluder le problème de l'Etat. Sa remise à plus tard, sous prétexte d'impératifs toujours immédiats de l'organisation efficace de la production, est inacceptable dans un contexte socialiste. Le socialisme doit élaborer dès le départ, (i.e. pour la révolution et durant la transition socialiste), à l'intérieur même de l'organisation de la production, des mécanismes susceptibles, non seulement de freiner la croissance monstrueuse de l'appareil étatique, mais bien d'engendrer son dépérissement.

En d'autres mots, il faut s'assurer dès le départ que l'Etat hérité du capitalisme possède bien, même dans la phase de transition, des mécanismes actifs d'autodestruction, car, malgré ces précautions, l'agonie a des chances d'être longue, si l'on regarde la tradition historique de l'Etat. Le problème de l'Etat et de son dépérissement doit être sur l'agenda de la période révolutionnaire socialiste, et partie intégrante et intégrée de la phase de transition.

Pour éclairer ce problème, et y apporter quelques éléments de solution, nous étudierons deux auteurs séparés par un siècle d'histoire: Karl Marx et Samir Amin. Nous pourrions ainsi mieux contraster l'évolution, s'il y en a, entre la théorie du dépérissement de l'Etat, telle qu'ébauchée par Marx à la naissance de la grande industrie et la situation

actuelle de cette théorie, au stade impérialiste du capitalisme, dans la perspective internationale proposée par Amin.

Précisons toute de suite qu'Amin aborde indirectement le problème de l'Etat, qui reste implicite dans la plupart de ses ouvrages, bien que son dernier livre<sup>1</sup> contienne des commentaires plus explicites à ce sujet. Il reste néanmoins que les travaux d'Amin sont suffisamment riches, même dans ce domaine, pour justifier une recherche qui peut être fructueuse du point de vue théorique ou pratique.

Nous ne cherchons pas de solutions toutes faites, mais plutôt des éléments de dépassement des limites actuelles de la théorie et de la pratique socialiste, éléments susceptibles d'amorcer concrètement un processus de dépérissement de l'Etat après la révolution socialiste.

Puisque seule la disparition des bases de l'Etat permettra son dépérissement, c'est à ces bases qu'il faut s'attaquer. Ces bases se trouvent dans l'organisation de la production, qui elle-même a recours à la division du travail en général. Selon nous, cette division revêt deux formes et se manifeste à divers niveaux. Dans cette optique, nous appuierons notre analyse sur trois hypothèses fondamentales:

---

<sup>1</sup>Samir Amin, Classe et nation, éditions Minuit, Paris, 1979.

H<sub>1</sub>: Jusqu'à présent, l'Etat fut le résultat de la coexistence de deux formes de division du travail, l'une ou l'autre pouvant dominer selon l'époque considérée, i.e. la division hégémonique et la division organique du travail. La première traduit essentiellement un rapport d'exploitation de l'homme par l'homme et la seconde exprime essentiellement la recherche d'une organisation efficace de la production.

H<sub>2</sub>: Dans le capitalisme, l'Etat est le fruit de la combinaison de ces deux formes de division du travail.

H<sub>3</sub>: Si le socialisme doit nous débarrasser de la division hégémonique du travail, il doit également faire face au problème très réel, très fondamental, et encore non résolu, de la division organique du travail. Cette division organique engendre un besoin organique de direction, susceptible de se transformer en pouvoir hégémonique.

Dans une perspective historique, orientée sur l'évolution du capitalisme, nous travaillerons également avec des hypothèses secondaires selon lesquelles:

H<sub>4</sub>: Jusqu'à présent, ces deux formes de division du travail trouvèrent leur solution, au niveau global du social, dans une forme d'autorité centralisée à caractère étatique. Cette autorité se justifie, au stade précapitaliste, par une idéologie religieuse et au stade capitaliste, par une idéologie économiste.

H<sub>5</sub>: Dans le capitalisme concurrentiel, le problème de l'organisation matérielle de la production sociale est solutionné par le mécanisme du marché. Ce mécanisme organise tant bien que mal la complexification croissante de l'organisation de la production. L'Etat se trouve ainsi libéré de cette fonction, exception faite du contrôle monétaire.

H6: L'évolution du capitalisme amène la centralisation/concentration des moyens de production au détriment du marché. Cette transformation s'effectue au profit des monopoles, puis, de plus en plus, au profit de l'Etat. Ce dernier doit en fait prendre le contrôle global de la société, pour qu'elle fonctionne adéquatement dans le cadre du système capitaliste.

H7: La révolution socialiste devrait être en mesure d'éliminer d'une façon substantielle l'ancienne division hégémonique du travail issue du capitalisme. Mais elle reste encore aux prises avec une division organique du travail que, jusqu'à présent, seul le marché a pu solutionner d'une façon plus ou moins acceptable, en favorisant l'autonomie relative des producteurs et en décentralisant le contrôle de la production.

Dans ce contexte, une solution efficace au problème du dépérissement de l'Etat ne peut uniquement s'attaquer à la division hégémonique du travail présente avant la révolution. Elle doit aussi trouver des solutions pratiques afin d'organiser la production de façon à éliminer, ou tout au moins réduire et contrôler la division organique du travail. Ainsi on préviendra l'émergence d'une nouvelle forme de division hégémonique du travail s'appuyant sur une base organique. On préviendra du même coup la naissance d'un nouvel organisme à caractère étatique, susceptible de s'autonomiser face à la société, pour former un nouvel état dans le socialisme.

## L'Etat et la division du travail

D'une façon générale, le marxisme explique l'existence de l'Etat comme étant la manifestation politique d'une lutte de classes, lutte qui a elle-même un contenu matériel évoluant à travers l'histoire et que l'on résume sous l'enseigne globale de moyens de production. En effet, la classe dominante s'approprie, à travers l'histoire, une partie plus ou moins grande des moyens de production, selon les impératifs historiques de la domination. Cette appropriation établit du même coup une division du travail entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui produisent avec ces moyens. Le phénomène d'appropriation implique donc une division entre possédants et non possédants. Il constitue la base de la division hégémonique du travail, base à laquelle se greffe la division organique.

Ainsi, dans l'ère précapitaliste, la classe dominante s'approprie graduellement la terre, en justifiant cette appropriation et le tribut qu'elle en tire par une idéologie religieuse, à laquelle toutes les classes sont soumises. L'expression achevée de cette forme d'appropriation et du pouvoir politique qui lui correspond, (i.e. la monarchie), se manifeste dans la propriété foncière. Avec l'avènement du capitalisme, la propriété foncière cède le pas à la propriété des manufactures, qui regroupent des travailleurs parcellaires.

travaillant alors pour le compte de la bourgeoisie manufacturière. La grande industrie désagrège bien vite la manufacture et favorise l'essor de la bourgeoisie industrielle, possédant les machines et les ateliers mécaniques où travaille le prolétariat industriel moderne. Le stade monopoliste du capitalisme, caractérisant l'époque actuelle, voit fleurir les sociétés anonymes et les sociétés par action. Aujourd'hui plus que jamais, la bourgeoisie des monopoles est forcée d'exprimer ses intérêts collectifs à travers l'appareil étatique pour financer et quelquefois même gérer les immenses complexes industriels de l'ère moderne.

Le rôle de l'Etat moderne prend ainsi plus d'ampleur, ampleur qu'il a forgé tout au long de l'évolution du capitalisme, à cause de la complexité croissante de l'organisation du social à tous les niveaux et du besoin de contrôle hégémonique de la classe dominante. A l'intérieur du capitalisme donc, les bases de l'Etat évoluent; la manufacture est autre que la grande industrie, qui elle-même est autre que le gigantesque complexe industriel monopoliste contemporain.

Ce développement des bases du pouvoir de l'Etat représente en fait le développement historique des luttes de classes et des forces productives. Il trouve sa source dans l'organisation du travail, qui évolue elle aussi avec le temps. En réalité, c'est une organisation particulière du

travail qui libère les forces productives dormantes de la société féodale européenne et permet l'avènement du capitalisme. Nous parlons ici de la division manufacturière du travail.

Bien qu'une certaine division du travail ait toujours existé, c'est à partir de son approfondissement dans la manufacture que les forces productives furent libérées, dans des proportions qui semblent encore aujourd'hui sans limites, pour donner naissance au mode de production capitaliste. Depuis, la division du travail n'a cessé de croître et de s'approfondir dans tous les domaines et à plusieurs niveaux du corps social, et même sur la scène mondiale. Elle en vient ainsi à jouer un rôle de plus en plus considérable dans l'organisation du social et de la production, au point de se transformer elle-même en une force productive et donc en une source potentielle de pouvoir de l'Etat.

La division organique est l'une des deux formes de la division du travail distinguées plus haut, formes qui, même si elles semblent aboutir à des résultats similaires, recèlent des différences fondamentales. De plus, ces deux formes peuvent s'exprimer simultanément à divers niveaux de l'organisation du travail; nous en distinguerons quatre.

Les deux formes et les quatre niveaux  
de la division du travail

Les notions de division hégémonique et organique du travail sont assez explicites chez Marx et Amin, même s'ils n'utilisent pas ces termes. Elles sont en fait tirées de la notion de classe exploiteuse et exploitée. Ainsi, tant qu'il y aura antagonisme de classe, il y aura hégémonie d'une classe sur une autre, i.e. rapport de domination contrastant avec les rapports organiques d'organisation de la production. Quant aux niveaux, on les retrouve également chez Marx et Amin, quoiqu'ils soient moins explicites chez ce dernier. En effet, Amin n'analyse pas avec autant de minutie que Marx les mécanismes internes du mode de production capitaliste (M.P.C.), tant au niveau de l'unité de production qu'à celui du social.

Schématiquement, on peut présenter les deux formes et les quatre niveaux de la division du travail comme suit:

La division organique du travail:

Elle se définit comme organisation du travail propre à différentes époques historiques et les stades particuliers d'évolution des forces productives qui les caractérisent, abstraction faite de l'influence hégémonique introduite par les luttes de classes. Cette division change donc avec le temps. Ainsi, elle doit toujours être analysée et critiquée à l'intérieur d'un espace historique précis, en relation avec d'autres espaces historiques.

La division hégémonique du travail:

C'est un rapport subjectif du procès de production, en ce qu'il n'est pas lié à l'organisation interne du travail, mais intégré de l'extérieur, pour le bénéfice d'une classe aux dépens de toutes les autres. Cette forme de division du travail n'est donc pas objectivement nécessaire à l'organisation de la production, bien qu'elle soit évidemment nécessaire à la réalité objective de la retention du pouvoir par et pour la classe dominante. L'aspect hégémonique a, jusqu'à présent, toujours imprégné l'aspect organique de la division du travail en s'adaptant lui aussi aux changements historiques.

Les quatre niveaux de la division du travail sont:

- 1) La division entre classes productrices et classe non productrice. Cette division traduit essentiellement le rapport subjectif de la division du travail, i.e. la division hégémonique, et détermine l'aspect hégémonique des autres niveaux. C'est, en d'autres mots, la division entre classe dominante et classes dominées. La forme organique de la division du travail ne peut s'exprimer comme telle à ce niveau, puisqu'une division organique du travail n'englobe que les producteurs. En conséquence, ce niveau ne peut exister dans le socialisme. Mais nous verrons comment un rapport subjectif peut naître d'un rapport objectif de l'organisation de la production dans le socialisme.

- 2) La division du travail à l'intérieur de la classe des producteurs, entre différentes sphères d'activité, (ex.: industrie, agriculture, commerce, finance, artisanat).
- 3) La division du travail à l'intérieur d'une sphère particulière d'activités, entre différents groupes et, à l'intérieur de ces différents groupes, entre unités de production.
- 4) La division du travail à l'intérieur de l'unité de production ou, si l'on veut, la division dans l'atelier entre travaux parcellaires.

On pourrait encore subdiviser les niveaux, mais cela compliquerait inutilement l'analyse et l'exposition de nos thèses. Nous jugeons les niveaux distingués ici suffisamment clairs et applicables, avec certaines nuances, à toutes les époques historiques, pour nous permettre d'évaluer les contributions de Marx et Amin sur le problème de l'Etat et de son dépérissement.

#### L'articulation entre formes et niveaux

L'époque manufacturière et celle de la grande industrie fournissent un bon exemple du chevauchement entre les deux formes de division du travail et leur articulation à divers niveaux du social.

L'époque manufacturière par exemple, se caractérise par la division manufacturière du travail, i.e. la parcel- larisation des tâches où l'ouvrier spécialisé, virtuose même dans certains cas, effectue une fonction parcellaire, (où son talent reste indispensable), dans la totalité de l'unité de production. Il n'effectue que cette fonction à l'exclusion de toute autre.

Cette division au niveau de l'unité de production (niveau 4) est essentiellement fonction des impératifs de l'efficacité de la production, dans le sens où l'on cherche à produire plus ou mieux dans le minimum de temps. Elle est par conséquent organique même si elle sert les fins hégémoniques de la bourgeoisie de l'époque. De cette division organique naît un besoin organique de direction et de coordination, besoin qui n'existe qu'en fonction de cette organisation spécifique de la production où:

Dans tous les travaux pour lesquels beaucoup d'individus coopèrent, la connexion générale et l'unité du procès s'expriment nécessairement dans une volonté, dans des fonctions, qui ne concernent pas les travaux partiels, mais l'activité globale de l'atelier, comme c'est le cas pour le chef d'orchestre. Il s'agit là d'un travail productif qui doit être accompli dans tout système combiné de production.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup>Karl Marx, Le capital, éditions Sociales, Paris, 1969, L.III, t.II, ch.xxxiii, p.48, 1972.

Ce travail de direction n'existe pas sans la division organique du travail. Il est partie intégrante de l'organisation de la production. Il survient donc *a posteriori* par rapport à cette organisation particulière du travail, comme mouvement interne de celle-ci, et nécessité objective du fonctionnement du procès de production.

Cette direction organique dans l'unité de production a sa contrepartie hégémonique dans le travail de surveillance du directeur ou manager et de ses subalternes. Cette surveillance est imposée du dehors lorsqu'elle est motivée par la propriété privée des moyens de production, propriété dont jouit la bourgeoisie et dont sont privés les prolétaires. Mais une direction organique peut aussi se transformer en hégémonie, dans la mesure où cette direction devient une activité spécialisée qui accroît la division du travail ainsi que l'autonomie relative de cette activité.

On retrouve la même situation au niveau du social (niveaux 1 et 2) où:

...le travail de surveillance et l'immixtion générale du gouvernement comprennent deux facteurs aussi bien l'accomplissement des affaires communes liées à la nature de toute communauté que les fonctions spécialisées issues de l'opposition entre le gouvernement et les masses populaires.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup>*Ibid.*, p.49.

Ici Marx reconnaît les deux formes de direction correspondant aux deux formes de division du travail. La direction du social, et par conséquent l'Etat, a donc aussi des bases dans la division organique du travail. Ceci est encore plus vrai aujourd'hui, puisque la division organique du travail s'accroît.

En plus de considérer les deux formes de division du travail à une époque donnée, (i.e. dans une perspective statique), il faut aussi tenir compte de la dynamique historique. Ainsi, la même division manufacturière du travail, essentiellement organique à l'époque manufacturière, devient hégémonique à l'époque de la grande industrie. En effet, malgré l'avènement de nouveaux procédés industriels dans la production, on cherche à retenir le principe de la parcellarisation manufacturière du travail au détriment d'autres formes d'organisation du travail, comme celle du relais des travailleurs par exemple, dans le but unique de conserver la domination de classe. Cette tendance particulière est le fruit d'une action hégémonique et n'a rien à voir avec une évolution soit disant 'naturelle' des forces productives. Il ne faut pas confondre, en effet, parcellarisation de tâche et complexification de l'organisation du travail. Les deux favorisent l'accroissement de la division du travail mais la dernière est un phénomène organique où l'on peut prendre en considération

des alternatives radicalement différentes. La retention de la parcellarisation des tâches comme principe d'organisation du travail n'est, au contraire, qu'un possible parmi d'autres, possible qui assure l'hégémonie d'une classe sur toutes les autres. En fait, le principe de la parcellarisation des tâches est un principe organisationnel favorisant l'organisation hégémonique du travail, une excroissance de la complexification de l'organisation de la production. Dans cette optique, il faut reconnaître que cette dernière constitue un terrain propice à la naissance et au développement de la division hégémonique du travail et qu'elle est donc à surveiller.

A ces deux formes de division du travail correspond donc un travail de direction et de coordination; l'un imposé du dehors, comme rapport hégémonique, l'autre issu du dedans, comme rapport organique, et les deux coexistant dans l'histoire. Toutefois, dans l'éventualité d'une transition au socialisme, l'ancien rapport aurait tendance à disparaître, grâce aux efforts de la classe prolétarienne pour éliminer tous les anciens rapports de classes.

Pourtant, même une direction organique est susceptible de s'autonomiser par rapport à l'organisation du travail et par rapport à la société, pour former une organisation de type étatique. Tel fut le cas pour la division originelle

entre classes à partir de l'organisation sans classes et pratiquement sans division du travail du communisme primitif.

Bien sûr le niveau des forces productives et de la conscience sociale qui les accompagne seront différents dans un contexte socialiste. Mais la division du travail elle aussi sera différente. De presque nulle qu'elle était au stade du communisme primitif, elle semble se multiplier et s'approfondir à l'infini avec les développements de l'industrie et de la technique modernes, même sans les conditionnements hégémoniques de la lutte de classes et malgré l'automatisation.

Des solutions à ce problème furent avancées sous l'enseigne du mouvement autogestionnaire. Jusqu'à présent, leur efficacité ne dépasse pas le niveau de l'unité de production, niveau qualitativement différent de celui, beaucoup plus complexe et global, de la société civile.

#### Plan de la thèse

Notre thèse se divise en sept chapitres dont cinq sont principalement axés sur l'évolution historique du capitalisme et deux sur la critique de la théorie du dépérissement de l'Etat.

Les cinq premiers chapitres retracent l'évolution historique du capitalisme à partir de la pensée de Marx et d'Amin, le cinquième chapitre contenant la critique des analyses de Marx sur sa théorie du dépérissement de l'Etat. Le sixième chapitre est consacré à l'étude et la critique des propositions d'Amin relatives à sa théorie du dépérissement de l'Etat. Le septième chapitre se penche sur l'approche globale utilisée dans la thèse et considère certaines de ses limites pour l'étude de cette même théorie.

En conformité avec l'approche historique de Marx, le premier chapitre est structuré autour de la division du travail et de sa relation avec l'Etat dans le précapitalisme. L'analyse va du communisme primitif jusqu'au moyen-âge, en passant par les exemples de l'Inde et de la Grèce antique. A ce stade, la division du travail et l'Etat qui lui correspond, sont essentiellement fonction des traditions religieuses culturelles et familiales.

Le deuxième chapitre retrace la naissance du capitalisme à partir du moyen-âge européen jusqu'au stade de la manufacture. Cette naissance est le fruit de plusieurs facteurs: l'expansion du marché intérieur et extérieur, les grandes découvertes des continents, l'accumulation primitive des richesses, argent et des moyens de production. Ces facteurs engendrent un changement dans la division du travail qui tend alors à s'accroître selon de nouveaux

critères. L'Etat de cette époque traîne encore les structures du moyen-âge et affiche un certain retard d'adaptation par rapport à l'évolution générale de l'organisation de la production dans le social. On verra aussi que c'est à partir de la classe marchande de cette époque que naîtra une nouvelle classe sociale qui bouleversera les structures de l'époque féodale.

Le troisième chapitre met l'accent sur la nouvelle division du travail. Née de l'époque manufacturière, cette division s'accroît lorsque la grande industrie supplante la manufacture. On y examine l'ambivalence de cette division du travail, nécessaire pour l'efficacité de la production, mais qui sert aussi les intérêts de la bourgeoisie, surtout lorsqu'elle utilise le poids social d'un Etat gagné à sa cause. L'avènement de la grande industrie révèle le caractère social de l'hégémonie bourgeoise et aiguise l'antagonisme fondamental entre la bourgeoisie et le prolétariat. A ce stade, la bourgeoisie cherche à retenir le principe de la division manufacturière du travail, au détriment d'autres formes d'organisation de la production. En même temps, le caractère coercitif et répressif de l'Etat tend à s'amoinrir, devant la nécessité organique de réduire quelque peu les conflits sociaux et de gérer un social toujours plus complexe.

Le quatrième chapitre aborde l'étape de la centralisation/concentration des moyens de production dans le capitalisme. Cette transformation se fait au profit des monopoles et d'un Etat bureaucratique. A ce stade, deux alternatives se dessinent: une nouvelle étape du développement du capitalisme, ou l'amorce d'un développement socialiste à partir d'une nouvelle forme d'organisation du travail. Marx ébauche une analyse de ces deux tendances, mais se heurte au problème du dépérissement de l'Etat dans sa perspective socialiste.

Des analyses de Marx, nous passons à celles d'Amin. Le cinquième chapitre aborde la pensée d'Amin dans une perspective de continuité d'avec la pensée de Marx et de Lénine. Amin met en relief le rôle hégémonique de l'Etat et des monopoles, (dans les pays industrialisés), et leur impact au niveau mondial en termes de développement inégal. Toutefois, il délaisse l'aspect organique qui prend lui aussi de l'importance. Cette ambiguïté du rôle de l'Etat se manifeste politiquement dans la sociale-démocratie. En dépit de cette lacune Amin est conscient des dangers de l'étatisme et nous indique les forces oeuvrant dans cette direction.

Mais Amin fait plus que critiquer le capitalisme contemporain. Il suggère des éléments de transition au socialisme, éléments que nous abordons dans le sixième chapitre et que nous comparons aux propositions de Marx. Nous verrons

qu'Amin rejoint Mao au niveau de l'idée de bouleversement total du système capitaliste. Ce bouleversement conserve uniquement le niveau de développement scientifique auquel il se produit. Cette idée de bouleversement vise surtout à éliminer le caractère hégémonique de l'organisation de la production, mais délaisse le phénomène de la complexité croissante de cette même organisation et le problème de direction organique qu'elle pose. En fait, Amin oscille entre une tendance autoritaire, qu'il favorise, et une tendance libertaire, qu'il subordonne à la première.

Le septième chapitre ébauche une critique de la théorie du dépérissement de l'Etat à partir de deux points de vue plus globaux reliés au système: l'un portant sur l'importance d'une tendance à la décentralisation pour la réalisation de la théorie du dépérissement de l'Etat, l'autre mettant en relief la relation homme système et l'emphase peut-être trop grande mise sur le système.

#### Méthode d'analyse.

Notre thèse s'élabore à partir d'une analyse de textes. En effet, le dépérissement de l'Etat relève encore de la théorie puisque peu de tentatives concrètes furent effectuées dans ce sens.

Les textes choisis, tant chez Marx que chez Amin, sont ceux qui abordent le mieux le problème du dépérissement de l'Etat, tant du point de vue historique que dans le cadre du monde contemporain. Pour ce qui est de Marx, nous utilisons les livres du Capital, les textes du Manifeste du parti communiste, du 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte, de la Critique du programme Gotha, de la Préface à la critique de l'économie politique, de La question juive, de même que le texte d'Engels sur L'origine de la famille. Pour Amin, nous consultons les textes reliés directement à sa théorie du développement inégal, c'est-à-dire L'accumulation à l'échelle mondiale, Le développement inégal, L'impérialisme et le développement inégal, La loi de la valeur et le matérialisme historique, et Classe et nation.

Nous utilisons peu de textes d'interprétation pour deux raisons principales: les textes de base sont suffisamment riches pour permettre une interprétation valable du sujet qui nous intéresse, et le problème du dépérissement de l'Etat est peu abordé dans la pensée marxiste. Les seuls textes consultés sont: celui d'André Vachet sur La théorie socialiste de l'Etat et la critique étatique de l'Etat, le livre de Lénine sur L'impérialisme: dernière étape du capitalisme, celui de Yvon Bourdet La délivrance de Promothée,

un recueil de textes présenté par Rossanna Rossanda intitulé Il Manifesto, et enfin nous consultons également La république de Platon.

D'autres textes ont également aidé à la préparation de la thèse. La dialectique, de Paul Foulqué, les livres d'Henri Lefèbvre sur Le matérialisme dialectique, La vie quotidienne dans le monde moderne et De l'Etat tome 2, ceux de Christian Palloix sur L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales, L'internationalisation du capital, éléments critiques, Travail et production.

La méthode d'analyse est celle de Marx dans la mesure où nous employons l'analyse historique. Elle met en relief la naissance et le développement des phénomènes et permet ainsi de mieux saisir et comprendre leurs causes profondes.

## CHAPITRE I

### L'ERE PRECAPITALISTE

L'organisation matérielle de la production constitue, pour le marxisme, le fondement de l'organisation de tous les aspects du social, tant structureaux que non-structureaux. Plus particulièrement, l'organisation du travail détermine les rapports sociaux, l'existence ou la non-existence de classes, et leur statut réciproque. Dans cette optique, il nous semble utile de retracer l'évolution de la division du travail à partir de l'époque du communisme primitif, pour bien mettre en relief; 1) l'évolution du lien Etat-division du travail; 2) son importance croissante à travers cette évolution; et 3) les aspects hégémoniques et organiques de celui-ci.

#### Du communisme primitif au seuil du moyen-âge européen

Un bref aperçu de l'ère précapitaliste nous permettra de voir comment naquirent les deux formes de division du travail, les niveaux où elles s'expriment, et la manière dont les problèmes de cette division furent résolus, i.e. par la formation graduelle d'un Etat, appuyant son autorité sur une aliénation religieuse elle-même issue du contrôle quasi inexistant de l'homme sur la nature et du besoin de protection militaire contre l'invasion étrangère. Cette évolution est bien décrite par Engels dans L'origine de la famille.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup>Friedrich Engels, "L'origine de la famille," Marx-Engels, Oeuvres choisies, éd. du Progrès, Moscou, 1975.

Nous la compléterons par trois exemples pertinents de Marx, qui nous mèneront à la section suivante sur le féodalisme.

Un exemple de la société communiste nous est donné par les tribus indiennes d'Amérique. La tribu est l'entité communale à l'intérieur de laquelle chaque homme est libre. Elle constitue en fait l'univers de chaque individu et pose donc les limites de sa compréhension du monde. Pourtant, malgré ces limites, la domination et la servitude n'existent pas au sein de la tribu, en fait il n'y a pas d'Etat:

A l'intérieur il n'y a encore nulle différence entre les droits et les devoirs; pour l'Indien la question de savoir si la participation aux affaires publiques est un droit ou un devoir ne se pose pas, elle lui paraît aussi absurde que de savoir si manger, dormir, chasser est un droit ou un devoir.<sup>2</sup>

L'organisation de la production sociale est fondée sur la chasse et la pêche, et suppose donc un territoire assez vaste. La population est ainsi clairsemée sauf au lieu de résidence de la tribu, autour de laquelle s'étend un territoire de chasse, puis une forêt protectrice neutre séparant les tribus entre elles. La division du travail est spontanée et n'existe qu'entre les deux sexes, où chacun est maître de son domaine, l'homme dans la forêt, la femme dans la tente. Chacun d'eux est propriétaire des instruments qu'il fabrique et utilise, l'homme les armes, la femme les objets de ménage.

---

<sup>2</sup>*Ibid.*, p.592.

"L'économie domestique est commune à plusieurs familles" et "ce qui se fait en commun et s'utilise en commun est propriété commune; la maison, le jardin, la pirogue..."<sup>3</sup>

Mais les hommes et les sociétés évoluent, certaines passent ainsi à un stade supérieur de l'organisation sociale lorsqu'elles se mettent à domestiquer les animaux, puis à les élever. Cette nouvelle organisation de la production amène la première grande division du travail entre tribus pastorales et tribus barbares, sans qu'il y ait encore d'Etat. De plus, l'élevage engendre une production différente, nouvelle par rapport aux produits de la chasse et de la pêche et crée un surplus:

Elles n'avaient pas seulement d'avantage de lait, de produits lactés et de la viande en plus grande quantité, elles avaient aussi des peaux, de la laine, du poil de chèvre ainsi que des fils et des tissus dont la production augmentait en même temps que les matières premières.<sup>4</sup>

Cette situation favorise les échanges réguliers et non plus sporadiques entre tribus. Puis, quand les troupeaux passent à la propriété privée, l'échange individuel remplace l'échange entre tribus pour devenir une forme dominante de l'échange. On commence à produire des céréales pour le bétail et de ce fait pour l'homme également.

---

<sup>3</sup>*Ibid.*, p.593.

<sup>4</sup>*Ibid.*

A ce stade, le développement des forces productives se retrouve dans le métier à tisser, la fonte des minerais et le travail des métaux. L'accroissement de la production dans toutes ces branches: élevage du bétail, agriculture, artisanat domestique, etc., favorise la production du surplus et accroît la somme quotidienne de travail de chacun des membres de la tribu ou de la famille conjugale, et, de ce fait, engendre le besoin de plus de force de travail. Au début, la guerre la fournit sous la forme de prisonniers que l'on transforme en esclaves. Ainsi, de la division entre barbares et pasteurs naît la division entre maîtres et esclaves. De plus, la propriété du bétail et des terres échouant à l'homme, la femme et son travail en viennent à passer au second rang et la suprématie de l'homme sur la femme remplace l'égalité d'autrefois.

Les bases de l'Etat s'organisent graduellement à partir d'un besoin organique de la production, i.e. celui d'un accroissement de la main d'oeuvre, mais s'exprime immédiatement sous une forme hégémonique par le double rapport de domination qui s'établit dans la tribu, i.e. maître-esclave, homme-femme. En tant que telle, la division organique du travail est encore embryonnaire, mais elle est néanmoins suffisante pour générer un surplus qu'il faut gérer, sans toutefois recourir à un organisme étatique.

Les progrès subséquents de la production amènent la découverte du fer et surtout de l'épée, de la charrue et de la hache de fer. Le fer entre ainsi au service de l'homme et constitue la matière première qui joue un rôle révolutionnaire dans le social avant la pomme de terre.

Le fer permit la culture des champs sur de plus vastes surfaces, le défrichement de plus grandes étendues forestières, il donne à l'artisan un outil d'une dureté et d'un tranchant auxquels ne résistaient aucune pierre, aucun métal connu.<sup>5</sup>

Le progrès des forces productives chemine dès lors plus vite. La division du travail s'accroît, l'artisanat se sépare de l'agriculture, ce qui engendre la production directe pour l'échange et le commerce outre-mer. Ce dernier s'ajoute aux autres formes de commerce et les approfondit à l'intérieur et aux frontières de la tribu. Une nouvelle division s'établit, la différence entre les hommes riches et les hommes pauvres et s'ajoute à la division maître-esclaves et homme-femme. Avec l'accroissement général des richesses, les différences de propriété entre les chefs de familles individuelles font éclater l'ancienne communauté domestique communiste et avec elle la culture en commun.

Mais la population plus dense oblige déjà à une cohésion plus étroite, la confédération des tribus devient une nécessité, ainsi que la fusion de tribus séparées en un

---

<sup>5</sup>Ibid., p.596.

territoire collectif du peuple. L'assemblée surgit là où elle n'existe pas encore et avec elle la forme embryonnaire de l'Etat. Chef militaire, conseil, assemblée du peuple sont les organes de la société gentilice. La guerre et son organisation sont alors devenues des fonctions régulières de la vie du peuple, pour la protection contre les barbares et pour la guerre de rapine, qui accroît le pouvoir du chef militaire suprême et de ses subalternes à l'intérieur de la société gentilice. Le choix du successeur du chef dans la même famille devient, en particulier avec l'introduction du droit paternel, une hérédité d'abord tolérée puis revendiquée et finalement usurpée pour devenir le fondement de la noblesse héréditaire. La société communiste est donc passée:

...d'une organisation de tribus, ayant pour objet le libre règlement de leurs propres affaires...[à]...une organisation pour le pillage et l'oppression des voisins; et par suite ces organismes, d'abord instruments de la volonté populaire, deviennent des organismes autonomes de domination et d'oppression envers leur propre peuple.<sup>6</sup>

Bien qu'à ce stade l'Etat soit principalement le fruit d'un rapport hégémonique entre maîtres et esclaves, entre riches et pauvres et entre tribus ennemies, c'est un besoin organique de progrès dans la production qui engendre ce processus. En effet, c'est la nécessité d'accroître la production qui, augmentant la quantité de travail, pousse à la recherche d'un

---

<sup>6</sup>*Ibid.*, p.598.

supplément de main d'oeuvre que l'on se procure à la pointe de l'épée. Plus tard, avec le lent progrès des forces productives, l'efficacité de la production s'adjoindra, comme nécessité organique de l'organisation du travail, à la division hégémonique du travail. Dans ce contexte, Marx nous donne trois exemples du précapitalisme illustrant la progression de l'importance de l'efficacité de la production reliée à la division organique du travail à différentes époques et en différents lieux:

Tandis que la division sociale du travail avec ou sans échanges de marchandises appartient aux formations économiques les plus diverses la division manufacturière est une création spéciale du mode de production capitaliste (M.P.C.).<sup>7</sup>

La division du travail dans la société n'est donc pas l'exclusivité du M.P.C., elle existe à différentes époques et dans différentes sociétés. Le capitalisme lui l'exploite plus à fonds. Il l'introduit même à l'intérieur de l'unité de production où n'existait qu'une division traditionnelle d'origine familiale et culturelle entre âges et sexes etc... et provoque, par ces modifications, un changement radical dans toute l'organisation sociale, changement qui dépasse le simple cadre de l'économique.

---

<sup>7</sup>Karl Marx, Le capital, L. I, ch. xiv, éd. Garnier Flammarion, Paris, 1969, p.265.

Les sociétés précapitalistes enserrant la division du travail dans des limites définies par la religion, la tradition et la culture comme en Inde où "la loi qui règle la division du travail dans la société agit avec l'autorité inviolable d'une loi physique."<sup>8</sup> Mais à l'intérieur de ces limites appartenant aux niveaux deux et trois de notre grille de niveaux, l'artisan est libre dans son travail. Il ne reconnaît que l'autorité hiérarchique traditionnelle en dernière instance divine et concrétisée par le roi et les prêtres. L'efficacité dans l'organisation du travail est conditionnée par l'aliénation politico-religieuse et engendre une stabilité de l'ordre social qui contraste d'ailleurs avec le changement continu des dynasties, bien que cet organisme soit totalement subordonné à celles-ci.

La Grèce antique nous offre déjà une idée plus claire de la distinction entre division hégémonique et organique du travail dans la production. L'aspect de l'efficacité est plus évident, car celle-ci perfectionne le produit et le producteur comme l'implique ce dialogue de Socrate avec Adimante dans La République:

Par conséquent on produit toutes choses en plus grand nombre, mieux et plus facilement, lorsque chacun selon ses aptitudes et dans le temps convenable se livre à un seul travail étant dispensé de tout autre.<sup>9</sup>

<sup>8</sup> *Ibid.*, p.264.

<sup>9</sup> Platon, La république, éditions Garnier Flammarion, L.II, Paris, 1966, p.119.

L'analyse de la division du travail est déjà plus concrète, car la séparation de la production en différentes branches dans la société améliore la qualité du produit et permet à chaque individu de s'épanouir à travers ses talents particuliers. Si Platon s'en tient à une division sociale du travail à l'intérieur de la classe des producteurs et entre les unités de production (niveaux 2 et 3) Xénophon avec son instinct plus bourgeois nous dit Marx "touche déjà de plus près la division du travail dans l'atelier."<sup>10</sup> Mais à cette époque c'est encore la valeur d'usage qui prime et non la valeur d'échange, malgré l'expansion relative du marché de la Grèce antique, car le développement des forces productives reste embryonnaire. Même l'aspect quantitatif de la production n'est vu qu'en termes de valeurs d'usage.

A l'époque de la Grèce antique succède l'époque de l'empire romain puis le moyen-âge. Durant ces périodes et surtout au moyen-âge, la civilisation consolide et accroît toutes les divisions du travail précédentes et en ajoute une autre, en créant la classe des marchands qui ne s'occupe plus de la production mais de l'échange des produits: "une classe qui s'érige en intermédiaire entre deux producteurs et les exploite tous les deux."<sup>11</sup>

<sup>10</sup> Marx, Le capital, *op.cit.*, p.269.

<sup>11</sup> Engels, L'origine de la famille, *op.cit.*, p.599.

C'est surtout au moyen-âge que le côté efficace de la production commence à être mis en évidence, car c'est à cette époque que la division du travail dans et entre les corporations engendre graduellement la division manufacturière du travail. Avant la division manufacturière du travail, le même genre d'autorité religieuse, (bien que déjà la pratique du commerce et de la production ait donné une expérience plus concrète à l'organisation du travail et des affaires en général), réglemente strictement la division du travail dans et entre les corporations existantes, ainsi que la formation des nouvelles:

...quand les circonstances extérieures nécessitaient une division du travail progressive, les corporations existantes se subdivisaient en sous groupes ou bien il se formait des corporations nouvelles à côté des anciennes sans que les métiers différents fussent réunis dans un même atelier.<sup>12</sup>

A cette époque, on cherche à conserver le même type d'organisation sociale hiérarchique, ainsi que le caractère sacré et secret des métiers. On se rappellera qu'au moyen-âge les métiers portaient le nom de mystères et revêtaient un caractère hautement religieux. De plus, on est déjà conscient des dangers, pour l'ordre social établi, d'une trop grande division du travail et c'est dans cet esprit que les corporations se protègent des empiètements du capital marchand car: "le marchand pouvait acheter toutes sortes de marchandises le travail

---

<sup>12</sup>Marx, Le capital, *op.cit.*, p.265.

excepté."<sup>13</sup> Cette interdiction, pour humaine qu'elle soit, reflète malgré tout l'hégémonie de la classe féodale sur les tentatives précises et isolées d'individus qui formeront la bourgeoisie et renverseront l'ordre féodal. Cette intervention sert également les intérêts de la classe au pouvoir. En effet, cette interdiction réduit les possibilités d'enrichissement de commerçants, qui remplaceraient le travail servile bénéficiant un seigneur par le travail salarié. Cette transformation du mode de production avantageait les commerçants en accroissant leur pouvoir social aux dépens de la classe des féodaux.

Au moyen-âge comme chez les grecs, on reconnaît l'efficacité de la division du travail. Ce pragmatisme vise surtout la qualité de la valeur d'usage et très peu l'efficacité de la production de masse ou l'utilité de la valeur d'échange. Par conséquent, on ne s'intéresse pas tant à la marchandise pour l'argent qu'elle peut rapporter que pour le service qu'elle peut rendre en dehors du circuit de l'échange. De plus, comme en Inde, l'organisation de cette division du travail est encore soumise aux impératifs du dogme religieux qui, par la vision du monde qu'il impose, fournit un système de pensée où l'organisation sociale est relativement stable et

---

<sup>13</sup>*Ibid.*, p.265.

n'a pas à être remise en question, puisque l'on travaille en dernière instance pour l'au-delà.

Cette faible division du travail laisse peu de place au besoin organique de direction sociale issue de la production, besoin qui pourrait justifier un Etat non seulement hégémonique mais aussi organique par rapport à l'organisation de la production. L'Etat se justifie plutôt par la protection armée qu'il apporte et la croyance religieuse qu'il incarne. Dans cette optique, la division organique du travail dans le précapitalisme est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'Etat, ce qui est d'ailleurs tout à fait normal puisque les forces productives étant peu développées, les facteurs militaires et religieux ne peuvent qu'avoir plus d'importance dans le cadre d'une société où la nature n'est pas maîtrisée. En conséquence, l'aspect hégémonique est moindre à cette époque, au niveau des forces productives, à cause du moindre antagonisme de classes, toutes victimes de l'aliénation religieuse d'une part et sujettes à la moindre division du travail de l'autre. Les rapports sociaux sont clairs et acceptés de tous.

Cette situation nous rappelle la difficulté d'application d'une grille d'analyse forgée à partir de la réalité sociale actuelle, et que l'on cherche à étendre à un territoire historique plus vaste. Les forces productives et leur développement constituent une réalité historique et rendent

possible, sous cet aspect, l'utilisation d'une grille prenant pour fondement leur réalité dynamique, dans la mesure où l'on cherche à tenir compte des facteurs pouvant jouer un rôle plus ou moins important selon l'époque.

On peut donc avancer que, pour l'époque précapitaliste, la division organique du travail s'effectue à tous les niveaux de la classe des producteurs mentionnés dans notre grille d'analyse (niveaux 2,3 et 4). Ceci est valable dans la mesure où l'on considère l'agriculture, l'artisanat et le commerce naissant comme trois sphères de production distinctes pour l'époque, malgré la faible activité commerciale. A l'intérieur de chacune de ces sphères, il se crée graduellement ou existe déjà une certaine spécialisation, bien que minime au début, selon la qualité des terres agricoles par exemple, le genre de produits artisanaux ou le type particulier de commerce. Quant à la division du travail dans les unités de production, elle est faible mais existe en autant que l'entreprise agricole artisanale ou commerciale est une entreprise familiale ou de classe. On aura ainsi une division du travail fondée avant tout sur l'âge, le sexe et l'expérience, division fortement teintée de tradition religieuse, culturelle et familiale.

### Division du travail et précapitalisme

Historiquement donc on retrouve l'existence des deux aspects fondamentaux de la division du travail. La division hégémonique existe partout et à toutes les époques, sauf dans le communisme primitif. C'est la plus évidente et la plus claire au départ, mais elle se manifeste surtout dans les domaines du militaire et du religieux, à cause du faible développement des forces productives. La division organique elle, s'élabore plus lentement à partir de la tribu. Elle se distingue plus ou moins des impératifs religieux au début, comme en Inde par exemple, mais se précise dans la Grèce antique et au moyen-âge, où on la reconnaît comme nécessaire à l'efficacité de la production sociale. Malgré tout, cette efficacité reste dominée par la religion, où l'ordre établit et la tradition priment. L'autorité religieuse dicte ou influence les règles de production tant au niveau du social que de l'unité de production. Elle revêt par le fait même un caractère hautement centralisateur, caractère dont le capitalisme ne peut se débarrasser et que le socialisme est à même d'hériter.

Malgré le fait que la division du travail sert les intérêts d'une classe particulière, on peut voir qu'elle relève également de la reconnaissance de son efficacité pour la production à l'intérieur de la classe des producteurs. Cette

efficacité prend évidemment des formes différentes selon les étapes historiques du précapitalisme. En effet, la division organique du travail s'exprime surtout dans le domaine global du social, (i.e. aux niveaux 2 et 3 de notre grille d'analyse). On opère une division spontanée des travaux entre les grandes sphères de production et entre les unités de production, division qui s'ossifie par la force de la tradition et des préceptes religieux. La division à l'intérieur de l'unité de production par contre est minime et se fait sur des bases totalement différentes (âge, sexe, expérience) de celle qu'élaboreront la manufacture et la fabrique. On retrouvera parfois dans ces dernières des traces des anciens critères, mais celles-ci seront motivées par des raisons basement pécuniaires.

De plus, comme on le verra tout au long de l'exposé, la division du travail dans l'unité de production est la dernière à prendre forme historiquement. Dans le précapitalisme elle reste, somme toute, embryonnaire et ne se développe réellement qu'avec le capitalisme. Les autres formes par contre ont des racines beaucoup plus profondes. Les divisions entre classes, entre sphères de production et entre unités de production sont relativement plus stables par rapport au caractère extrêmement transitoire de la division du travail dans l'unité de production. Cette dernière, née il y a trois ou

quatre cents ans à peine est déjà techniquement en voie de disparition aujourd'hui comme nous le montrent les progrès des forces productives. Cette différence de niveaux dans la division du travail pose en fait des problèmes pour la thèse du dépérissement de l'Etat chez Marx et Amin.

L'ère précapitaliste offre donc peu de prise à l'expansion de la division du travail. Seul le féodalisme européen rassemblera les éléments nécessaires à son développement. Nous examinerons donc les structures qui permirent le développement de la division du travail, la naissance du capitalisme qui s'en suivit et les problèmes qu'elle soulève par rapport à la division organique du travail en relation avec la dynamique des bases de l'Etat.

## CHAPITRE II

### LES ORIGINES DU CAPITALISME

Le faible développement des forces productives dans le monde antique a pour contrepartie une faible division du travail. L'Etat de cette époque se développe ainsi, en grande partie, sur des bases autres que celles du capitalisme. Le féodalisme européen, en favorisant l'accroissement de la production et du commerce, permet l'établissement de bases solides pour le développement et l'expansion des forces productives et de la division du travail. Cette époque constitue en fait une transition entre le stade précapitaliste, peu orienté vers la production matérielle pour la consommation de masse, et le stade capitaliste où la production de masse et son organisation occupent une place grandissante. L'Etat, comme le reste de la société, est aussi en transition. Bien qu'il s'attache encore aux traditions féodales, il est forcé de s'adapter aux changements structuraux de la société et de s'enraciner dans de nouvelles bases, en s'appuyant sur la nouvelle classe qui les élabore: la bourgeoisie.

#### La structure de la société féodale

Au moyen-âge la plupart des produits du travail sont encore consommés par le producteur lui-même sauf pour les produits du commerce, marchandises exotiques et luxueuses, assez rares pour l'époque et qui trouvent leurs acheteurs chez la

noblesse et le clergé. La grande majorité de la population étant rurale, l'organisation sociale est de type communal et les échanges marchands ne s'introduisent que lentement à l'intérieur du groupe. Ils commencent d'ailleurs à s'effectuer à l'extérieur de ce groupe, (i.e. entre communes), où on échange alors l'excédant de produits. Ces contacts plus fréquents entre communes favorisent l'accroissement des échanges marchands à l'intérieur de celles-ci. Il reste qu'à cette époque les familles paysannes surviennent pratiquement à tous leurs besoins:

Le peu de choses qu'une telle famille étant conduite à acquérir par échange ou à acheter constituait surtout, jusqu'au début du XIXième siècle, en Allemagne, des objets de production artisanale, c'est-à-dire dont la fabrication était connue du paysan.<sup>1</sup>

Le paysan commerce donc presque uniquement avec l'artisan même à cette époque avancée du capitalisme manufacturier (en Allemagne tout au moins). Il connaît la valeur des produits qu'il achète en termes de quantité de travail. L'échange se fait ainsi en connaissance de cause et laisse peu de place pour l'exploitation par le vendeur et l'acheteur.

A cette époque donc, le marché comme la marchandise occupent des sphères socio-économiques très limitées, ce qui reflète la faible division du travail entre artisans, commerçants et paysans. A l'intérieur même des corporations

---

<sup>1</sup>Friedrich Engels, préface au Capital, L.III, t.1, éditions Sociales, Paris, Garnier Flammarion, 1969, p.32.

marchandes, l'artisan apprend un métier en exécutant toutes les tâches nécessaires à la fabrication du produit fini sous la direction du maître artisan. Le novice monte alors par degrés selon l'expérience et la compétence qu'il développe. La division du travail s'opère au niveau des métiers, que l'on ne regroupe pas dans un même atelier comme pour la manufacture. Seules les sphères de production et d'unités de production sont nettement séparées (niveaux 2 et 3). Pratiquement aucune division du travail n'existe dans l'atelier comme on l'a vu plus haut.

Le marché n'est en fait réellement actif qu'à la périphérie des communautés villageoises, dans les villes naissantes et dans le commerce extérieur. De plus, ce marché est relativement stable à l'époque, au point d'être héréditaire. En effet, l'artisan indépendant apprend le métier de son père qui à sa mort lui lègue sa clientèle et donc son marché.<sup>2</sup> Le marchand proprement dit fait lui-même partie de communautés marchandes calquées sur le modèle des communautés de marché de la campagne et des corporations des mines. Ces corporations marchandes:

---

<sup>2</sup>*Ibid.*, p.35.

...étaient fermées au concurrents et aux clients, fixaient entre elles leurs prix de vente, et leur marchandise était d'une qualité définie souvent garantie par un contrôle public et une estampille, elles décidaient en commun du prix à payer aux indigènes pour leurs produits.<sup>3</sup>

et de plus, "les efforts des commerçants s'employaient intentionnellement et consciemment à rendre [le] taux de profit égal pour tous les participants."<sup>4</sup>

Cette cohésion entre les marchands du moyen-âge fait contraste avec la concurrence qu'ils se font dans le capitalisme. Elle montre la vision plus globale, quoique encore limitée, que se fait du commerce et des affaires le marchand de l'époque. Cette vision se situe, comme tous les aspects de la vie sociale de l'époque, sous le signe de l'unité, de la stabilité sociale comme le précise Amin lorsqu'il écrit: "L'unité du temps social précapitaliste interdit que soit défini un domaine spécifique, et donc une science économique."<sup>5</sup>

---

<sup>3</sup>*Ibid.*, p.36.

<sup>4</sup>*Ibid.*, p.37.

<sup>5</sup>Samir Amin, L'Impérialisme et le développement inégal, éd. Minuit, Paris, 1976, p.86.

A cette époque d'ailleurs, tout grand changement est plutôt vu d'un mauvais oeil. Qu'on pense à l'opposition farouche des ouvriers contre une machine à tisser les rubans et les gallons inventés au XVIII<sup>ème</sup> siècle en Allemagne, les autorités publiques interdisent son utilisation et mettent l'inventeur à mort. La même machine est introduite à Leyde un siècle plus tard et provoque des émeutes et des querelles parmi les tisserands. La machine est finalement proscrite pour n'être utilisée que sous certaines conditions.<sup>6</sup> Ce nouveau moyen de production menace l'ordre social et risque de jeter des travailleurs sur le pavé.

On retrouve le même problème en Angleterre au XVIII<sup>ème</sup> siècle lors de la tentative d'introduction d'une scierie à vent menaçant l'emploi de milliers d'ouvriers. Dans les deux cas, l'Etat, sous la pression des travailleurs alors indépendants, interdit l'utilisation de la machine, car elle menace un ordre social que l'on reconnaît encore comme immuable.

La bourgeoisie de cette époque, malgré ses victoires importantes au niveau de l'expropriation des paysans de leurs terres, ne constitue pas encore une classe sociale suffisamment forte et ne peut donc promouvoir avec aisance ses intérêts de classe. Ce sont des individus isolés, inventeurs

---

<sup>6</sup>Karl Marx, Le capital, L.I., éd. Garnier Flammarion, Paris, 1969, p.307.

et/ou commerçants dynamiques qui essaient d'introduire, avec beaucoup de mal, un nouveau mode de production. L'Etat de l'époque ne reconnaît pas le progrès scientifique comme facteur d'évolution sociale et prend, dans une perspective bourgeoise, un caractère réactionnaire. Il contrôle encore suffisamment le social pour empêcher toute entreprise individuelle de secouer, de changer l'ordre existant.

Pourtant, son contrôle social est inégalement réparti si l'on compare ce contrôle à celui exercé par l'Etat féodal de l'Egypte et de la Chine. En effet, à l'inverse de ces deux pays l'Etat de l'Europe féodale contrôle beaucoup plus le monde paysan que celui des villes qu'il laissera s'épanouir dans une liberté relative, suffisante en tout cas pour engendrer le processus d'évolution sociale menant au capitalisme: "...tandis que les maîtres féodaux du sol, proche de leurs paysans, les opprimeront sans contrôle."<sup>7</sup>

L'Etat européen est en fait contrôlé par la propriété foncière. Tant que celle-ci reste forte et que peu de serfs émigrent ou s'enfuient vers la ville, le progrès des forces productives ne peut se faire d'une façon décisive. Mais dès que le commerce et l'industrie des villes prennent une certaine ampleur et permettent la formation d'une nouvelle

---

<sup>7</sup>Samir Amin, Le développement inégal, éd. Minuit, Paris, 1973, p.44.

classe (bourgeoisie), la société féodale est en voie de transformation. Il faut plus qu'un inventeur isolé ou un entrepreneur dynamique pour démanteler l'ordre social du moyen-âge, où les relations hiérarchiques traditionnelles sont claires et symbolisent la hiérarchie de l'au-delà.

Le point tournant qui permettra au capitalisme de se développer, c'est l'extension du marché dans toutes les sphères du social, sa transformation en marché capitaliste qui sépare le producteur de ses moyens de production. La transformation de tous les produits et de l'homme en marchandise opérera la réification de tous les aspects du réel. On remplace la valeur d'usage, rapport qualitatif entre le producteur et l'acheteur, par la valeur d'échange, rapport quantitatif où le producteur produit pour un avantage quantitatif, i.e. pour de l'argent.

Le produit et l'homme deviennent choses que l'on troque pour de l'argent, qui lui-même devient l'équivalent universel dans lequel toutes choses se transforment.

Cette réification c'est le commerçant qui la provoque, lorsqu'il ressent confusément l'importance du développement du commerce et des forces productives en tant que moyen d'accroître sa richesse personnelle. Son initiative individuelle est bonne en soi, car elle fait évoluer la société en développant les forces productives. Mais la perception qu'il a de son rôle est parcellaire car détachée, en

tant que libre entreprise individuelle, de la perception et donc de la compréhension des conséquences sociales de cette tendance nouvelle.

C'est le commerçant, le vrai capitaliste en puissance, le nouveau type d'homme qui s'oppose, comme être en devenir d'une société en devenir, à la totalité en voie de dépassement qu'est la société féodale, et le genre d'homme qui la caractérise (i.e. le noble et le serf). Il est la négation du noble et du serf en autant qu'il refuse les privilèges de l'un et la servitude de l'autre (à la naissance du capitalisme tout au moins), et la négation de cette négation dans la mesure où il favorise la création de nouveaux moyens de production.

#### L'accumulation primitive ou la transition de la féodalité au capitalisme

L'avènement du capitalisme est le fruit de la conjonction de plusieurs facteurs qui, tout en favorisant la dissolution du système féodal, orientent le développement social vers le mode de production capitaliste. Schématiquement, on peut dire que l'expansion du marché extérieur, favorisé par les grandes découvertes, stimule le développement du marché intérieur. Ce phénomène se développe en Europe, où l'Etat est relativement faible par rapport à celui de la Chine ou de l'Egypte par exemple. Les commerçants et les

entrepreneurs naissants ont ainsi suffisamment de liberté pour accroître leur commerce, moderniser la production et donc s'enrichir pour être en mesure de faire concurrence à l'ancienne noblesse féodale. Ils peuvent alors généraliser un processus de prolétarianisation des artisans et des paysans qui dépossède les deux de tout sauf de leur force de travail individuelle, qu'ils peuvent ainsi vendre au manufacturier ou au fermier capitaliste.

Dans les lignes qui suivent, nous examinerons ce processus de transition du féodalisme au capitalisme, qui est en même temps un processus d'accumulation (primitive) de capital argent, de terres et de moyens de production entre les mains d'une nouvelle classe sociale en formation: la bourgeoisie.

Les facteurs de dissolution du moyen-âge sont en fait ceux qui ont favorisé l'élargissement du marché interne et externe. Ce marché engendre le capitalisme et se transforme en marché capitaliste, lorsque l'Etat de séparation du producteur de ses moyens de production se généralise et devient le mode de production dominant, opposé aux modes de production antérieurs qu'il transforme et dissout en son propre mode. Mais précisons avec Amin que, jusqu'à la révolution industrielle, on ne peut dire que le capitalisme existe pleinement. Cette période transitoire de l'expansion

du commerce et de la manufacture dénommée par le terme, ambigu selon Amin, de capitalisme mercantile est encore caractérisée par la persistance de la domination des rapports féodaux. D'une façon générale, c'est l'épanouissement du commerce lointain, et la réaction de cet épanouissement sur le mode de production féodal en voie de dissolution, qui favorise l'avènement du capitalisme.<sup>8</sup>

L'extension du marché extérieur est issue des grandes découvertes géographiques des deux amériques et du commerce croissant avec les Indes et la Chine. Ce commerce accru emmène le développement rapide du capital marchand, en stimulant la circulation des marchandises et favorisant l'émulation parmi les nations européennes pour se rendre maîtresses des sources d'approvisionnement asiatiques et des trésors américains par le système colonial et les guerres qu'il engendre. En effet, ce type de commerce diffère quelque peu de ses anciennes formes:

Il n'ira pas seulement chercher les produits que lui offrent les sociétés locales, il se soumettra directement ces sociétés pour organiser la production et assurer l'écoulement des produits en Europe.<sup>9</sup>

---

<sup>8</sup>Amin, Le développement inégal, *op.cit.*, p.24.

<sup>9</sup>*Ibid.*, p.27.

C'est donc le commerçant qui, bien inconsciemment au début, constitue le type d'homme nouveau, dynamique et aventurier. Par les nouveaux marchés qu'il suscite, il accroît l'offre et la demande de produits et incite par conséquent les producteurs à augmenter leur production. Pour se faire, une nouvelle division du travail s'effectue alors spontanément afin de répondre à cette demande accrue. Cette division du travail à l'intérieur de l'atelier

faite une première fois accidentellement se renouvelle, montre ses avantages particuliers et s'ossifie peu à peu en division systématique du travail.<sup>10</sup>

Mais cette organisation accidentelle, sporadique de la division du travail, reste insuffisante. Le patron, pour devenir réellement capitaliste, devient également commerçant et vice-versa. Le premier s'assure de nouveaux marchés, le second achète les moyens de production et les producteurs pour répondre à la demande croissante des marchés qu'il a trouvés. Les deux s'opposent comme capitalistes à l'économie agricole naturelle et à l'artisanat de l'industrie citadine du moyen-âge. Ils introduisent un mode de production plus efficace, basé sur une division du travail toujours plus grande.

---

<sup>10</sup>Marx, Le capital, L.I., *op.cit.*, p.251.

Une autre forme de transition est celle du commerçant qui s'empare directement du mode de production traditionnel, sans le révolutionner, mais en le conservant plutôt comme base d'exploitation. Cette forme particulière de transition disparaît cependant avec l'évolution du capitalisme. Si elle transforme les producteurs directs en prolétaires, par la ruine dans laquelle elle les plonge, elle ne peut résister dans le long terme à la concurrence des manufacturés.<sup>11</sup>

Cette forme transitoire joue tout de même un rôle notable dans la dissolution de l'ancien mode de production. Sa fonction négative s'apparente au rôle du capital usuraire qui, s'il ne cherche pas à révolutionner le mode de production sur lequel s'exécute sa fonction, ruine tout au moins l'ancienne noblesse et/ou les petits travailleurs. Bien que l'usure soit aussi vieille que l'utilisation de l'argent elle contribue, avec la forme précédente de transition et sous son aspect destructeur, à l'accumulation du capital financier et à la prolétarisation. Ces deux fonctions favorisent également, dans le contexte de la montée du capitalisme, l'élimination de la riche noblesse, défenseur de la tradition, et fournit les argents et la main-d'oeuvre nécessaires au mode de production capitaliste.

---

<sup>11</sup>Marx, Le capital, L.III, t.I, *op.cit.*, p.343.

Cette expansion du commerce favorise l'expansion du marché. Mais la généralisation de ce dernier n'entraîne pas nécessairement le capitalisme, tant qu'il ne se trouve pas associé avec la prolétarisation de main-d'oeuvre artisanale et agricole et un certain degré de développement des forces productives. Le marché, tel qu'il existe avant la prolétarisation et le développement rapide des forces productives, ne peut que favoriser les monopoles commerciaux où un marchand ou une corporation de marchands tirent profit de l'ignorance des équivalents du temps de travail entre deux sociétés dont il (elle) est le seul intermédiaire. Situation d'autant plus facile que le commerce se fait entre pays lointains.<sup>12</sup> C'est d'ailleurs cette situation de monopole qui favorise l'hérédité de cette fonction toujours liée à une ethnie ou une caste spécialisée.

Cette forme de monopole entraîne toujours une concentration de richesse argent. Mais cette activité n'est pas du capitalisme, elle est simplement commerciale. En effet, le marchand précapitaliste tire son bénéfice d'une situation de monopole. Le marchand capitaliste au contraire tire d'abord son profit de l'exploitation d'une main-d'oeuvre prolétarisée qu'il paie au dessous de sa valeur, ce qui ne l'empêche nullement d'accroître ce profit de base par une situation de

---

<sup>12</sup>Amin, Le développement inégal, *op.cit.*, p.25.

monopole issue de privilèges politiques ou d'un avantage technique. L'économie marchande précapitaliste, elle, se base uniquement sur l'échange et/ou la production artisanale où le producteur reste propriétaire de ses moyens de production.

Seule la prolétarisation, couplée avec la richesse du commerce des marchandises et un certain niveau de forces productives, engendre une transformation qualitative du mode de production féodal vers le capitalisme. Cette prolétarisation s'effectue par une expropriation pure et simple des paysans de leurs terres et la ruine des artisans qui ne peuvent concurrencer l'efficacité croissante des manufactures naissantes. Les paysans étant de loin les plus nombreux, c'est l'expropriation de ces derniers que nous examinerons à travers l'exemple type de Marx dans ce domaine: l'Angleterre du XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècle.

Une première forme d'expropriation commence à la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle et se poursuit jusqu'au début du XVII<sup>ème</sup> par le licenciement des suites seigneuriales, où les grands seigneurs exproprient les paysans des biens communaux que ces derniers possédaient au même titre que leurs maîtres. Les terres volées furent ainsi transformées en pâturages à moutons, car le commerce de la laine était florissant à l'époque. Cette réaction de la noblesse ruinée par la guerre

des Deux-Roses vient de l'expansion des manufactures de laine en Flandre et de la hausse du prix de la laine qui en résulta.<sup>13</sup>

L'Etat, s'il participe quelquefois à ces licenciements, ne semble pas bien comprendre la situation globale et réagit plutôt contre cette tendance. Il se fait sortir assez brusquement de l'ère féodale par la rapide expansion des manufactures qu'il a laissé se développer dans une relative autonomie.

Amin nous rappelle que cette évolution de la manufacture et les conséquences qu'elle entraîne est possible à cause du caractère arriéré de l'Europe féodale, barbare par rapport aux anciennes civilisations de la Chine et de l'Egypte par exemple où l'Etat tient bien en mains les seigneurs locaux. En Europe, au contraire, l'Etat contrôle mal les seigneurs locaux et les secteurs marchands. Les paysans commencent par fuir la campagne d'une façon sporadique pour échapper à la tyrannie féodale et travailler en ville comme entrepreneurs ou salariés. Ils sont ensuite expulsés lorsque les maîtres du sol réalisent qu'il faut moderniser l'organisation de la production sur leurs terres et ainsi diminuer le nombre de travailleurs, sous peine d'être ruinés par la concurrence des fermes capitalistes ou tout simplement par leurs créanciers.

---

<sup>13</sup>Marx, Le capital, L.I., *op.cit.*, p.533.

La propriété change graduellement de forme. Elle se retrouve en partie comme avant sous forme de propriété foncière, mais avec une forme d'exploitation capitaliste. Elle prend aussi une forme industrielle, dans les villes, où les entrepreneurs embauchent des ouvriers salariés dans les manufactures naissantes. Cette modification de la propriété transforme également la base de l'Etat qui trouve son appui, non plus chez les nobles propriétaires terriens et l'Eglise, mais chez la bourgeoisie montante qui, pour la période de la naissance du capitalisme, est constituée de nouveaux propriétaires fonciers et d'entrepreneurs manufacturiers.

La bourgeoisie tend dès lors à surpasser une noblesse ruinée par les guerres et les dépenses somptueuses, abandonnée par les serfs allant chercher meilleure fortune à la ville et délaissée par la monarchie qui trouve chez la bourgeoisie de riches alliés. En fait, la noblesse doit, si elle veut survivre, se mettre au pas de la production capitaliste et donc exproprier les paysans qui traditionnellement occupaient ses terres.

Au début donc, l'Etat réagit contre cette tendance. Une loi d'Henri VII, par exemple, en 1489, "interdit la démolition de toute maison avec attenance d'au moins vingt acres de terre,"<sup>14</sup> interdiction d'ailleurs renouvelée par

---

<sup>14</sup>Marx, Le capital, *op.cit.*, p.531.

Henri VII lors de la vingt-cinquième année de son règne. Ces lois restent pourtant sans effet dans la réalité et l'Etat féodal, qui paraît réactionnaire en face de cette évolution sociale, changera son fusil d'épaule au XVIII<sup>e</sup> siècle pour se transformer en instrument de la nouvelle classe des landlords capitalistes alors dominante.

Cette attitude de l'Etat démontre sa faiblesse dans cette phase de transition. Il ne s'est pas encore ajusté à la nouvelle tâche qui lui revient, i.e. gérer le social avec les capitalistes. Il est encore dépassé par la nouvelle force sociale qu'est la bourgeoisie et ne peut que la suivre. En tant qu'Etat féodal, il organisait la défense du pays de concert avec la noblesse ayant ses propres armées, finançait l'exploration de nouveaux continents, légiférait dans les domaines monétaires (taux d'intérêt),<sup>15</sup> dans le commerce et même sur la qualité de la production (à l'époque de Colbert en France, par exemple), et recevait ses conseils, conformément à la tradition, de la noblesse et du clergé.

Mais voilà qu'en moins d'un siècle (en Angleterre) apparaît une nouvelle force sociale s'appuyant sur un nouveau mode de production inconnu jusqu'alors. Le vide que ce bouleversement crée dans les lois, les bases du pouvoir et la

---

<sup>15</sup>Marx, Le capital, L.III, t.II, *op.cit.*, p.257.

façon générale de diriger la société doit être comblé par les représentants de cette nouvelle classe que sont les bourgeois. Le pouvoir divin et l'armée deviennent vite insuffisantes pour soutenir efficacement l'Etat. La richesse, l'esprit industriel et individualiste des bourgeois s'avèrent indispensables. Ces derniers peuvent ainsi utiliser l'Etat à leur profit.

L'Etat promulgue alors des lois sur la clôture des terres communales qui sont en réalité des "décrets d'expropriation du peuple."<sup>16</sup> Si l'on ajoute à cette expropriation le pillage des domaines de l'Etat et de l'Eglise, on se retrouve avec des grandes fermes d'exploitation capitaliste appelées fermes à capital ou fermes de marchands, qui transforment la population dès lors excédentaire des campagnes, en prolétariat disponible pour l'industrie. En effet, la conversion des fermes en pâturages ou en lieux d'exploitation capitaliste utilise moins de salariés. Elle force par conséquent le "surplus" de population à émigrer vers les villes.

---

<sup>16</sup>Marx, Le capital, L.I, *op.cit.*, p.536.

C'est donc les propriétaires fonciers qui, sous peine d'être ruinés, se mettent au pas des méthodes bourgeoises. Ils se transforment en propriétaires capitalistes agraires lorsqu'ils introduisent les deux données fondamentales du capitalisme dans leur procès de production: l'achat de capital, ici agricole (autre que la terre), et l'achat d'une force de travail dépossédée. Cette situation donne à l'entreprise agricole le caractère marchand indispensable à l'expansion du système capitaliste. Elle transforme l'antagonisme des deux grandes classes féodales en celui entre prolétaires et capitalistes. Elle consacre aussi la bourgeoisie comme force ascendante et révolutionnaire, qui assimile et transforme les modes de production antérieurs et s'oppose à toutes les autres classes tant issues de la tradition que de ce nouveau mode de production. Elle les force à joindre ses rangs comme exploiteuses de la force de travail d'autrui ou bien à passer dans le rang des exploités.

Que fait l'Etat devant cette situation? Après avoir sanctionné légalement l'expropriation des paysans, il légifère sur le travail salarié au bénéfice des capitalistes naissants, et ceci en France comme en Angleterre, où les législations suivent une marche parallèle et ont un contenu identique.

En Angleterre, les coalitions ouvrières furent mises au rang des plus grands crimes à partir du XIV<sup>ème</sup> siècle jusqu'en 1824. Durant toute la période manufacturière, la réglementation des salaires fut tout à fait impraticable à cause de l'essor prodigieux du M.P.C. manufacturier. La seule régulation des salaires qui survécut fut celle du salaire maximum en Angleterre qui, du reste, pénalisait plus l'ouvrier que le capitaliste. En France également, la bourgeoisie est puissante. Le 14 juin 1791, on introduit la loi Le Chapelier qui vise à prévenir "les coalitions que forment les ouvriers pour augmenter le prix de la journée de travail." Cette loi prive dans les faits les ouvriers du droit de lutter contre l'exploitation effrénée des capitalistes.<sup>17</sup>

Avec l'avènement de l'époque manufacturière, l'Etat est donc sous le contrôle effectif de la bourgeoisie qui s'érige en classe dictatoriale et répressive en face des travailleurs. Elle ne cède du terrain que devant le prolétariat menaçant et s'accroche à tous les lambeaux du pouvoir qu'elle peut retenir de la législation coercitive. Les lois contre les coalitions, par exemple, furent annulées en 1925, mais se trouvèrent rétablies sous une nouvelle forme par "An Act to amend the Criminal Law relating to violence, threats, and molestations."<sup>18</sup>

---

<sup>17</sup>*Ibid.*, p.549.

<sup>18</sup>*Ibid.*, p.548.

Comme l'Etat d'Henri VII et d'Henri VIII qui, dans son incompréhension de l'évolution sociale tente de limiter la clôture des terres par des mesures réactionnaires, l'Etat de la période manufacturière cherche à préserver l'avantage d'une classe sur toutes les autres au détriment même d'un minimum d'ordre social. Sa législation conduit en réalité à des émeutes en polarisant les forces du Travail et du Capital jusqu'à leur limites: la guerre civile.

Ces paysans donc, expulsés de leurs terres, ne possédant rien d'autre que leur force de travail, se voient forcés d'une part de vendre cette force sur le marché du travail ou marché de consommation des moyens de production, et de l'autre de se procurer des moyens de subsistance qu'ils (les paysans en particulier) produisaient eux-mêmes auparavant ou obtenaient au moyen du trock (avec, entre autres, les artisans). De producteurs et de consommateurs de leurs propres moyens de production et de subsistance, de propriétaires de leurs propres moyens de production qu'ils étaient, ils produisent maintenant pour un capitaliste et achètent d'un autre, n'ayant plus rien eux-mêmes que leur force de travail.

Cette division fondamentale des producteurs de leur moyens de production, assure la domination des capitalistes sur les prolétaires et constitue la base de la division capitaliste du travail entre producteurs et non-producteurs.

Cette division fondamentale permet à son tour d'approfondir la division du travail dans la société, dans la manufacture et dans la fabrique, afin d'extraire toujours plus de *plus-value* aux travailleurs et de lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit. Voilà l'aspect négatif de la division du travail, car si elle révolutionne et rend efficace la production, elle asservit le producteur au capitaliste.

L'émergence de la manufacture va donc changer la nature et le rôle de l'Etat, qui ne pourra plus asseoir son pouvoir uniquement sur le militaire et le religieux, tel que le voulait la tradition. La noblesse court à la ruine ou se transforme en capitaliste. Les manufactures florissent, les serfs sont licenciés à moins qu'ils ne soient partis d'eux-mêmes vers les villes en croissance. Un nouvel esprit d'entreprise et d'initiative individuelles s'épanouit aux dépens du droit divin et de l'autorité traditionnelle. La bourgeoisie revendique la liberté de commerce et d'industrie, liberté incompatible avec les interdictions et les privilèges féodaux.

Devant cette nouvelle tendance qu'il ne peut enrayer, l'Etat est d'abord à la remorque de la bourgeoisie qu'il assiste sans pour autant la contrôler. En effet, ses lois sur l'expropriation et sur l'interdiction du droit d'association sont

unilatérales et favorisent la bourgeoisie. L'Etat n'intervient aucunement dans la production. Il n'était jamais intervenu auparavant, se contentant de protéger l'intégrité du mode de production traditionnel, évoluant très lentement, par un rôle de gendarme. En fait, le progrès technique, scientifique et industriel n'est pas du ressort de l'Etat, car ce progrès n'a jamais constitué une donnée sociale suffisamment globale et généralisée pour entrer dans le domaine des préoccupations de l'Etat.

On sait comment l'Etat et la société en général réagissaient à toute innovation technique visant à modifier la production traditionnelle,<sup>19</sup> et comment on a traité Léonard de Vinci, Galilée et tant d'autres chercheurs. Seule la force d'une nouvelle classe sociale pouvait débarasser la société de cette inhibition face aux progrès scientifiques, techniques et industriels. Cette nouvelle classe en profite pour s'ériger en classe universelle, et contrôler un Etat en retard sur son époque, jusqu'au moment où cette même classe bourgeoise se retrouve nez à nez avec le produit social de son industrie qu'est le prolétariat. L'Etat commence alors à reprendre son autorité face à la bourgeoisie.

---

<sup>19</sup> voir ci-dessus, pp.45-46.

### CHAPITRE III

#### CONSOLIDATION ET EXPANSION DES

#### BASES DU CAPITALISME

Le féodalisme européen prépare le terrain à la naissance et au développement du capitalisme. C'est à ce stade que naissent les premières manufactures où l'on regroupe plusieurs métiers autrefois indépendants. C'est également à ce stade qu'un type particulier de travailleur fait son apparition: le travailleur salarié ne possédant que sa force de travail. Enfin, c'est à ce stade que le marché prend une ampleur considérable et stimule la production au point de favoriser le développement de la manufacture vers la fabrique.

Ces transformations offrent un terrain propice à l'expansion de la manufacture et donc à la division du travail qui est en fait indispensable à l'amélioration de l'efficacité de la production, mais qui sert également les fins hégémoniques de la bourgeoisie. Ce dernier phénomène est particulièrement évident lors de la transition de la manufacture à la fabrique.

Corollairement, l'Etat s'ajuste aux nouvelles bases de son pouvoir, en soutenant la bourgeoisie qui le contrôle bien à l'époque. Mais il développe graduellement son autonomie à travers une fonction qui lui est plus spécifique, la gestion du social. D'une certaine façon, il trouve lui aussi sa place dans la division du travail surtout dans son aspect hégémonique.

### Manufacture et division du travail

L'avantage de la manufacture c'est d'organiser le travail de façon plus productive. La période manufacturière comme telle s'étend de la dernière moitié du XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce qui la différencie de l'ancien mode de production c'est la décomposition du métier de l'artisan dans ses diverses opérations, décomposition qui s'effectue de deux façons différentes mais qui donne le même résultat final. En effet, elle peut réunir dans un même atelier les artisans de métiers différents travaillant tous, dans leur domaine, au même produit final. Elle peut aussi réunir dans un même atelier un grand nombre d'ouvriers dont chacun fabrique le même objet, mais au lieu de faire travailler chaque ouvrier à toutes les opérations jusqu'à la réalisation du produit fini on sépare chaque opération qui devient la tâche exclusive d'un même travailleur.

Cette division du travail particulière à la manufacture reste malgré tout fonction de l'habileté, de la virtuosité même, du travailleur parcellaire. Dans la limite de sa spécialité, il reste irremplaçable et cause bien des ennuis à nos capitalistes, qui se plaignent, à l'époque, de l'insubordination des travailleurs comme le remarque Marx en citant Ure:

La faiblesse de la nature humaine est telle s'écrie l'ami Ure que plus l'ouvrier est habile plus il devient opiniâtre et intraitable et par conséquent moins il est propre à un mécanisme dont ses boutades capricieuses peuvent faire un tort considérable.<sup>1</sup>

Mais avant d'élaborer sur le caractère capitaliste de la manufacture, examinons son impact sur la division sociale du travail.

La division du travail dans la manufacture n'apparaît que là où la division sociale du travail est déjà passablement développée. En retour, cette division dans l'unité de production développe et multiplie la division sociale du travail aux niveaux deux et trois de notre grille. La différenciation croissante des instruments de production donne naissance à de nouveaux métiers. Dès que l'industrie manufacturière en prend possession, ceux-ci se séparent et deviennent indépendant:

...s'introduit-elle dans une phase particulière de la production d'une marchandise aussitôt les autres phases constituent autant d'industries différentes.<sup>2</sup>

Si l'époque manufacturière se caractérise par la division du travail dans l'atelier, i.e. l'unité de production, elle accroît par contrecoup la division sociale du travail. D'une part, elle augmente le nombre de sphères

---

<sup>1</sup>Karl Marx, Le capital, L. I, ch. xiv, éd. Garnier Flammarion, Paris, 1969, p.261.

<sup>2</sup>*Ibid.*

de production (niveau 2) en en créant de nouvelles, comme l'industrie mécanique et chimique par exemple, de l'autre, elle augmente le nombre d'unités de production (niveau 3), par la spécialisation des entreprises à l'intérieur d'une sphère déjà existante où:

Pour perfectionner la division du travail dans une manufacture on est bientôt amené à subdiviser une branche de production suivant la variété des matières premières ou suivant les diverses formes que la même matière peut obtenir, en manufactures différentes, pour une bonne part entièrement nouvelles.<sup>3</sup>

L'époque manufacturière se caractérise donc par l'accroissement de la division du travail à tous les niveaux de la sphère de production, les niveaux existent déjà ou sont nouvellement créés, comme dans l'unité de production, où la division du travail atteint les phases les plus infimes du travail autrefois unitaire de l'artisan dans l'atelier.

La division manufacturière du travail permet donc le développement et le raffinement de nouvelles sphères d'activité et perfectionne dans une certaine mesure le produit et le producteur. Dans cette optique elle joue un rôle essentiel pour le développement des forces productives et donc pour l'avancement de la société.

---

<sup>3</sup>*Ibid.*

Le capitalisme, lui, l'utilise pour assurer la domination des propriétaires des moyens de production sur les travailleurs et leur extirper la *plus-value* transmise dans le produit. On abuse du système de la division du travail pour asservir le producteur et l'empêcher de revendiquer sa juste part de la production.

Si la parcellarisation des tâches est une phase nécessaire pour que de l'époque manufacturière on passe à celle de la grande industrie, l'aliénation qu'elle engendre est d'abord et avant tout le fruit du caractère hégémonique de cette parcellarisation qui :

estropie le travailleur, fait de lui quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail, en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs de même que dans les Etats de la Plata on immole un taureau pour sa peau et son suif.<sup>4</sup>

L'abruptissement qui résulte de cette activité parcellaire, bien qu'elle développe une virtuosité de détail exceptionnelle chez le travailleur, le confine à ce type de travail pour le reste de sa vie, travail pour lequel seul le capitaliste peut l'embaucher. Cette division oppose déjà au travailleur :

les puissances intellectuelles de la production comme propriété d'autrui et comme pouvoir qui le domine.<sup>5</sup>

---

<sup>4</sup>*Ibid.* p. 266

<sup>5</sup>*Ibid.*

Le travailleur trouve en effet toutes les conditions requises pour l'exécution de sa spécialité entre les mains du capitaliste et n'a que sa force de travail spécialisée à offrir à ce dernier.

A l'époque manufacturière toutefois l'habileté du travailleur est aussi importante que la division du travail. Donc, malgré la séparation entre ouvriers habiles et inhabiles que le capitaliste tente sans cesse d'effectuer en simplifiant au maximum les opérations de production, l'habileté du travailleur reste un facteur de relative indépendance face au capitaliste. C'est ici que l'Etat intervient pour assurer, par des lois coercitives interdisant les coalitions ouvrières et réglementant le salaire maximum, la domination des capitalistes. Ce qu'il ne peut obtenir dans la manufacture, le capitaliste va le chercher avec l'appui de l'Etat qu'il tient bien en mains à l'époque.

Dans ce contexte, l'Etat prend l'aspect d'un moyen d'oppression, d'une organisation coercitive utilisée par la classe dominante. Il exprime la force brute de la volonté politique aveugle réprimant les agissements non conformes aux vues de la classe dominante. Cet aspect va aux limites du principe de la politique; la volonté (*the will*), en tant qu'expression subjective des conditionnements matériels d'une époque donnée.

Mais cette volonté bourgeoise est à contre courant des conditionnements matériels de son époque, elle les nie, car pour elle ce n'est pas sa volonté (de classe) qu'il faut changer mais les conditions matérielles progressives qui s'y opposent. En d'autres mots, si la réalité objective ne se conforme pas aux idées que la bourgeoisie se fait de cette réalité c'est la réalité qui est subversive. Cette forme d'Etat ne cherche donc pas vraiment à comprendre et solutionner les problèmes sociaux. Sa vision est d'autant plus limitée que sa volonté est inflexible et les résultats semblent d'autant plus effectifs qu'ils ne résolvent le problème que dans le court terme. La volonté bourgeoise n'analyse pas, elle agit en écartant de son chemin tout ce qui semble ralentir sa marche ou l'éloigner de son but.

Dans le capitalisme la bourgeoisie réprime les revendications des classes laborieuses au nom de la libre entreprise et de la propriété privée, droits inaliénables de l'homme, i.e. de l'homme bourgeois. La classe dominante cherche en réalité à conserver la position privilégiée qu'elle s'est taillée au sein de la société féodale maintenant en ruines.

Comme on l'a vu, l'accumulation primitive, pré-histoire du capitalisme, offre plusieurs exemples d'actes répressifs concrétisés dans les lois et dans l'utilisation

de la police ou de l'armée. Ainsi à la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle et tout au long du XVII<sup>ème</sup> en Angleterre une législation sanguinaire réprime, dans la lettre et dans les actes, le vagabondage, lui-même résultat d'une expropriation la plupart du temps sauvage des paysans et de leurs familles par les *Landlords*. D'autres lois anglaises établirent un "maximum légal au dessus duquel le salaire ne doit pas monter, mais on se garde bien de préciser un minimum légal au dessous duquel il ne devrait pas tomber."<sup>6</sup> En France on dépouille, en 1791, les ouvriers des manufactures naissantes du droit de s'organiser pour augmenter leur salaire,<sup>7</sup>

Dans la période capitaliste elle-même la répression se traduit par l'interdiction légale des grèves et le recours à l'armée ou la police afin d'empêcher les manifestations ouvrières. La bourgeoisie ayant gagné une position sociale privilégiée grâce à la promotion du capitalisme, veut la maintenir aux dépens du progrès des forces productives pouvant évoluer dans la direction du socialisme où cette classe n'a plus sa place. L'Etat s'avère donc l'arme politique indispensable à la bourgeoisie pour la rétention de son pouvoir:

---

<sup>6</sup>*Ibid.* p. 535-6.

<sup>7</sup>*Ibid.* p. 548-9.

Au fur et à mesure que le progrès de l'industrie moderne développait, élargissait, intensifiait l'antagonisme de classe entre le Capital et le Travail le pouvoir de l'Etat prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins d'asservissement social, d'un appareil de domination de classe. Après chaque révolution qui marque un progrès de la lutte de classes, le caractère purement répressif du pouvoir de l'Etat apparaît de façon de plus en plus ouverte.<sup>8</sup>

L'interaction des forces productives et des luttes de classes tend vers le socialisme. Mais cette évolution n'est pas mécanique, elle marque une direction qui peut être déviée, notamment par l'Etat capitaliste, avec, pour résultat, la continuation de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est dans ce sens que, si la volonté politique pure essaie de se libérer des conditionnements matériels d'une société donnée, cette volonté conduit à la répression. Cette forme de volonté politique va à l'encontre de l'émancipation sociale et individuelle. Ce qui n'est qu'une étape dans l'évolution des forces productives et de l'organisation sociale qui l'accompagne, la bourgeoisie l'érige en principe absolu, universel, transcendant. L'Etat se transforme alors en machine à suspendre l'évolution sociale, en organisation coercitive aveugle aux problèmes sociaux:

---

<sup>8</sup>Karl Marx, "La guerre civile en France," Marx-Engels, oeuvres choisies, éd. du Progrès, Moscou, 1975, p.294.

La bourgeoisie se rendait bien compte que toutes les armes qu'elle avait forgées contre le féodalisme se retournaient maintenant contre elle-même, que tous les moyens d'instruction qu'elle avait institués se retournaient contre sa propre culture que tous les dieux qu'elle avait créés l'abandonnaient. Elle se rendait bien compte que toutes les prétendues libertés civiques et institutions de classe à la fois dans sa base sociale et à son sommet politique étaient par conséquent devenues socialistes.<sup>9</sup>

Cette vision limitée ne perçoit que ses intérêts de classe, indépendamment de l'évolution sociale. Dans les limites de cette vision le but est clair pour la bourgeoisie, elle doit survivre. Réfutant ses propres idées, sa propre culture, elle les réprime dans le prolétariat qui les transforme et les traduit au niveau du social et non au niveau de l'individu comme le fit le bourgeois. Cet aspect de l'Etat reste évidemment limité et trouve son complément dans la dictature de classe, comme nous le verrons plus loin. En effet, la répression mine graduellement l'ordre social même qu'elle veut conserver.

Mais la dictature de classe sied encore mieux à un stade plus avancé des forces productives, où l'introduction des machines prolétarise une masse toujours plus grande de travailleurs et met toujours plus en évidence le caractère social de la production. En effet, la dextérité spécialisée

---

<sup>9</sup>Karl Marx, "Le 18 brumaire de Napoléon Bonaparte," Marx-Engels: oeuvres choisies, édition du Progrès, Moscou, 1975, p.131.

que développe le travailleur parcellaire, amène graduellement la construction de machines effectuant mécaniquement la même opération de détail, avec une infatigable et imperturbable régularité. Ce passage de l'habileté du travailleur à la machine donne naissance au machinisme, de même qu'une réalité technique à l'asservissement du travailleur.

On a vu que le démantèlement de l'unité sociale du moyen âge s'effectue par l'extension du marché, qui lui-même incite à l'accroissement de la production, accroissement trop limité par la structure même du mode de production féodal. On assiste alors à la dissolution des anciens rapports de production au moyen de l'expropriation campagnarde, qui établit la séparation entre les producteurs et leurs moyens de production, transformant les producteurs en salariés obligés de vendre leur force de travail au capitaliste et en consommateurs obligés d'acheter leurs moyens de subsistance, moyens qu'ils produisaient eux-mêmes auparavant. A cette dissolution correspond une accumulation de richesses argent entre les mains des marchands.

Cette dissolution fondamentale donne encore plus d'ampleur au marché ainsi qu'à la division du travail qui l'accompagne. Cette division naît d'une part d'un besoin d'efficacité accru dans la production et de l'autre vise à conserver l'hégémonie du capitaliste sur le salarié. Mais

au temps de Marx, c'est plutôt l'aspect de l'efficacité de la production qui prime bien que l'autre s'accroît rapidement. Il reste que cette organisation particulière du travail doit être considérée dans son ensemble comme une nécessité du développement historique.<sup>10</sup>

D'un autre côté, si la bourgeoisie entend favoriser d'une certaine façon le progrès social, elle veut le faire sur le dos des prolétaires. Les médiocres justifications qu'elle pouvait se donner sur l'organisation du travail à l'époque manufacturière, tombent avec l'ère des machines. La nouvelle division du travail qui s'impose est alors appliquée par la bourgeoisie sur sa propre classe, à l'exclusion des prolétaires. Elle force l'Etat bourgeois à réagir pour le bien même de la classe bourgeoise, à l'encontre des capitalistes pris individuellement. L'Etat bourgeois jouera alors, paradoxalement, un rôle de stimulant du progrès social, rôle qu'il se voit contraint d'assurer dans le sens où il est l'entité sociale la plus consciente, à l'intérieur du capitalisme, face aux agissements socialement suicidaires des capitalistes individuels. L'Etat s'érige alors en dictature de classe, i.e. de la classe bourgeoise sur elle-même et sur le reste de la société, en tant que réaction consciente des éléments les plus lucides

---

<sup>10</sup>Marx, Le capital, *op.cit.*, p. 349.

de la bourgeoisie. Cette dictature est, en fait le fruit des conflits irréconciliables de l'organisation de la production sociale.

Cet aspect de l'Etat naît de la coercition et des antagonismes de classe qu'elle engendre. Il contient en germe, par le contrôle hégémonique et organique du social qu'il implique, les deux derniers aspects de l'Etat que l'on retrouve chez Marx, i.e. le mécanisme de coopération sociale et l'appareil bureaucratique se détachant graduellement de la société.

Afin de conserver son pouvoir de classe, la bourgeoisie doit accroître son contrôle sur tous les organes de la société, tels que l'administration, la police et l'armée. C'est dans ce sens qu'elle s'érige en classe dictatoriale, pour endiguer l'antagonisme grandissant entre le Capital et le Travail à l'intérieur de limites viables pour elle. Pourtant, ce besoin de réduire l'antagonisme de classe n'amène pas nécessairement une réduction de la coercition, qui prend alors une forme plus subtile de contrôle bureaucratique:

...ou l'Etat enserme contrôle réglemente, surveille et tient en tutelle la société civile depuis ses manifestations d'existence les plus vastes jusqu'à ses mouvements les plus infimes, de ses modes d'existence les plus généraux jusqu'à la vie privée des individus.<sup>11</sup>

---

<sup>11</sup>Marx, "Le 18 brumaire...", *op.cit.*, p. 128.

L'appareil bureaucratique, que la bourgeoisie perfectionne tout au long de l'histoire du capitalisme, et qui tend aujourd'hui à lui échapper pour s'autonomiser par rapport au reste de la société, lui permet à l'époque de garder le contrôle indispensable à sa domination de classe. Cet appareil est bien développé avec l'aspect de la dictature de la classe dominante qu'est l'Etat, mais son autonomie par rapport au reste de la société n'est pas chose courante. Cette dictature de classe place l'Etat sous le contrôle direct des bourgeois en tant que classe et non comme individus bien qu'à ses débuts elle se rapproche plutôt de l'Etat coercitif dans ses formes plus approfondies.

Les concessions bourgeoises sont alors tactiques et ne relèvent pas du désir de solutionner les problèmes sociaux, même si les mesures concrètes mises en vigueur peuvent aller dans ce sens; qu'on pense à la loi des dix heures en Angleterre (1844) où:

...en dépit du désir que tout fabricant avant de lâcher bride à sa cupidité native leur classe recevait comme mot d'ordre de ses directeurs politiques de changer de manière et de langage à l'égard des ouvriers. Elle avait en effet besoin de leur appui pour triompher de la campagne qui venait de s'ouvrir pour l'abolition de la loi sur les céréales...<sup>12</sup>

<sup>12</sup>Marx, Le capital, *op.cit.*, p.210

L'antagonisme de classe est la force motrice qui pousse la bourgeoisie à faire certaines concessions, non pour le bien social, mais pour sa survie et ses intérêts en tant que classe distincte, opposée aux travailleurs.

La bourgeoisie, confrontée à cette situation d'antagonismes irréconciliables se doit, pour sa survie même, d'agir de façon à conserver sa position privilégiée, sans pour autant attiser la colère des travailleurs, la coercition a ses limites. Le prolétariat, de plus en plus menaçant, organisé dans la terreur de la répression, forme un bloc toujours plus compact en face du Capital. Cette polarisation est dangereuse, car elle met clairement à jour les deux forces sociales en présence. La répression d'une manifestation, l'intervention violente de la police ou de l'armée peuvent mettre le feu aux poudres et déclencher une guerre civile du genre de celle de la commune. Les capitalistes ont gros à perdre s'ils continuent l'exploitation effrénée du prolétariat. Ils ont également gros à perdre d'une évolution des forces productives vers le socialisme, évolution qui rendra la bourgeoisie tout simplement inutile.

Prise dans ce dilemme, où la bourgeoisie risque sa tête dans la répression comme dans le socialisme, elle n'a plus qu'un choix; faire des concessions au prolétariat dans le but de perpétuer, avec des profits souvent moindres, sa

situation de classe privilégiée. Se posant comme classe idéale elle accepte, pour sa survie, d'accéder à quelques revendications ouvrières. En même temps elle s'évertue à prévenir tout mouvement contestataire par un contrôle accru du social, s'effectuant grâce à une bureaucratie envahissante. Dans cette optique, l'Etat joue le rôle de conscience à plus long terme de la bourgeoisie, rôle qui grandit en importance avec l'évolution du capitalisme. L'Etat bureaucratique permet à la bourgeoisie de garder son hégémonie, en harmonisant ses intérêts parcellaires à court terme avec les intérêts à plus long terme de sa classe.

La bourgeoisie tire donc une leçon de la sanglante histoire des luttes de classes et met un frein à son insatiable appétit pour le gain, dans les sociétés industrielles tout au moins. On tolère le syndicalisme, on fixe des limites à la journée de travail, on négocie sur la question des salaires. En un mot, on améliore peu à peu les conditions de travail des ouvriers, pour les rendre plus acceptables et atténuer les conflits trop vifs. La bourgeoisie prend ainsi conscience que sa survie, en tant que classe, se garantit au prix du sacrifice de quelques intérêts individuels. Elle reconnaît donc implicitement le caractère social de ses actions en particulier et de la production en général. Mais dans le capitalisme la production ne peut être organisée socialement que par l'intervention

étatique, qui seule peut éviter l'anarchie économique et sociale. Cette nouvelle fonction de l'Etat prendra de l'ampleur avec l'évolution du capitalisme et n'est pas encore dépassée par le socialisme.

#### Transition de la manufacture à la fabrique

Si l'outil et le travailleur qualifié caractérisent la production manufacturière, la fabrique, elle, utilise des machines qui incorporent l'habileté du travailleur, réduisant par le fait même le besoin de travailleurs parcellaires. Cette transition s'opère au moyen de la machine outil qui regroupe, sous une forme quelque peu modifiée, les différents appareils et instruments utilisés par les artisans. Elle exécute mécaniquement les mêmes opérations que ces derniers mais en plus grand nombre et plus régulièrement.

Le travailleur peut alors utiliser la machine outil de trois façons différentes: en jouant le rôle de force motrice, en exécutant une partie du travail de main d'oeuvre proprement dit, i.e. ce que le mécanisme ne peut effectuer, ou bien en effectuant les deux opérations simultanément, comme dans l'utilisation du rouet par exemple, où le travailleur produit la force motrice avec ses pieds tout en filant avec ses doigts. Mais les inventions toujours plus nombreuses des machines outils relèguent graduellement

l'ouvrier au simple rôle de force motrice et/ou de surveillant de l'opération mécanique. Ainsi :

Dès que l'homme au lieu d'agir comme outil sur l'objet n'agit que comme simple moteur d'une machine outil, l'eau, le vent, la vapeur peuvent le remplacer et le déguisement de la force motrice sous des muscles humains devient purement accidentel.<sup>13</sup>

L'ère de la machine et du machinisme commence. Elle donne une impulsion encore plus grande à la division du travail qu'au temps de la manufacture et met en relief l'interdépendance des différentes activités de la manufacture. La division du travail s'accroît et s'intensifie sous plusieurs aspects. Ainsi, dans la sphère industrielle proprement dite, on peut citer l'exemple de la filature mécanique qui :

a rendu nécessaire le tissage mécanique et qui tous deux ont amené la révolution mécanico-chimique de la blanchisserie de l'imprimerie et de la teinturerie.<sup>14</sup>

Ce bouleversement industriel amène un bouleversement des communications et des transports qui, déjà transformés à l'époque manufacturière, se subdivisent encore plus en de nouvelles et nombreuses branches avec la venue des machines. L'accroissement même des marchés, incite au développement du raffinement et de la variété des produits. D'initiateurs du développement du M.P.C.; les marchés sont à leur tour

---

<sup>13</sup>Marx, Le capital, *op.cit.*, pp.273-4.

<sup>14</sup>*Ibid.*, p.279.

développés par celui-ci en tant que condition vitale de sa survie. L'accroissement de la richesse des capitalistes favorise également le développement des industries de luxe. Cette même richesse sociale réduit la proportion relative des ouvriers occupés à la production et favorise le développement de ce que l'on nomme aujourd'hui l'industrie des services, le secteur tertiaire.

Cette division globale du travail dans la société n'est pas nécessairement hégémonique, elle reflète d'abord la croissance et le développement organique des forces productives. La création d'un nouveau secteur industriel n'est pas un acte hégémonique en soi, c'est la division des tâches (travail de surveillance, travail intellectuel et manuel), qui elle peut revêtir un aspect hégémonique dans le sens où elle s'assure, dans chaque cas particulier, d'une supériorité factice (i.e. non tirée d'un besoin organique de direction), du chef (directeur, administrateur), face aux employés en général.

En contrepartie, l'introduction des fonctions mécaniques dans le procès de production, tend à réduire graduellement le nombre d'ouvriers employés à son fonctionnement en général et le nombre d'ouvriers affectés à des tâches parcellaires spécialisées en particulier. Les fonctions

mécaniques tendent à ne laisser que des tâches faciles, des fonctions de surveillance aisément exécutables par des femmes et des enfants. Ce nouveau mode de production, (l'introduction de machines outils), tend donc à l'élimination de la division manufacturière du travail, qui peut alors être remplacée par un système de relais des travailleurs. C'est en effet la machine qui donne le mouvement d'ensemble et non plus l'ouvrier. Il n'y a donc plus nécessité de river le travailleur à une même besogne parcellaire toute sa vie.

Techniquement parlant, on peut dire qu'il reste encore une division du travail dans la fabrique industrielle. Les fonctions de surveillance et de travail parcellaire simple, si minimes soient-elles restent encore indispensables à l'époque. Mais le point essentiel est que, déjà au temps de Marx, le travail parcellaire ne requiert plus la spécialisation d'un ouvrier qualifié. De plus, aujourd'hui, même le travail "enfantin" de surveillance et autre tend à diminuer avec les progrès technologiques; qu'on pense à l'exemple banal et presque désuet de la manufacture d'ampoules électriques fonctionnant avec cinq employés.

On peut ainsi voir qu'à l'intérieur même du M.P.C., la possibilité technique de l'élimination de la division organique du travail, ayant pour corollaire l'élimination

des ouvriers, existe dans l'unité de production. Mais on voit que, paradoxalement, l'élimination de la division du travail dans l'unité de production n'empêche nullement, au temps de Marx comme aujourd'hui, l'accroissement de la division du travail aux niveaux deux et trois de notre grille. Il reste néanmoins que l'élimination de la division du travail à ce niveau constitue un progrès important vers la réalisation du socialisme. Mais le mode de production capitaliste, ayant pour but primordial le profit de la classe dominante, ne peut se satisfaire de ce système.

Le machinisme réduit progressivement le nombre d'ouvriers, seule source de *plus-value*, qui provient, rappelons le, du producteur et non de la machine ou du capital en général. Une organisation capitaliste du travail s'impose donc, organisation où l'ancienne division manufacturière du travail est conservée dans la fabrique. Le travailleur, maintenant déqualifié par la machine qui a fait de son habileté parcellaire un mouvement mécanique, est condamné à un travail d'une monotonie abruptissante. De plus, il est complètement asservi au capital par l'ignorance dans laquelle il est laissé, de sorte que le capitaliste peut lui jeter ces paroles à la figure:

Les ouvriers de fabrique feraient bien de se souvenir que leur travail est des plus inférieur, qu'il n'en est pas de plus facile à apprendre et de mieux payé vu sa qualité, car il suffit du moindre temps et du moindre apprentissage pour y acquérir toute l'adresse voulue. Les machines du maître jouent en fait un rôle bien plus important dans la production que le travail de l'ouvrier qui ne réclament qu'une éducation de six mois et qu'un simple laboureur peut apprendre.<sup>15</sup>

La simplification des tâches favorise de surcroît l'emploi des femmes et des enfants. Le capitaliste les utilise pour déprécier encore plus le travail des hommes, en augmentant la compétition, non seulement entre travailleurs mâles adultes, mais entre travailleurs de tout âges et des deux sexes. C'est maintenant toute la famille du prolétaire qui besogne à la fabrique. De moyens d'alléger le travail, le capitalisme transforme les machines en instruments d'asservissement social. En effet, pour contrer les protestations croissantes des travailleurs, le capital, enrôlant la science à son service, s'équipe de machines perfectionnées exécutant mieux et plus vite les tâches que le travailleur, ainsi relégué au rang de simple extension consciente. La machine et la science qui la crée deviennent ainsi:

l'arme de guerre la plus irrésistible pour réprimer les grèves, ces révoltes périodiques du travail contre l'aristocratie du capital.<sup>16</sup>

---

<sup>15</sup>Ibid., p.305.

<sup>16</sup>Ibid., p.312.

La mécanisation du procès de production pouvant libérer les potentiels créateurs de l'homme sert plutôt à l'abrutissement et l'asservissement des masses laborieuses.

C'est donc avec le machinisme que la science, utilisée par les capitalistes contre les prolétaires, achève la séparation du travail intellectuel et manuel, séparation concrétisée dans la machine qui s'oppose au travailleur et le domine en tant qu'autorité puissanciée du capitaliste. Cette forme de division constitue à notre époque, après la division fondamentale entre classes, une des formes les plus importantes de la division hégémonique du travail. En effet, l'application de la science au procès de production sociale révolutionne du même coup l'éducation où l'accent est alors mis sur la formation de techniciens et de professionnels hautement qualifiés :

Oui, la grande industrie oblige la société sous peine de mort à remplacer l'individu morcelé porte douleur d'une fonction productive de détail, par l'individu intégral qui sache tenir tête aux exigences diversifiées du travail et ne donne dans ses fonctions alternées qu'un libre essort à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises.<sup>17</sup>

Ce besoin, par le développement même des forces productives, d'un homme versatile ayant des qualifications multiples, instruit dans des écoles polytechniques, la bourgeoisie l'a bien compris, comme elle a compris que l'ignorance

---

<sup>17</sup> *Ibid.* p.350.

du peuple était indispensable à la rétention de son pouvoir. Logique avec ses fins non avouées elle n'a donné au prolétariat que l'ombre d'un enseignement professionnel, et encore arraché de haute lutte par les prolétaires, sous la forme d'une législation de fabrique très inadéquate, comme celle de l'Angleterre par exemple.

Ces lois visant à l'amélioration de l'horrible situation de la classe ouvrière en Angleterre constituent nous dit Marx:

...la première réaction consciente et méthodique de la société contre son propre organisme tel que l'a fait le mouvement spontané de la production capitaliste, [elle] est, comme nous l'avons vu, un fruit aussi naturel que la grande industrie, que les chemins de fer, les machines automates et la télégraphie électrique.<sup>18</sup>

Ces lois font prendre à l'Etat un nouveau rôle dans le capitalisme. De protecteur invétéré des intérêts bourgeois, il se voit forcé devant les abus de ces mêmes capitalistes de légiférer contre eux pour leur propre bien, i.e. de protéger les masses prolétaires exploités de cette même exploitation capitaliste, qui ferait disparaître le prolétariat non par une révolution socialiste, mais en le tuant au travail. Il n'y a plus l'identité entre Etat et bourgeoisie, identité que l'on retrouvait dans les deux aspects de l'Etat, i.e. l'Etat coercitif et la dictature de classe. L'Etat se

---

<sup>18</sup>Ibid. p. 346

voit forcé de protéger les bourgeois contre eux-mêmes, en agissant pour le plus long terme, dans l'intérêt de la classe bourgeoise et non des bourgeois individuels, qui ne voient que leurs intérêts à court terme.

Paradoxalement, cette nouvelle situation constitue le premier pas vers le nouveau rôle que jouera l'Etat comme accélérateur du développement des forces productives. En effet, la législation sur la journée de travail force les capitalistes à améliorer le procès de production, afin de produire autant sinon plus en dix heures qu'en douze. L'impossibilité, selon les capitalistes, d'améliorer le rendement pour compenser les pertes de ces deux heures, disparaît, lorsque l'Etat impose une législation coercitive et un échéancier de modifications.

Notons tout de suite que ce premier stimulant des forces productives engendré par la législation étatique est en fait secondaire par rapport au but visé par l'Etat. A cette époque, on peut même dire que ce stimulant est introduit inconsciemment car le but de l'Etat, la seule conscience qu'il a devant cette situation, c'est de prévenir une catastrophe sociale par une réaction presque mécanique. Sa conscience sociale se borne à la conscience de maintenir le système en place et s'associe beaucoup plus à un réflexe, "un fruit naturel de la grande industrie" comme l'écrit Marx.

Néanmoins, cette réaction prépare le terrain à la sociale démocratie, où l'Etat participera activement et beaucoup plus consciemment au développement des forces productives, quand la bourgeoisie ne pourra matériellement plus assurer à elle seule le progrès. Mais à la naissance de la grande industrie la bourgeoisie a encore les moyens et les idées nécessaires pour faire avancer le progrès, c'est la volonté qui commence à lui manquer à cause de sa faible conscience sociale. L'Etat lui, s'il ne s'est pas encore donné les moyens, est relativement plus conscient malgré ses déficiences et ses limites.

Mais cette législation entraîne deux conséquences: d'une part elle conduit à des améliorations mécaniques ou des changements dans l'organisation de la production, de l'autre elle pousse aussi à l'intensification du travail au détriment de la santé des travailleurs. De plus, cette loi n'étant en réalité que le produit des luttes de classes, le progrès des forces productives leur est redevable en dernière instance. En effet, les lois ne peuvent être qu'une manifestation de ces luttes, dans le contexte du système capitaliste, et n'offrent qu'une solution capitaliste au problème fondamental des luttes de classes et des antagonismes fondamentaux qu'elles représentent.

Du reste, l'intervention étatique a ses limites dans son effet sur l'organisation du travail, comme dans le respect de ses lois. Au delà d'un certain point, la loi promulguée reste inopérante, parce qu'on ne peut l'appliquer, comme nous l'indiquent les échecs constants rencontrés dans les tentatives d'application sur la loi des 500 pieds cubes d'air:

La police, l'hygiène publique, les commissions d'enquêtes industrielles et les inspecteurs de fabrique reviennent toujours à ces 500 pied cubes d'air et à l'impossibilité de les imposer au capital. Ils déclarent ainsi en fait que la phtisie et autres affections pulmonaires du travailleur sont des conditions de vie pour le capitaliste.<sup>19</sup>

Son application conduirait à la ruine de beaucoup trop de capitalistes. Elle mettrait en danger le système que l'Etat cherche à préserver en favorisant une certaine coopération sociale à l'intérieur du capitalisme. Cela revient à dire que l'Etat cherche à atténuer les antagonismes de classes pour permettre une certaine régularité de la production. La classe bourgeoise a sous cet aspect une certaine conscience sociale. Elle idéalise l'ordre bourgeois, cherche à gagner le prolétariat à ses idées par des moyens autres que la répression. Elle reconnaît la nécessité d'une coopération sociale et admet par le fait même implicitement l'irrationalité du système basé sur l'individualisme économique à outrance. Mais cette coopération existe dans les limites des horizons bourgeois. On prône alors un socialisme conservateur où:

---

<sup>19</sup>Ibid. p.347.

Ils [les bourgeois] veulent la société actuelle mais expurgée des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat. La bourgeoisie comme de juste se représente le monde où elle domine comme le meilleur des mondes. Le socialisme bourgeois systématique plus ou moins à fonds cette représentation consolante lorsqu'il somme le prolétariat de réaliser ses systèmes et d'entrer dans la nouvelle Jérusalem, il ne fait que l'inviter au fond à s'en tenir à la société actuelle, mais à se débarrasser de la conception haineuse qu'il s'en fait.<sup>20</sup>

Cette vision linéaire de l'évolution sociale, réduit la coopération au maintien de l'ordre et de la paix sociale nécessaires au maintien du système existant. On fait ressortir ces aspects pour convaincre les prolétaires des pertes que tous encourent lors des périodes d'agitation sociale. Mais toute mesure susceptible de menacer la domination de classe est évidemment révolutionnaire. Même le contrôle de la production reste un sujet tabou développé plus tard seulement avec la sociale démocratie. A ce nouveau stade, l'Etat, toujours plus fort, absorbera graduellement les fonctions jugées d'importance sociale, comme l'éducation et certains services essentiels, (i.e. santé, communications, énergie), laissant au secteur privé les sphères d'activité plus lucratives.

Ce rôle de l'Etat prend de l'ampleur avec l'évolution du capitalisme et constitue, avec l'aspect bureaucratique, la caractéristique dominante de l'Etat moderne tel que

<sup>20</sup>

Karl Marx, Friedrich Engels, "Le manifeste du parti communiste," Oeuvres choisies, 1975, p.55.


décrit par Amin. Cette coopération sociale naît du besoin de contrôle accru de la production capitaliste, contrôle lui-même issu de la complexification du social et du développement des contradictions propres au capitalisme. Les lois de fabrique constituent le premier pas dans le sens de ce nouveau rôle de l'Etat, qui de nos jours prend le nom de sociale démocratie. L'Etat participe alors à la gestion de certaines firmes, en acquiert d'autres, le tout dans le but d'harmoniser la production et de concilier les intérêts à long terme et à court terme des capitalistes en tant que classe.

A ce stade, il jouera un rôle notable dans le développement des forces productives. Son action dépassera l'aspect hégémonique et les fonctions de gendarme qu'il incarnait auparavant. Il aura un double rôle où, tout comme dans la fabrique, le travail de surveillance et de direction est le fruit d'une double division du travail (hégémonique et organique), l'Etat capitaliste sera le fruit d'une double organisation de la production sur le plan social. Il justifiera de fait l'intervention d'une autorité sociale n'étant qu'en partie superflue dans un ordre socialiste.

Les écrits de Marx nous laissent surtout voir l'aspect hégémonique de l'Etat. Cependant on y décèle une nécessité organique de direction sociale qui doit être remplie par

un organisme à caractère étatique, lorsqu'on examine ses commentaires sur l'organisation sociale de la production à travers le développement du capitalisme.

En effet, le développement des antagonismes de classe mène, selon lui, à l'éclatement du système. Les capitalistes, cherchant à exploiter le plus de main-d'oeuvre possible, se voient obligés, pour lutter contre ces mêmes travailleurs, d'introduire toujours plus de machines et d'accroître toujours plus le chômage et le mécontentement des travailleurs tout en diminuant la marge de profits. Ils provoquent ainsi des crises de production toujours plus grandes. Cet éclatement passe néanmoins par une phase de monopolisation, de concentration/centralisation des moyens de production entre les mains d'une poignée de capitalistes. Cette situation polarise les forces en présence et donne, plus que jamais, d'importance à l'Etat.



## CHAPITRE IV

### LA GRANDE INDUSTRIE ET DES MONOPLES

L'expansion du capitalisme engendre l'expansion et la complexification de l'industrie en général. Ce phénomène s'accompagne d'une tendance à l'intégration croissante de l'organisation de la production, intégration qui se fait au profit de l'Etat et des monopoles.

On a vu dans le chapitre précédent, comment se développe la division du travail à tous les niveaux. Cette tendance s'accroît encore plus à l'époque de la grande industrie et des monopoles. Marx assiste à la naissance de ce stade et propose des éléments de solution pour une organisation socialiste de la production, qui sont valables au niveau de l'unité de production, mais se heurtent à la complexité du niveau de la société civile et à la division du travail qui s'y rattache.

Bien que, dans ce contexte, Marx critique le marché capitaliste dans ses fonctions d'organisation de la production sociale, son alternative achoppe sur le problème de la centralisation économique. Si cette centralisation élimine le marché capitaliste, elle nous laisse avec un système d'allocation autoritaire des ressources et ses conséquences politiques. En effet, selon la théorie même de Marx sur la relation base-superstructure, la centralisation économique ne peut qu'engendrer la centralisation politique et donc une forme d'Etat.

### La grande industrie naissante

La centralisation/concentration des moyens de production constitue une nouvelle étape du développement des forces productives, dans l'évolution du capitalisme et pour la transition au socialisme. En effet, d'une part elle favorise et rend évident le caractère social de la production, de l'autre elle mène à la centralisation économique et politique dans le capitalisme comme dans le socialisme, au détriment du dépérissement de l'Etat.

Les deux termes ne sont pourtant pas identiques: la centralisation opère une redistribution des capitaux existants entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, et n'implique pas nécessairement le développement des forces productives. La concentration est au contraire le résultat de la reproduction sur une échelle progressive du mode de production (ici capitaliste). Elle implique un développement des forces productives et, par conséquent, un accroissement de la productivité sociale.<sup>1</sup> Si le capitaliste acquiert des industries déjà existantes et diversifie par le fait même les sphères de son activité économique, il réorganise également et/ou renouvelle le procès de production déjà existant dans une ou plusieurs de ses industries selon le cas.

---

<sup>1</sup>Karl Marx, Le capital, L.I, ch.xxv, éd. Flammarion, Paris, 1969, p.454.

Ce phénomène de centralisation/concentration est en fait le résultat d'un double processus, celui du développement des antagonismes fondamentaux du mode de production capitaliste et celui du développement des forces productives et de la nouvelle division du travail qu'elle engendre, tant au niveau du social qu'à celui de la firme, comme on l'a vu plus haut.

Puisque cette évolution s'est faite à l'intérieur du capitalisme, nous examinerons ses aspects hégémoniques et organiques dans ce cadre. Ici donc, la centralisation/concentration est le fruit d'une double concurrence: celle des capitalistes entre eux et celle entre le Capital et le Travail.

Dans le premier cas, la concurrence se manifeste surtout par la guerre des prix, dont la réduction ne peut se réaliser que par une productivité accrue. On tend alors tous les ressorts de la production pour extorquer le maximum de *plus value* des travailleurs. On améliore le procès de production pour gagner un avantage technique sur les concurrents et, si possible, les éliminer avant qu'ils n'aient eu le temps de neutraliser ou de dépasser cet avantage.

Cette concurrence technique stimule le développement des forces productives. Toutefois, dans un cadre capitaliste, elle s'accompagne de la perpétuation artificielle d'une division parcellaire du travail, division qui vise à conserver

l'hégémonie de la classe dominante. Les capitalistes ainsi éliminés cèdent la part économiquement valable de leurs capitaux aux vainqueurs. Cela rend les déboursés pour l'entrée de nouveaux capitaux dans ces sphères beaucoup plus coûteux, et amène le développement du crédit comme aide non plus modeste et accessoire, mais indispensable à l'accumulation et la participation au mode de production capitaliste en tant que propriétaire des moyens de production. L'entrée dans la sphère de production étant plus difficile dans certains secteurs, les capitaux envahissent les secteurs où les avances sont encore relativement modestes. Simultanément, les techniques nouvelles se généralisent dans l'industrie toute entière et annulent cet avantage temporaire.

Cette concurrence entre capitalistes est également traversée par des antagonismes de classes, qui prennent la forme d'une concurrence entre patrons et travailleurs et constituent la deuxième forme de concurrence. Dans l'ère de la grande industrie, cette lutte s'exprime surtout au niveau du syndicat et du trade-unionisme. A ce stade du développement des forces productives, les ouvriers commencent à prendre place dans l'arène politique à travers le mouvement syndical. Ils tentent ainsi d'éviter la répression ouverte qui sévissait au stade de la dictature bourgeoise.

De nouvelles alliances de classes prennent alors forme: la bourgeoisie, qui au temps de la dictature de classe s'était alliée à la paysannerie et la petite bourgeoisie, se tourne graduellement vers de nouvelles classes sociales issues du syndicalisme et la bureaucratie, (i.e. les technocrates syndicaux et la bureaucratie d'Etat).

De plus, la bourgeoisie cherche à se gagner une aristocratie ouvrière qui, avec les nouvelles couches sociales montantes, se trouve relativement privilégiée financièrement et socialement. La bourgeoisie fait alors valoir les avantages que ces groupes tirent de l'ordre en place et leur fait même quelques concessions qu'elle récupérera par l'exploitation coloniale et l'impérialisme économique et politique qu'implique cette exploitation. Le syndicalisme est alors toléré puisqu'il s'inscrit assez bien dans le mouvement interne de la dynamique du système capitaliste.

Cette forme de concurrence favorise elle aussi la centralisation/concentration, dans le sens où les machines, toujours plus grosses et en plus grand nombre, tendent à remplacer les ouvriers parcellaires déqualifiés, qui se trouvent ainsi réduits au chômage. Les machines et leur concentration/centralisation dans les mains des capitalistes, servent alors d'armes économiques pour lutter contre les revendications ouvrières.

Cette double concurrence contribue donc au développement des forces productives. La production est plus efficace, car on produit plus en moins de temps, on découvre de nouveaux produits, de nouvelles sphères industrielles. Voilà l'aspect organique de l'évolution de la manufacture vers la fabrique. L'aspect hégémonique de cette concurrence se retrouve dans le fait qu'elle est aussi, et surtout, une concurrence entre classes. Les progrès des forces productives sont alors fortement conditionnés par ces luttes, tant au stade de la création de nouvelles machines qu'à celui de leur utilisation. On crée des machines dont le fonctionnement requiert une main-d'oeuvre peu spécialisée. Il est alors facile de marchander sur les salaires avec une force de travail non qualifiée, n'ayant le plus souvent que peu ou pas de moyens de s'instruire.

Ce recours aux machines engendre également la mobilisation de capitaux financiers, d'équipements mécaniques, de savoir scientifique, de matières premières, en bref, de tous ces facteurs en quantités toujours plus énormes. De plus, leur gestion requiert une organisation toujours plus complexe et intégrée. C'est à ce stade de l'évolution du capitalisme que la théorie sociale démocrate prend forme et trouve son application dans l'aspect coordonnateur et bureaucratique de l'Etat. Cette théorie satisfait les exigences

de la domination bourgeoise, mais offre aussi une réponse aux impératifs organisationnels de la production au niveau social, réponse qui se résoud à l'avantage de la bourgeoisie et de l'Etat en général, ainsi qu'à celui d'autres classes plus ou moins, avantagées par le système.

En effet, la centralisation/concentration tend à diminuer le taux de profit dans l'industrie où elle s'opère en particulier, et, à plus long terme, dans toutes les sphères économiques (exception faite des nouvelles sphères, des nouveaux débouchés qui, au début, ne rencontrent que peu ou pas d'obstacles et produisent alors de fabuleux profits, ou encore dans des situations de privilèges politiques (protectionnisme), empêchant la concurrence de niveler le taux de profit d'une industrie en particulier). Mais, d'une façon générale, l'énorme quantité de capitaux mis en valeur par relativement moins de capitalistes engendre des taux de profits moindres, bien que quantitativement ces profits soient plus élevés grâce aux sommes beaucoup plus considérables qui sont investies.

Cette réduction du taux de profit peut avantager temporairement les ouvriers si la moindre *plus-value* se fait à leur bénéfice, en augmentant quelque peu leur salaire. Mais généralement, cette situation ne gêne pas le capitaliste qui réalise globalement plus de profits. Au contraire, cette

situation peut tourner à l'avantage de ce dernier s'il peut convaincre l'ouvrier que l'amélioration de son salaire et de ses conditions de travail est le résultat de l'enrichissement du patron. Cette vision, les capitalistes de la grande industrie la soutiennent et l'Etat la sanctionne en se présentant comme mécanisme de coopération sociale, où gouvernants et gouvernés ont des intérêts communs, où l'enrichissement collectif passe par l'enrichissement des capitalistes et ne peut se faire que dans l'ordre et la paix sociale, etc.

Ce déclin du taux de profit ralentit l'accumulation et donc l'entrée de nouveaux capitaux dans la sphère de production. Cette situation a pour effet de réduire encore plus le nombre de travailleurs employés dans les firmes. Ces fluctuations trouvent leur solution temporaire dans la mondialisation du capitalisme, laquelle permet l'ouverture de nouveaux débouchés pour l'écoulement des surplus de la production nationale, et fournit la possibilité d'exploitation d'une main-d'oeuvre et/ou de ressources naturelles à meilleur marché. Cette mondialisation tend aussi à limiter l'accroissement dangereux d'une armée industrielle de réserve (de travailleurs), dans la plupart des pays industrialisés. On cherche alors à ouvrir de nouveaux débouchés (favorisant la création ou l'expansion de nouvelles industries, ou bien l'écoulement de la production excédentaire).

On essaie également d'accéder à des sources de matières premières moins coûteuses permettant ainsi de maintenir ou d'augmenter la production actuelle et de maintenir l'illusion, surtout dans les pays industrialisés, que le sort des travailleurs ira en s'améliorant, bien qu'en réalité ils restent pris dans l'engrenage des fluctuations de la production capitaliste où:

...tantôt c'est un excès de capital provenant de l'accumulation accélérée qui rend le travail offert relativement insuffisant et tend par conséquent à en augmenter le prix. Tantôt c'est un ralentissement de l'accumulation qui rend le travail offert surabondant et en déprime le prix.<sup>2</sup>

Dans ce contexte, l'Etat prend en charge, au moyen de l'assurance chômage par exemple, la réserve de travailleurs créée par les fluctuations du cycle de reproduction du capital durant les périodes creuses, pour qu'elle soit disponible durant les périodes de boum économique. Son rôle s'étend aussi au contrôle accru des conditions de production et de certaines entreprises (nationalisation), ce qui amène le développement sans précédent de l'appareil bureaucratique omniprésent et presque omniscient.

Cet appareil se nourrit d'études et de rapports. Il tente d'analyser les problèmes sociaux afin d'y remédier, en autant bien sûr que ces recommandations soient mises en

---

<sup>1</sup>Ibid., p.447.

oeuvre, ce qui constitue tout un problème en soi. La complexification accrue du social justifie à son tour la croissance organique de l'appareil bureaucratique, étudiant et contrôlant toujours plus toutes les sphères du social.

Comme nous l'explique Marx, l'intérêt matériel de la bourgeoisie qui complète "sous forme d'appointement ce qu'elle ne peut encaisser sous forme de profit,"<sup>3</sup> et son intérêt politique qui lui fait aggraver la répression en augmentant ses pouvoirs politiques pour compenser la faiblesse des libres forces économiques à la maintenir dans sa situation de classe dominante, son intérêt liés à cette machine "vaste et compliquée" qu'est la bureaucratie.

Ce nouveau groupe, comme tout groupe social d'importance, cherche à s'affirmer, se justifier, s'autonomiser, face à la société pour agir de sorte que:

Chaque intérêt commun fut immédiatement détaché de la société, opposé à elle à titre supérieur, général, enlevé à l'initiative des membres de la société, transformé en l'objet de l'activité gouvernementale, depuis le pont, la maison d'école et la propriété communale du plus petit hameau jusqu'au chemin de fer, aux biens nationaux et aux universités.<sup>4</sup>

<sup>3</sup>Marx-Engels, "Le 18 brumaire de Napoléon Bonaparte," dans Textes choisis, éditions du Progrès, Moscou, 1975, p.129.

<sup>4</sup>*Ibid.*, p.172.

Ceci, d'autant plus qu'il est en position de pouvoir social. Si l'appareil bureaucratique sert les intérêts de la bourgeoisie, qui le tient bien en mains à l'époque de Marx, les bases de son autonomie se consolident graduellement grâce aux impôts: "base économique de la machine gouvernementale,"<sup>5</sup> et au suffrage universel, dont Marx entrevoit les conséquences possibles pour l'autonomie relative de l'Etat dans "la question juive."

Aujourd'hui, l'Etat exproprie les capitalistes pour les embaucher à son service, formule qu'Amin développe et qui constitue l'un de ses thèmes principaux sur l'Etat moderne. En effet, bien que l'alliance de l'Etat et des capitalistes continue, ces derniers forment un bloc de plus en plus distinct de celui de l'Etat, ou passent tout simplement dans les rangs de l'appareil bureaucratique et se voient forcés, dans un cas comme dans l'autre, de considérer la production au niveau du social, même dans une perspective capitaliste.

Les nouvelles forces productives constituant la grande industrie, changent les modalités de la lutte de classes qui, si elle s'effectue encore sur la base de la contradiction fondamentale entre la bourgeoisie et le prolétariat, engendre la possibilité de nouvelles alliances fondées sur l'émergence de nouvelles classes intermédiaires.

---

<sup>5</sup> Karl Marx, "Critique du programme Gotha," Marx-Engels Oeuvres choisies, édition du Progrès, Moscou, 1975, p.340.

L'alliance avec la paysannerie et la petite bourgeoisie de l'époque de la dictature bourgeoise perd de son importance. La petite bourgeoisie oscille toujours dans ses rôles de petits bureaucrates et de petits producteurs. Mais la grande industrie engendre un accroissement considérable des couches de bureaucrates et de technocrates qui elles aussi oscillent dans leurs alliances mais, lorsqu'elles font partie de l'Etat, tendent à s'autonomiser et s'accaparer toujours plus de pouvoir social. Le fait que ces couches servent la bourgeoisie ne veut pas nécessairement dire qu'elles souscrivent entièrement à son idéologie. Ces nouvelles couches ont leurs intérêts propres, dans la mesure où l'Etat bureaucratique moderne constitue un organisme social relativement autonome et puissant. Elles sont le fruit de la centralisation/concentration des moyens de production et répondent à de nouveaux besoins de l'organisation sociale dans le capitalisme.

Marx voit dans la centralisation/concentration la tendance à l'élimination du capitalisme concurrentiel en faveur du capitalisme monopoliste et une intervention accrue de l'Etat dans l'économie. Dans cette transition, l'essentiel de la doctrine libérale classique (concurrence et libre entreprise individuelle) est perdu. Marx ébauche, en parlant du rôle du crédit dans l'évolution du M.P.C., une description des formes de l'organisation capitaliste favorisant l'émergence des monopoles.

Le crédit est en effet indispensable au développement ultérieur du M.P.C. Il agit de trois façons globales:

1) il diminue les frais de circulation; 2) accélère les différentes phases de cette même circulation; 3) favorise la constitution de sociétés par action. Ce dernier effet du crédit pose les bases d'une nouvelle forme d'organisation de la production où:

- 1) Le capital revêt ici complètement la forme de capital social (capital d'individu directement associés), en opposition au capital privé, ceci à l'intérieur même du M.P.C.
- 2) Le propriétaire de capital se transforme en simple propriétaire, en simple capitaliste financier.
- 3) Le capitaliste se transforme, d'entrepreneur et d'innovateur qu'il était, en simple directeur et administrateur du capital d'autrui et donc en salarié.

Bref, dans la société par action, la fonction de production est séparée de la propriété du capital et engendre du même coup la séparation du capitaliste de ses moyens de production. Et Marx d'écrire:

Ce résultat du développement suprême de la production capitaliste est le point par où passe nécessairement la reconversion du capital en propriété des producteurs, non plus comme propriété privée des producteurs particuliers, mais en tant que propriété des producteurs associés, propriété directement sociale. Par ailleurs, c'est le point par où passe la transformation de toutes les fonctions du procès de reproduction encore rattachées à la propriété du capital en simples fonctions des producteurs associés, en fonctions sociales.<sup>6</sup>

---

<sup>6</sup>Karl Marx, Le capital, L.III, t.II, ch.xxvii, éd. Sociale, Paris, 1970, pp.102-3.

Globalement, cette nouvelle forme de l'organisation de la production favorise la socialisation de cette production à l'intérieur du capitalisme, dans le sens où l'on assiste à une expropriation croissante de la propriété individuelle. Cette tendance constitue une résolution de la contradiction entre le caractère social de la production et la forme privée qu'elle prend dans le capitalisme. Mais cette résolution à l'intérieur du M.P.C. a elle même deux tendances: l'une où le M.P.C. franchit une nouvelle étape en se transformant, l'autre qui prend la direction du socialisme.

La tendance capitaliste engendre effectivement une socialisation de la production, mais entre capitalistes, car dans les faits, l'expropriation des capitalistes individuels se fait au profit d'un collectif de capitalistes qui organisent, entre eux et de plus en plus avec l'aide de l'Etat, la production et l'orientent pour le profit et non pour les besoins sociaux. Cette "socialisation" fait renaître:

...une nouvelle aristocratie financière, une nouvelle espèce de parasites sous la forme de faiseurs de projets, de fondateurs et de directeurs simplement nominaux; tout un système de filouterie et de fraude au sujet de fondation, d'émission et de trafic d'actions. C'est là de la production privée sans le contrôle de la propriété privée.<sup>7</sup>

---

<sup>7</sup>Ibid., p.104.

De plus, le capital social est utilisé par un ou des individus capitalistes, qui ne risquent plus la propriété privée, mais la propriété sociale utilisée au nom des actionnaires. Donc, l'expropriation croissante des propriétaires de leurs moyens de production, même si elle s'effectue à tous les niveaux, (i.e. tant pour les artisans, les paysans que pour les capitalistes), revêt encore une forme contradictoire dans le capitalisme: "l'appropriation par quelques uns de la propriété sociale."<sup>8</sup>

Dans ce contexte, le crédit permet à quelques uns d'être des chevaliers de l'industrie et favorise la spéculation boursière:

...la transformation en action reste elle-même encore prisonnière des lisières capitalistes; au lieu de surmonter la contradiction entre le caractère social des richesses et la richesse privée, elle ne fait que l'élaborer et la développer en lui donnant un nouvel aspect.<sup>9</sup>

Ici, on ne sort donc pas du capitalisme. Il y a transformation de la structure industrielle: regroupement des fabriques dans le but de former des monopoles, accroissement du rôle de l'appareil étatique. Ainsi, deux forces sociales spécifiques émergent pour favoriser les intérêts bourgeois: l'appareil bureaucratique d'Etat et les monopoles. Elle constituent les éléments essentiels d'un nouveau

---

<sup>8</sup>Ibid., p.105.

<sup>9</sup>Ibid., p.105.

stade de développement du capitalisme, stade, que nous appellerons, pour des fins pratiques, capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.), mais uniquement dans le sens de la relation qu'Amin établit entre l'Etat, les monopoles, la classe ouvrière de même que les autres classes issues de ce développement, et sans référence voulue aux thèses de Boccara<sup>10a</sup> et aux débats en cours actuellement.

Bien que la phase des monopoles ne soit qu'embryonnaire à l'époque de Marx, la nécessité d'accroître sans cesse les moyens de production force les capitalistes à :

- 1) joindre leur fortune monétaire pour se procurer un capital fixe toujours plus énorme et plus coûteux, inabordable pour les moyens financiers d'un capitaliste individuel; et
- 2) de recourir à une gestion plus systématique de la production, gestion que peut-être seul l'Etat sera en mesure d'effectuer dans le M.P.C., à cause de la complexité grandissante de l'organisation de la production.

Marx pressent, à son époque, la tendance à la centralisation des moyens de production qui: "Dans certaines sphères,... établit l'immixtion de l'Etat."<sup>10</sup>

Le développement de la contradiction capitaliste entre le caractère social de la production et la forme privée qu'elle prend, constitue donc l'embryon d'analyse d'un nouveau stade de développement du capitalisme, ébauché par Marx,

---

<sup>10</sup>*Ibid.*, p.104.

<sup>10a</sup>Boccara, Paul. Etudes sur le Capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue, éditions sociales, Paris, 1973.

élaboré par Lénine et continué aujourd'hui par Amin. L'autre alternative constitue au contraire, chez Marx, l'embryon d'analyse d'une évolution vers le socialisme.

En effet, cette tendance se concrétise dans l'organisation coopérative de la production. Elle opère une première rupture par rapport au M.P.C., car, dans l'organisation coopérative:

..la contradiction entre le capital et le travail est supprimée même si les travailleurs ne sont d'abord, en tant qu'association, que leur propre capitaliste, i.e. qu'ils utilisent les moyens de production à mettre en valeur leur propre travail.<sup>11</sup>

Cette forme d'organisation constitue néanmoins une transition, selon Marx, du M.P.C. au mode de production collectiviste. Ces deux alternatives de la dynamique du social nous rappellent que l'évolution vers le socialisme n'est pas mécanique, mais qu'elle est le fruit d'une lutte de classes à un niveau donné des forces productives. La centralisation/concentration favorise les deux tendances décrites plus haut: elle établit du même coup les bases de leur évolution ultérieure. Ces bases étant données, et gardant à l'esprit que les luttes de classes ont également contribué à forger ces bases matérielles, ce sont les luttes de classes qui décident de la direction vers laquelle elles se développeront.

---

<sup>11</sup>Ibid., p.105.

Nous venons d'examiner l'alternative capitaliste, telle que vue par Marx à son époque; alternative qui permet le développement du C.M.E., où l'Etat croît d'une façon tentaculaire. Le dépérissement de l'Etat ne peut donc s'effectuer dans ce cadre. En conséquence, nous examinerons l'alternative socialiste ébauchée par Marx, afin d'évaluer les solutions qu'elle nous offre en regard de ce dépérissement.

#### Les éléments d'organisation socialiste chez Marx

La vision de Marx est celle de l'organisation au niveau du social, la prise en charge de la société par elle-même, par la prise de conscience des effets de la production sur tous les aspects du social. En fait, Marx entrevoit la société comme une firme aux dimensions nationales.

Cette vision, déjà ébauchée par le mercantilisme et l'économie classique, trouve son expression scientifique et sa dimension historique dans les écrits de Marx, où ce dernier cherche à organiser la production *a priori*, comme cela se produit dans la firme capitaliste, mais pas dans le social, où la production n'est réglée qu'*a posteriori*, après avoir subi les fluctuations cahotiques du marché capitaliste.

Mais l'autorité de la fabrique capitaliste est centralisée dans les mains du capitaliste, qui organise le travail pour une double efficacité: celle de la production et de la domination. C'est à ce niveau que Marx intervient pour nous expliquer, après Owen et Fourier, que l'on peut fort bien se passer de direction capitaliste dans l'organisation de la production au niveau de la fabrique ou de la firme, grâce à un système de relais et une gestion coopérative. En effet, l'automatisation simplifiant les tâches au maximum:

...il n'y a plus nécessité de consolider cette distribution (division parcellaire du travail déqualifié) en enchaînant, comme dans la manufacture, pour toujours le même ouvrier à la même besogne.<sup>12</sup>

En effet, c'est la machine qui donne le mouvement d'ensemble et plus le travailleur comme avant.

Ainsi, le système de relais permettrait d'effectuer les travaux parcellaires simples reliés entre eux par un automate, travaux que même un enfant peut apprendre. Cette nouvelle forme d'organisation du travail, couplée avec une gestion coopérative, a pour résultat l'élimination du besoin de direction capitaliste. Marx pose ainsi les fondements de l'entreprise autogestionnaire, où les travailleurs sont en mesure de prendre en charge tous les aspects de la firme ou de la fabrique. Ceci est encore plus vrai aujourd'hui

---

<sup>12</sup>Marx, Le capital, L.I, *op.cit.*, ch.xv, p.303.

avec l'automatisation accrue de la production. Le travail non qualifié peut être considérablement réduit et probablement éliminé, laissant la place au travail hautement qualifié:

La révolution technique contemporaine remplacera le travail parcellaire non qualifié--forme principale du travail depuis les débuts du machinisme--par l'automatisation. A la fois elle permettra de dégager du temps disponible de non-travail et donnera au travail des formes nouvelles, hautement qualifiés.<sup>13</sup>

On assisterait donc, selon Amin, non pas à l'élimination de la division du travail, mais à la haute qualification de tous les travailleurs, à la disparition du travail non qualifié. L'autorité, la direction issus de cette forme de travail, relèverait alors de ce que Marx appelle l'autorité du spécialiste. Cette situation est valable pour la fabrique autogérée.

Dans cette fabrique, les travailleurs ne sont plus prolétaires, mais participent à tous les niveaux du fonctionnement de l'unité de production selon leur compétence et leur expérience. Ils se trouvent par le fait même libérés de l'aliénation du travail parcellaire déqualifié, de la domination des machines et, par conséquent, de celle du capitaliste. Ce pas en avant élargit la sphère de contrôle et de liberté du producteur jusqu'aux limites de la fabrique ou de la firme. Ils trouvent une unité de production,

---

<sup>13</sup>Samir Amin, Le développement inégal, ed. Minuit, Paris, 1973, p. 338.

et même de vie, à l'intérieur de laquelle ils peuvent se mouvoir aisément. Dans ces limites, l'organisation de la production se fait *a priori* et d'une façon démocratique. Mais si l'on étend ce modèle au niveau du social, le saut qualitatif n'élimine pas la centralisation économique. On peut s'en convaincre en examinant la critique marxiste du marché capitaliste et l'alternative proposée pour l'organisation de la production au niveau du social.

Dans le capitalisme, c'est essentiellement le marché qui régleme, surtout à l'époque de Marx, la production sociale. Mis à part certains privilèges politiques et la relative centralisation du système monétaire, les capitaux financiers, la main-d'oeuvre, les produits, (qu'ils soient destinés à la consommation individuelle ou à la reproduction des moyens de production), sont soumis à la concurrence et trouvent preneur dans la mesure où leur coût d'appropriation est moindre que celui des autres alternatives.

Le marché capitaliste est donc le mécanisme qui organise abstraitement, par le jeu de l'offre et de la demande, la production sociale et, par conséquent, la division du travail, dans la mesure où un certain degré de spécialisation s'avère nécessaire, à quelque niveau que ce soit, pour rendre un produit compétitif par rapport aux autres du point de vue du prix ou de la qualité.

Dans ce contexte, les producteurs sont alors libres d'ajuster eux-mêmes leur production aux fluctuations du marché, sans qu'un organisme à caractère étatique ne leur impose des directives spécifiques de production et/ou de gestion de l'entreprise. Mais ce mécanisme est aveugle, il ne répond qu'aux incitations de la valeur d'échange: l'argent. En conséquence, il ne s'aligne pas nécessairement sur les besoins sociaux d'un ordre qualitatif.

Ainsi, d'une part le marché capitaliste permet l'autonomie des producteurs, mais de l'autre son rôle de régulation sociale s'effectue à partir de critères insuffisants par rapport à la richesse et la variété des besoins sociaux. Dans ce contexte, Marx critique le marché capitaliste tant du point de vue moral, qu'économique et social, car il ne réglemente la production sociale qu'*a posteriori* et répond très inadéquatement aux besoins multiples d'une société, en profitant surtout à une minorité au détriment de la majorité.

Le marché existait avant le capitalisme, mais son développement, (i.e. la transformation du travail en marchandises par la séparation du producteur de ses moyens de production, en conjonction avec un stade donné des forces productives), change le rôle du marché, ainsi que l'importance de la production, pour donner naissance au mode de production capitaliste, où le marché est indispensable en tant que lieu du rapport monétaire du monde de la marchandise.

Si le marché engendra le capitalisme, c'est aujourd'hui ce dernier qui l'engendre, car le marché est devenu la condition vitale de son développement et de son expansion. Mais si le marché semble dominer la production capitaliste, c'est en réalité le M.P.C. qui tend de plus en plus à déterminer le marché, car il transforme ce dernier pour les besoins particuliers de sa production. Le marché revêt ainsi plusieurs aspects à l'intérieur de la production capitaliste. Il est à la fois le lieu de la valeur d'échange, au début cause et par la suite résultat de la division sociale du travail, dans la mesure où il réunit les différents éléments de la production à quelque niveau que ce soit. Il est aussi facteur d'émancipation des producteurs, en regard de leurs limites locales et individuelles et donc facteur de développement des forces productives. C'est aussi le lieu de la circulation des marchandises et le lieu de la concurrence.

Le marché, c'est le lieu de la valeur d'échange, i.e. le lieu d'un rapport quantitatif où l'on fait abstraction de la valeur d'usage, bien qu'elle en soit le fondement, pour échanger sur une base commune:

Mais d'un autre côté il est évident que l'on fait abstraction de la valeur d'usage de la marchandise quant on les échange et que tout rapport d'échange est même caractérisé par cette abstraction.<sup>14</sup>

Cet obscurcissement du rôle primordial de la valeur d'usage est essentiel pour le développement du capitalisme, car il délimite son champ d'action et sa compréhension de lui-même, ainsi que son impact sur le social; bref, sa fonction historique comme moment du développement des forces productives, non pour créer des valeurs d'échange, mais des valeurs d'usage. Dans le capitalisme, la vision pour le profit empêche la vision pour le besoin.

Le marché est également l'initiateur et le résultat de la division sociale du travail. Il permet ainsi l'autonomie des producteurs individuels. On a vu qu'au début de son expansion, le marché engendre l'éclatement des communautés primitives autosuffisantes ou presque, en s'infiltrant à l'intérieur de celles-ci à partir de leur périphérie. Il introduit graduellement une plus grande division du travail dans l'atelier comme dans l'organisation sociale de la production. C'est cette double forme de la division du travail qui autonomise le propriétaire des moyens de production (que nous appellerons producteurs dans les lignes qui suivent).

---

<sup>14</sup>Marx, Le capital, L.I., *op.cit.*, ch.i, p.42.

En effet, la transformation des produits en marchandises amène leur transformation en argent. A la valeur d'usage qu'avait presque exclusivement le produit, s'ajoute une valeur d'échange de plus en plus permanente.

Ce changement de forme de la valeur d'usage à la valeur d'échange émancipe la production de ses limites locales, car l'argent, dans son rôle d'équivalent universel, permet de produire pour n'importe quel acheteur, proche ou éloigné. L'organisation de la production n'est donc plus limitée aux besoins locaux et, dans l'esprit du capitaliste, elle n'aura plus besoin de s'ajuster aux besoins tout court, dans la mesure où l'argent transforme le besoin en une forme monétaire quantitative. La production n'aura plus alors qu'à s'ajuster au prix des marchandises, le besoin passant au second rang.

Si le marché systématise cette réduction de la valeur totale du produit, il constitue néanmoins la base économique d'une plus grande liberté pour le producteur, celle de produire comme il l'entend pour répondre aux nouveaux besoins d'une demande qui dépasse les limites de la production locale. L'agrandissement de la sphère du marché accroît donc sa liberté économique. L'expansion de l'échange, provoquée par l'élargissement de la sphère du marché, met le producteur en contact avec plus de produits étrangers d'une part et

l'incite à développer l'efficacité de sa production de l'autre, pour rencontrer les nouvelles échéances engendrées par un commerce accru. L'interdépendance limitée au noyau communautaire passe à un stade supérieur. Dans le capitalisme, cette nouvelle interdépendance reste longtemps masquée par la valeur d'échange que revêt le produit.

C'est donc inconsciemment que le producteur, stimulé par l'expansion du marché, développe les forces productives et crée de nouveaux rapports sociaux qui le dominent. Le marché capitaliste, lieu de circulation de la valeur d'échange, détermine *a posteriori* la production, après une série de fluctuations cahotiques. De fait, il ne peut en être autrement, lorsqu'on analyse le produit du point de vue de la valeur d'échange, i.e. que l'on produit pour le profit, ce qui éloigne la production de son but fondamental: la satisfaction d'un besoin.

La circulation joue également un rôle important dans le marché, elle a deux aspects: circulation des valeurs d'échange, ou procès A-M-A' (argent-marchandise-plus d'argent) et la circulation des valeurs d'usage ou procès M-A-M (marchandise-argent-marchandise). Comme on l'a vu plus haut, c'est la forme valeur d'échange (cycle A-M-A') qui domine dans le capitalisme, établissant un rapport quantitatif favorisant la transmutation d'objets qualitativement différents.

en choses équivalentes, i.e. en marchandise argent. Le cycle A-M-A' a son utilité dans la mesure où le marché domine la production, sert à développer les forces productives et favorise l'échange de même que la concurrence des produits; mais lorsqu'il devient une fin en soi, il s'éloigne de cette fonction de stimulant des forces productives.

En effet, ce cycle implique que l'argent est utilisé comme capital et qu'en tant que valeur d'échange il revient à son point de départ, ne laissant qu'une étiquette quantitative au produit, qui joue ici le rôle d'intermédiaire entre l'allée et la venue de l'argent, (i.e. l'achat (A-M) où l'argent se transforme en marchandise, et la vente (M-A'), où la marchandise se transforme en plus d'argent).

De ce point de vue, l'échange est inégal puisqu'on jette dans la circulation moins d'argent que l'on en retire; la versatilité même de ce cycle ne donne aucune limite à sa reproduction à l'intérieur du monde de la marchandise créé par le capitalisme. Ce cycle est en fait privilégié dans le capitalisme, il devient une fin en soi et son dépassement dans le social, comme satisfaction d'un besoin, reste un phénomène accidentel. Ce qui doit être un moyen technique dans le procès de production s'érige en fonction primordiale, le valet devient maître. Le capitalisme s'attache à cette forme transitoire de la circulation au détriment du caractère social de la production.

Cette vision quantitativiste du produit imprime alors un caractère d'indifférence à toute marchandise. Le capitaliste produit alors pour le profit, en subordonnant la production des marchandises à la circulation de la marchandise argent, car le profit semble venir de cette dernière, bien que la *plus-value* soit réellement déterminée dans le procès de production lui-même, la circulation ne pouvant que fournir des surprofits dans certaines conditions. Cette situation oriente la production vers les activités économiques les plus lucratives, au détriment des autres secteurs de l'économie.

C'est pourtant la valeur d'usage qui, s'inscrivant dans le cycle M-A-M, sert de fondement au cycle A-M-A', car on produit uniquement ce qui correspond à un besoin. Sous la forme M-A-M, l'argent n'est qu'intermédiaire, sa fonction se réalise dans le prix de la marchandise et agit, en fait, comme valeur d'usage, à l'intérieur du procès de circulation et de celui de la production qui le sous-tend.

Ici l'argent n'est pas une fin en soi, puisqu'il s'éloigne de son point de départ, phénomène qui encadre la reproduction du cycle A-M-A' dans les limites de la satisfaction d'un besoin particulier; il permet d'atteindre un but en dehors du cycle de la marchandise argent et du procès de production. Au lieu de la transformation de produits en argent, on assiste à la transmutation de matières diverses dans lesquelles se manifeste le travail social. Le besoin quantitatif, transitoire, de l'argent, trouve son dépassement dans la satisfaction qualitative d'un besoin fournie par une marchandise donnée.

Le marché c'est aussi le lieu de la concurrence qui favorise l'égalisation du taux de profit et la centralisation du capital dans les diverses branches de l'industrie. Elle ramène, dans le long terme, le taux de profit à celui de la *plus-value*, pour ensuite forcer les capitalistes à réduire leur taux de *plus-value* afin de rester compétitifs. Cette situation fait d'ailleurs ressortir le caractère social de la production, caractère qui revêt deux aspects:

*Primo:* Le caractère social de la concurrence comme telle, car elle met en présence vendeurs et acheteurs en tant que groupes sociaux distincts où: "l'individu n'agit ici que comme partie d'une force sociale, comme atome de la masse."<sup>15</sup> Le caractère social apparaît dans la sphère de circulation et, d'une manière indirecte, indique le caractère social de la production et de la consommation.

*Secundo:* Ce caractère social est encore plus évident dans le fait que, la concurrence éliminant la concurrence, elle favorise la centralisation/concentration des moyens de production sous forme de société par action, société anonyme, etc., où les capitalistes se regroupent et mobilisent des sommes énormes de capitaux alors nécessaires pour l'entrée dans la sphère de production industrielle. Cette forme de déprivatisation des moyens de production constitue, comme on l'a vu plus haut, la résolution capitaliste de la contradiction entre le caractère social de la production et la privatisation de ses moyens. Cette "socialisation," issue de la centralisation/concentration, tend à l'élimination du marché, puisqu'elle tend à éliminer les unités de production moins efficaces, ou tout simplement trop petites pour lutter contre les moyens financiers et les ressources dont disposent les plus grandes firmes.

---

<sup>15</sup>Marx, Le capital, L.III, t.i, ch.x, *op.cit.*, p.208.

Ces petites unités sont alors intégrées à l'intérieur d'un complexe monopolistique. Le marché est ainsi laissé à quelques grosses firmes ayant tendance à former des cartels pour éviter la concurrence. Cette tendance est implicite chez Marx, on la retrouve dans sa critique du marché comme mécanisme de régulation sociale et dans ses commentaires sur l'évolution du capitalisme.

A partir de cette analyse de Marx on peut distinguer les avantages et les inconvénients du marché capitaliste:

La domination de la valeur d'échange, i.e. l'hypertrophie du cycle A-M-A', déforme le rôle du marché dans le procès de production et, par conséquent, le but même de celle-ci. La valeur d'échange est très utile comme équivalent universel, mais à travers le mécanisme du marché capitaliste, elle oriente spontanément l'activité économique vers les sphères les plus lucratives. On néglige par le fait même les autres secteurs de la production.

Cette tendance limite l'efficacité du marché capitaliste comme mécanisme spontané d'allocation des ressources à l'échelle globale de la société. Elle entraîne un besoin d'intervention croissante de l'Etat dans le système de production capitaliste, pour pallier aux lacunes économiques et sociales engendrées par ce mécanisme, et harmoniser la production au niveau du social. Le mécanisme spontané du

marché capitaliste est donc insuffisant pour coordonner et intégrer la production sur le plan social, il doit être complété par une intervention étatique. De plus, la concurrence qu'il engendre favorise la centralisation/concentration des moyens de production et l'émergence des monopoles. Ce processus tend du même coup à l'élimination du marché: en réduisant le nombre de producteurs d'une part et en le rendant techniquement inutile à l'intérieur du complexe monopoliste de l'autre.

Ainsi, la spontanéité du mécanisme du marché capitaliste cède du terrain à une centralisation économique croissante qui elle-même passe aux mains d'un bloc hégémonique: l'Etat et les monopoles. Ainsi, le mécanisme du marché capitaliste tend à sa propre destruction.

Mais, comme le capitalisme organise la production pour le profit, cette tendance à la réduction du marché entre en contradiction avec le but même de la production capitaliste. On cherche alors à maintenir le marché capitaliste là où il tend à disparaître, (i.e. à l'intérieur des complexes monopolistes), et à le développer, soit au niveau mondial (négociations entre Etats, ou entre Etats et firmes monopolistiques), soit sur le plan local (publicité). Donc, si le développement des forces productives par les luttes de classes tend à réduire la sphère du

marché, le capitalisme cherche au contraire à la propager, l'approfondir, pour satisfaire les besoins d'une production axée sur le profit.

Le marché capitaliste devient alors réellement une entrave au développement du potentiel des forces productives, entrave qui trouve sa solution capitaliste dans la centralisation/concentration des moyens de production aux mains des monopoles et d'un Etat, toujours plus indispensable à la coordination et la régulation de la production au niveau du social.

Ainsi, l'organisation capitaliste de la production sur le plan social oscille, à l'époque de Marx, entre un certain équilibre, axé sur le mécanisme de moins en moins spontané du marché capitaliste et une allocation de plus en plus autoritaire des ressources effectuée par un Etat bureaucratique envahissant. A l'intérieur même du capitalisme se développe une direction centralisée pour l'organisation de la production, direction qui favorise l'accroissement de l'Etat d'une part et réduit progressivement l'autonomie du producteur de l'autre.

Mais l'étatisation est-elle uniquement le fruit du M.P.C., ou également un problème qui relève non seulement de la production capitaliste mais de la production tout court? Si l'on examine la solution de Marx on doit reconnaître que l'étatisme est un problème de production. En effet, face

aux problèmes de la production capitaliste, Marx nous propose l'alternative d'un contrôle social de la production:

Et cette conscience bourgeoise qui exalte la division manufacturière du travail, la condamnation à perpétuité du travailleur à une opération de détail et sa subordination passive au capitaliste, elle pousse des hauts cris et se pâme quand on parle de contrôle, de réglementation sociale du procès de production!<sup>16</sup>

Ici Marx reconnaît la nécessité de la division du travail dans la fabrique (ceci pour son époque) et dans le social. Il reconnaît donc le besoin de coordination sociale de la production pour éviter l'anarchie qui règne à ce niveau dans le capitalisme. Dans cette optique, il propose un contrôle social de la production. Mais ce contrôle ne peut être identique à celui qui règne dans la fabrique capitaliste où Marx y dénonce la servitude et l'inéquité. Sa solution se rapproche plutôt d'une forme de contrôle autogestionnaire, d'une plus grande démocratie dans la gestion. Mais ce saut qualitatif, qui va du contrôle dans l'unité de production autogestionnaire au contrôle de la production sur le plan du social entraîne deux conséquences du point de vue de l'organisation:

---

<sup>16</sup> Marx, Le capital, *op.cit.*, ch.xiv, p.263.

- 1) La démocratie n'est plus directe, elle ne peut être que représentative. Elle fait place à un organisme composé de délégués, de spécialistes, ayant pour but d'évaluer, de décider et, surtout, de contrôler, ce qui nous mène à la deuxième conséquence.
- 2) Cet organisme, reporté au niveau du social, devient alors plus qu'un mécanisme de régulation économique. Si ce mouvement interne de direction est le fruit de la nécessité organique de l'organisation efficace de la production, il dépasse le cadre de l'économique, il devient politique, puisque l'organisation de la production occupe, jusqu'à ce jour, la plus grande part de l'organisation du social.

Donc, si l'on en croit les analyses de Marx, tant dans sa critique du capitalisme que dans les solutions qu'il offre pour la construction du socialisme, l'organisation économique ne peut s'ordonner d'elle-même pour répondre aux besoins sociaux. Elle trouve nécessairement son dépassement dans le social sous la forme d'une organisation politique qui traduit, concrètement par sa structure et théoriquement par son discours et ses idées, les conditionnements d'un stade donné des luttes de classes et du développement des forces productives qui leur correspondent. Mais elle ne les traduit pas d'une façon mécanique. En effet, cette organisation politique a sa volonté propre en tant qu'organisme propre, comme l'individu a sa volonté propre, malgré les conditionnements du système.

De ce fait, le mouvement interne de direction économique n'est plus simple mouvement de la nécessité économique de production et de reproduction de la réalité économique. Il devient force d'intégration sociale, expression plus ou moins claire de la volonté de tous, mais aussi pouvoir social, forme de transformation et à la limite force révolutionnaire, lorsqu'il s'exprime dans un parti de classe; de la même façon que la bourgeoisie devint une réelle force sociale lorsqu'elle se constitue en classe politique.<sup>17</sup>

Le mécanisme spontané d'organisation de la production qu'est le marché capitaliste est donc insuffisant selon Marx. En fait, il cherche à lui substituer une direction économique centralisée qui semble mener à la formation d'un pouvoir politique centralisé, i.e. à une nouvelle forme d'Etat. Cette résultante de la centralisation économique est d'ailleurs confirmée dans sa théorie de la relation base superstructure.

La théorie de la relation base-superstructure chez Marx

Comme l'écrit Marx dans la Préface à la critique de l'économie politique,<sup>18</sup> la structure économique conditionne

<sup>17</sup>A. Vachet, "La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat," Revue canadienne de science politique, vol.2, no.2, juin 1974.

<sup>18</sup>Marx-Engels, Textes choisis, *op.cit.*, p.184.

la structure politique: "le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuelle en général."<sup>19</sup> De plus, la base économique et la structure politique ne peuvent être mutuellement contradictoires à long terme:

A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels ils s'étaient mus jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves.<sup>20</sup>

Il est donc impossible d'avoir une base économique autoritaire et une base politique décentralisée, car la structure interne de l'économie doit s'accorder avec la structure interne du politique, sans cela il ne peut y avoir concordance réelle entre la base et la superstructure, ce qui ouvre la voie à des révolutions sociales.

De plus, les mêmes forces productives peuvent engendrer des bases sociales différentes. En effet, selon Marx, la base économique équivaut à la somme totale des relations de production, (i.e. la production, l'échange, la distribution, la consommation) d'où, par définition, la division du travail, la propriété, les rapports sociaux,

---

<sup>19</sup>Ibid., p.184.

<sup>20</sup>Ibid., pp.184-5.

l'échange. Mais cela n'inclue pas les forces productives, i.e. les producteurs et les moyens de production, ce qui veut dire que le même niveau de forces productives peut servir de fondement humain et technologique pour des bases sociales différentes, car les principes d'application des forces productives peuvent être fort différents selon le résultat des luttes de classes. On distingue alors trois niveaux d'interaction:

Superstructure

Base

Forces productives

où les luttes de classes, qui stimulent et orientent le développement des forces productives, constituent le moteur de l'évolution sociale et influencent la base, qui elle-même influence la superstructure, cette dernière réagissant et influençant à son tour, dans une certaine mesure, la base et les forces productives et ainsi de suite:

Lorsqu'on considère de tels bouleversements (révolutions sociales) il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel--qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse--des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.<sup>11</sup>

---

<sup>11</sup>*Ibid.*, p.185.

Si l'on prend l'exemple de la grande industrie et du machinisme au temps de Marx, on voit qu'un bouleversement matériel survient lorsque les producteurs sont confrontés avec des moyens de production plus modernes. Par contre, les conditions économiques (la base), restent essentiellement les mêmes, dans le sens où la parcellarisation des tâches, issue de l'époque manufacturière, est conservée et même développée avec le machinisme, au détriment d'une nouvelle forme d'organisation de la production, mais au profit de la domination de la classe capitaliste. Quant aux formes idéologiques, elles changent elles aussi. Du point de vue politique par exemple, on passe d'un Etat coercitif et dictateur à un Etat bureaucratique, prônant la coopération sociale au moyen d'une idéologie sociale démocrate.

Si l'on considère la réaction à partir de la superstructure, on s'aperçoit que l'Etat tend à accepter le syndicalisme comme mode d'expression politique de la classe ouvrière. L'Etat conditionne aussi le développement de la division du travail dans l'organisation de la production, en perpétuant et sanctionnant la hiérarchie des tâches. Il conditionne également le développement des forces productives, lorsqu'il favorise l'élaboration de techniques perpétuant la division hégémonique du travail.

Le même schéma, appliqué à une évolution vers le socialisme, donnerait, à l'heure actuelle, ce genre de résultat: si l'on garde essentiellement le même genre de moyens de production, mais qu'on y élimine tout système favorisant la division hégémonique du travail. L'organisation de la production changerait, car on adopterait un mode de production autogestionnaire. Mais celui-ci ne solutionne pas le problème de la coordination sociale de la production entre unités et sphères de production. Un organisme centralisé de coordination économique s'avérerait alors nécessaire au niveau du social, avec sa forme correspondante dans la politique.

On parlerait alors de centralisme démocratique, forme politique ayant ses limites, car si les pouvoirs sont centralisés dans les mains de l'Etat, les prolétaires sont dispersés à la grandeur du pays, ce qui rend très difficile leur participation aux décisions centralisées. Il faut alors s'en remettre à un système de délégation de pouvoir assez complexe, à une spécialisation des compétences et s'attendre ainsi à un détachement progressif du centre de décision d'avec les masses. En fait, dans le meilleur des cas, les prolétaires jouiraient d'un système honnête de représentation. Ainsi, les éléments d'organisation autogestionnaire élaborée par Marx, constituent un pas encore insuffisant vers la possibilité du dépérissement de l'Etat dans le socialisme.

Tant du point de vue de l'analyse du capitalisme, que des réflexions sur la transition au socialisme, on aboutit, chez Marx, à la centralisation/concentration des moyens de production aux mains d'un organisme centralisateur à caractère étatique. Le besoin de coordination sociale, entre différentes sphères et unités de production, n'est donc pas seulement le fruit d'une division hégémonique du travail, mais relève également d'une division organique imposant, jusqu'à présent, la nécessité d'une autorité centralisée.

Donc, en plus d'une lutte contre l'hégémonie de classe, le socialisme doit trouver des solutions pratiques pour résoudre le problème de l'émergence organique de l'Etat. De plus, jusqu'à présent, l'évolution du social s'est effectuée, dans les pays industrialisés, en faveur du capitalisme devenu C.M.E.

En effet, l'antagonisme entre capital et travail exprimé par les agents correspondants, i.e. la bourgeoisie et le prolétariat, prend une forme nouvelle aujourd'hui. L'Etat, qui à l'époque de Marx est assez bien contrôlé par la bourgeoisie, prend actuellement une ampleur considérable, ampleur que même les monopoles ont du mal à enrayer. L'antagonisme capital-travail change donc de forme et le capital s'exprime à travers une alliance entre la bourgeoisie monopoliste et l'Etat, contre le prolétariat, mais dans une lutte qui dépasse

le cadre national pour s'étendre au niveau mondial, où la bourgeoisie et l'Etat de chaque pays est en lutte avec son prolétariat national (et avec la paysannerie dans les pays moins industrialisés) et où, en fin de compte, la bourgeoisie et l'Etat des pays du centre industrialisé sont en lutte avec le prolétariat international créé par la mondialisation du M.P.C.

Au centre, la lutte de classes tend à se réduire à une dimension économique. Les luttes syndicales, opérant à l'intérieur du système politique de la sociale-démocratie permettent à une aristocratie ouvrière relativement privilégiée et qualifiée, l'obtention d'avantages économiques réels. Mais cette amélioration des conditions économiques du prolétariat du centre (car même les prolétaires non qualifiés tirent quelques avantages de cette situation), est le fruit du report des contradictions les plus violentes du système capitaliste vers la périphérie, où le prolétariat et la paysannerie y sont exploités au profit du centre, par l'intermédiaire des bourgeoisies locales, courroies de transmission de la bourgeoisie monopoliste des pays développés. Cette situation caractérise en fait l'époque impérialiste analysée par Lénine et qu'Amin reprend et modernise aujourd'hui.

## CHAPITRE V

### LE CAPITALISME CONTEMPORAIN VU PAR AMIN

Marx décrit et analyse la naissance de la tendance monopolistique du capitalisme. Mais c'est vraiment Lénine qui l'élabore en une théorie de l'impérialisme. Sur cette base, Amin constitue la théorie du développement inégal. Ce dernier met en relief: la nouvelle forme que prennent les luttes de classes, le nouveau rôle hégémonique de l'Etat, (surtout pour les Etats des pays industriels, et surtout au niveau international), et la division du travail que cette situation engendre.

Cette analyse d'Amin insiste sur les aspects hégémoniques de l'Etat et de la division du travail. Nous essaierons de démontrer comment son approche, axée sur le développement inégal au niveau mondial, favorise cette emphase et délaisse les aspects organiques du rôle de l'Etat même dans le capitalisme et, comme nous le verrons dans les chapitres suivants, dans le socialisme.

#### L'impérialisme aujourd'hui et l'aspect hégémonique de l'Etat

La conception de l'impérialisme chez Amin se rapproche de celle de Lénine. En fait, Amin la prend pour base et l'élabore pour formuler la théorie du C.M.E. Rappelons d'abord les aspects économiques de l'impérialisme tels que décrits par Lénine:

- 1) La concentration de la production et du capital créant les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique.
- 2) La fusion du capital bancaire avec le capital industriel et la création, sur cette base du capital financier, d'une oligarchie financière.
- 3) L'exportation du capital, devenue particulièrement importante, à la différence de l'exportation des marchandises.
- 4) La formation de monopoles capitalistes internationaux qui se partagent le monde.
- 5) Le partage territorial de la planète est achevé par les plus grandes puissances capitalistes.<sup>1</sup>

Ces modifications économiques ont leur contrepartie dans le social. On assiste alors à la transformation des luttes de classes, qui ne se déroulent plus, comme au stade pré-monopoliste, entre une bourgeoisie, qui tient l'Etat bien en mains, et un prolétariat, subissant ouvertement l'oppression et la coercition, car il n'a pas accès à l'arène politique. A cette époque, la direction étatique tourne autour d'une monarchie bourgeoise autoritaire, mais à l'écoute des intérêts bourgeois et, au mieux, d'une démocratie parlementaire. La classe ouvrière est tenue à l'écart de la vie politique. Même les relations internationales passent entièrement par l'Etat, et prennent la forme d'une concurrence entre Etats, utilisant la gestion de la monnaie et les droits de douane

---

<sup>1</sup>V.I. Lénine, L'Impérialisme, dernière étape du capitalisme, Librairie de l'humanité, 1923, Paris, pp.94-95.

comme instruments de la politique extérieure, et d'une politique coloniale, (le plus souvent l'intervention armée), dans les pays "arriérés."

Le stade du C.M.E. au contraire met en présence des forces différentes. Au centre, l'essor des pays industrialisés et la concurrence entre capitalistes et entre le capital et le travail provoquent: 1) l'avènement des monopoles, 2) la formation d'un prolétariat industriel (fort de l'expérience historique des luttes de classes et de l'élaboration du syndicalisme), 3) l'émergence d'un Etat bureaucratique et technocratique ayant tendance à s'accroître, 4) la croissance d'une petite bourgeoisie oscillant entre les bureaucraties gouvernementales, monopolistes et syndicales, 5) la dislocation d'une entité paysanne n'occupant généralement plus une place d'importance dans les luttes de classes.

Dans le C.M.E. la lutte de classes ne se polarise plus uniquement autour de deux blocs. En effet, le bloc hégémonique de la bourgeoisie monopoliste, utilisant l'Etat bureaucratique, s'oppose au bloc des prolétaires (pour la plupart syndicalisés) utilisant eux aussi les appareils bureaucratiques de parti, d'organisation syndicale, etc. Sur cette base, l'Etat bureaucratique peut se renforcer et s'autonomiser en fusionnant des éléments du bloc hégémonique et du bloc

des prolétaires à l'intérieur de l'appareil bureaucratique. Dans cette optique, l'appareil bureaucratique d'Etat servirait d'élément unificateur pour l'émergence d'une nouvelle force sociale.

Pour ce qui est des monopoles, on a vu qu'au centre ils se forment sous la pression d'une double concurrence. Mais le remplacement du travailleur par la machine a pour conséquence la réduction du taux de profit, car où il y a moins de travailleurs à exploiter, il y a moins de profit à faire. C'est ainsi que s'opère l'ouverture de la grande industrie sur le monde. Si elle ne peut exploiter suffisamment les ouvriers du centre, qui s'opposent plus systématiquement à l'exploitation par leurs revendications syndicales, elle reporte son exploitation la plus criante à la périphérie, où la conscience de classe est moins développée. Elle retire ainsi des surprofits amplement suffisants, pour se gagner les services d'une bourgeoisie locale à la périphérie, accéder à certaines revendications ouvrières au centre, et empocher de fabuleux profits.

Cette ouverture mondiale des monopoles leur donne, par le fait même, une dimension mondiale, que seul l'Etat national du centre détenait auparavant. Elle introduit une certaine concurrence Etat/monopoles. Mais, selon Amin, leur coopération est indispensable et a même des chances de tourner à l'avantage de l'Etat, dont le rôle s'accroît énormément à ce stade.

Les commentaires et les remarques d'Amin, pour dispersés qu'ils (elles) soient, nous donnent une image assez nette de sa conception du C.M.E. en général et de l'Etat en particulier. Mais sa vision de l'Etat est presque uniquement celle d'un Etat hégémonique. C'est du moins la plus évidente lorsqu'on a rassemblé tous les éléments qu'il nous donne sur l'Etat en général et sur celui du C.M.E. en particulier. Seul son livre Classe et nation change explicitement de ton sur le rôle de l'Etat, dans la mesure où Amin reconnaît le besoin d'un contrôle étatique pour la gestion des ressources de la nation périphérique libérée (i.e. après la révolution socialiste). Ailleurs, il met en relief l'aspect hégémonique de chaque nouvelle intervention étatique, favorisant l'accroissement et l'expansion de son appareil bureaucratique, et laisse dans l'ombre les aspects organiques, issus de l'organisation même de la production, aspects qui échoient aussi à l'Etat, même dans le capitalisme et aussi dans le socialisme. C'est donc avec ces réserves que nous abordons la conception de l'Etat et du C.M.E. chez Amin, en passant par l'examen de la stratégie des monopoles, indissociable de celle de l'Etat.

Nous commencerons par le domaine international où, de fait, le rôle hégémonique de l'Etat et des monopoles est plus évident, lorsque placé dans le cadre d'analyse choisi par Amin: celui du développement inégal.

Sur le plan international, les monopoles ont une stratégie fondamentale, qui cherche à tirer avantage d'une main-d'oeuvre et de ressources naturelles à bon marché dans le tiers-monde. De plus, les impératifs de la domination de classe les poussent à l'élaboration d'une division hégémonique du travail qui se traduit, sur le plan international, par une délocalisation des segments des processus productifs pouvant ainsi être contrôlés par la maison mère établie dans les pays industriels.

Les monopoles ne visent nullement à la création d'économies industrielles nationales intégrées dans le tiers-monde. Au contraire, c'est l'exportation de segments non articulés qui les intéresse, car ils cherchent à conserver le contrôle de l'ensemble de la vie économique à l'échelle mondiale. Dans ce cadre, les monopoles peuvent bien faire des concessions mineures aux pays hôtes, et même renoncer à la propriété formelle du capital; la concurrence entre pays dépendants (sous-développés), l'absence d'intégration des segments transférés, la dépendance technologique face aux pays industrialisés, l'obligation d'exporter les produits fabriqués à la périphérie sur les marchés métropolitains contrôlés par les monopoles, réduisent la signification réelle de la propriété formelle du capital dans le contexte de l'intégration d'un ou des pays sous-développés au marché mondial.

De plus, les monopoles tirent bénéfice, selon Amin,<sup>2</sup> d'un financement pour l'établissement de leurs succursales, par les moyens propres des pays du tiers-monde et donc d'une fonction intégrée dans la structure des prix. Ils profitent également de transferts financiers invisibles au titre de vente de technique (brevets, marques commerciales), d'intérêt au prêt pour soutenir l'expansion des unités, et d'une déformation des structures de prix, qui enlève aux segments leur rentabilité.

Cette stratégie mondiale des monopoles a pour nom redéploiement. Elle cherche à réduire au minimum le rôle de l'Etat périphérique, alors consigné dans des fonctions de police de la force de travail et d'administration. C'est, en fait, une nouvelle forme de colonialisme, où l'économique remplace l'armée. Sur un plan plus global, les monopoles cherchent à diviser la périphérie, en accentuant l'écart entre pays à croissance rapide et pays stagnants, et en mettant en concurrence les pays à croissance forte.

L'Etat du centre n'est pas absent de ces développements monopolistes, au contraire, il les favorise de diverses manières et s'il tend, pour le moment, à rester au service des monopoles, son rôle prend de l'importance. C'est en

---

<sup>2</sup>Samir Amin, Classe et nation, éd. Minuit, Paris, 1979, pp.139-40.

effet l'Etat qui facilite l'expansion du capitalisme par le biais, entre autres, de sa politique monétaire, qu'il utilise comme instrument principal pour favoriser la croissance des monopoles, sans compter les dépenses publiques (civiles ou militaires), qui constituent autant de contrats nationaux passés aux firmes multinationales.

Aujourd'hui, comme au stade prémonopoliste, la politique monétaire de l'Etat conserve sa dimension internationale, quoique située à l'intérieur de mécanismes plus complexes. L'Etat dispose, dans certaines circonstances, de l'instrument de contrôle des changes et des mouvements de capitaux et dans tous les cas de l'instrument des interventions publiques sur les marchés des changes.

L'abandon de l'étalon or au profit du système de Breton-Woods, les arrangements monétaires actuels (accords smithsonien, "serpent européen," etc.) impliquent tous une interférence active entre la politique nationale monétaire et la concurrence internationale sans parler des politiques néolibérales et néoprotectionnistes.<sup>3</sup>

L'entreprise privée ne peut plus se passer de l'Etat, tant sur le plan national qu'international, car, le système capitaliste s'étant mondialisé, le national ne peut être considéré sans le contexte international. L'entreprise monopoliste "privée" peut bien planifier ses investissements: "à condition que le système monétaire s'y prête."<sup>4</sup>

---

<sup>3</sup>*Ibid.*, pp.36-37.

<sup>4</sup>Samir Amin, Le développement inégal, éd. Minuit, Paris, 1973, p.86.

C'est ici que l'Etat favorise, par sa politique monétaire, les intérêts généraux de la bourgeoisie en tant que classe. Du reste, l'Etat est toujours intervenu, même au siècle dernier, pour régler l'offre de la monnaie, de sorte que le système monétaire fut toujours relativement centralisé.<sup>5</sup>

L'Etat et les institutions monétaires sont donc au service des monopoles en tant que l'expression des intérêts collectifs de la classe (bourgeoise), le moyen de réguler la confrontation des intérêts parcellaires.<sup>6</sup>

Dans le C.M.E., le rôle des monopoles est de planifier leurs investissements, quels qu'ils soient, (i.e dans le procès de production, la recherche et le développement, l'agrandissement de la firme, le marketing, etc.). Le rôle de l'Etat est d'opérer la régulation du cycle de production (prospérité/dépression) et de celui de la concurrence internationale. La politique monétaire reste alors le meilleur instrument de la politique de l'Etat dans le C.M.E. et principalement l'articulation du taux d'intérêt.

Pour la régulation du cycle de production, l'Etat s'efforce d'opérer une "accusation ordonnée de son amplitude" pour "maximiser le rythme de l'accumulation dans les périodes de prospérité," par un abaissement du taux d'intérêt et

---

<sup>5</sup>Samir Amin, La loi de la valeur et le matérialisme historique, éd. Minuit, Paris, 1977, p.39.

<sup>6</sup>*Ibid.*, p.39.

"d'ordonner celle-ci par des liquidations, restructuration concentration dans les temps de crise" par un relèvement du taux d'intérêt.<sup>7</sup>

Sur le plan de la concurrence internationale, i.e. entre capitalisme nationaux, c'est encore la politique monétaire et plus spécialement:

...le relèvement du taux de l'intérêt en période de crise, (qui) contribue à rétablir l'équilibre extérieur menacé pendant la période de reconversion, par l'appel de capitaux flottants en provenance de l'étranger.<sup>8</sup>

Avec la croissance et la consolidation des monopoles, le lieu de la concurrence se déplace. Elle se fait alors entre monopoles, entre Etats et monopoles ou bien entre Etats. La concurrence entre monopoles engendre une augmentation des prix de ventes, "...destinés à créer la spécificité des besoins."<sup>9</sup> Ces dépenses supplémentaires obligent les compagnies à partager les surprofits avec le secteur tertiaire, lieu de compagnies de promotion publicitaire, etc., ce qui réduit du même coup les profits des monopoles et leur capacité d'investissement. Cette concurrence monopoliste engendre également des coûts sociaux, pris en charge par l'Etat, sous la forme d'investissements d'infrastructure

---

<sup>7</sup>Ibid., p.39.

<sup>8</sup>Ibid., p.40.

<sup>9</sup>Samir Amin, L'impérialisme et le développement inégal, éd.) Minuit, Paris, 1973, p.30.

(ex. les routes nécessaires pour rentabiliser la production d'automobiles), dépenses qui, sous forme de taxes, réduisent les profits des monopoles.

Une autre conséquence de cette concurrence est la concentration géographique reliée au développement inégal du système mondial, où le capitalisme périphérique (pays en voie de développement) ne se développe qu'en fonction des besoins du centre. Cette spécialisation internationale empêche le développement uniforme du marché périphérique qui, à son tour, ne permet pas l'exploitation de tout le potentiel de main-d'oeuvre dégagé par la prolétarisation.

L'Etat périphérique intervient alors pour élargir un marché extérieur qui ne peut s'étendre de lui-même, contrairement au marché du centre qui lui s'est étendu très rapidement.<sup>10</sup> La concurrence monopolistique favorise donc, en dernière instance, l'Etat, tant au centre qu'à la périphérie. En effet, les monopoles, malgré leurs énormes ressources, s'appuient de plus en plus sur l'Etat bureaucratique moderne, tant au niveau de la politique monétaire qu'à celui de la concurrence. Ceci a pour effet final de les affaiblir face aux potentiels économiques et politiques de l'Etat. Le politique tend à reprendre l'avantage sur l'économique. La centralisation constante des moyens de production s'opère alors au bénéfice de l'Etat

---

<sup>10</sup> *Ibid.*, p.31.

tendance que perçoit Amin, dans l'éventualité d'une alternative capitaliste face aux contradictions fondamentales du système capitaliste.

Au niveau international donc, l'aspect hégémonique de l'Etat, (surtout au centre pour ce qui nous intéresse), est plus évident. Cet aspect n'est en fait que le pendant de l'attitude impérialiste des pays du centre, qui renvoient les contradictions les plus criantes sur le plan international. Cette vision n'a d'ailleurs rien d'étonnant chez Amin, puisque l'essence de sa critique du capitalisme est fondée sur le développement inégal à l'échelle mondiale. C'est justement parce qu'il nous décrit les contradictions du système capitaliste comme plus intenses à ce niveau, que l'Etat du centre, dans son action internationale, ne peut qu'être plus oppressif, relativement à son activité nationale, même à travers les mécanismes complexes du système international actuel et peut-être justement grâce à eux.

Il existe donc, pour Amin, une différence de degré entre les aspects hégémoniques de l'Etat du centre sur le plan international, et son rôle à l'échelle nationale. L'activité hégémonique est plus intense dans le premier cas. C'est d'ailleurs pour cette raison que la révolution socialiste a, selon lui, plus de chance de réussir à la périphérie.

Au centre, le niveau de vie beaucoup plus élevé rend tolérable, pour la majorité, les injustices sociales internes. Dans ce cadre restreint, privilégié, le degré d'inégalité est lui aussi restreint. De ce fait, la sociale-démocratie traduit comme structure politique, une certaine amélioration du système politique par rapport à ses formes antérieures. Elle traduit une certaine démocratisation des rapports sociaux, un peu comme la gens romaine formait un îlot démocratique au milieu d'une mer d'esclaves. Elle représente, plus que tout autre système politique, la structure complexe du système industriel moderne et l'ambiguïté des rapports de production, où se chevauchent la division hégémonique et organique du travail.

#### Le double rôle de l'Etat moderne

Si Amin met en relief le rôle dominant de l'hégémonique dans l'action de l'Etat du centre à l'échelle internationale, il manque de nuances dans ses commentaires sur son rôle national qui là aussi apparaît, somme toute, uniquement sous des revers hégémoniques.

En effet, l'Etat moderne du centre remplit toujours plus les fonctions d'un organisme de coopération sociale, où gouvernants et gouvernés ont des intérêts communs, i.e. un minimum d'ordre économique et social permettant le développement relativement équilibré d'un système, où l'on évite

les transitions économiques trop violentes, qui paralyseraient les secteurs industriels, provoquant le chômage et l'inflation, avec leurs conséquences politiques pouvant mener à une crise sociale.

L'Etat a donc une vue relativement plus globale de la société, par rapport à celle d'un capitaliste individuel, ou même d'un groupe de capitalistes; il tend à devenir le gestionnaire du social. En effet, les intérêts des capitalistes sont essentiellement basés sur le court terme. Ils utilisent l'analyse micro-économique de la firme où l'on suppose que:

- 1) la firme industrielle est séparée de son environnement;
- 2) le système se compose de la somme des parties. De plus, la recherche du profit entraîne une planification qui ne dépasse pas les dix ans au maximum. Seul l'Etat planifie à plus long terme dans sa stratégie militaire (une quinzaine d'années), bien qu'il utilise lui aussi les méthodes d'analyse micro-économique. Mais, il a tout de même la responsabilité de faire évoluer le système en place, et se voit forcé d'adopter un point de vue et des méthodes favorisant l'ensemble des capitalistes.

Dans cette optique, l'Etat du C.M.E. se pose comme la conscience à plus long terme de la société, à l'intérieur des limites du M.P.C. et peut-être, éventuellement, comme le seul organisme susceptible de le faire survivre. En effet, si l'Etat agit au niveau global de la politique monétaire,

son intervention dans l'économie s'accroît, ainsi que son influence sur le marché. Il aide l'expansion nationale et internationale de ce dernier au moyen de dépenses publiques, de négociations politiques débouchant sur des accords commerciaux (qu'on pense aux négociations sur la rente minière "apparue récemment au niveau du système mondial, lorsque les Etats de la périphérie ont commencé à prétendre imposer une redevance réelle pour l'accès aux ressources du tiers-monde.")<sup>11</sup> ou encore en protégeant le marché national et l'industrie qui s'y rattache par des politiques douanières, relevant du protectionisme, arme politique largement utilisée au XIXième siècle et encore aujourd'hui.

Dans le C.M.E., le rôle économique de l'Etat se manifeste, outre la manipulation du taux d'intérêt, par un accroissement considérable des dépenses publiques. Aux Etats-Unis par exemple, les coûts des services publics et des interventions publiques sont passés de 36% du P.N.B. durant la période 1880-1920, à 66% de 1920 à 1965.<sup>12</sup> Ce phénomène traduit une tendance profonde du système capitaliste contemporain, tendance selon laquelle: "Le système ne peut fonctionner que si la *plus-value* est entièrement dépensée, soit investies, soit 'gaspillée',"<sup>13</sup> sans quoi le taux de profit baisse.

<sup>11</sup>Samir Amin, La loi de la valeur..., *op.cit.*, p.66.

<sup>12</sup>Samir Amin, L'accumulation à l'échelle mondiale, 10/18, t.1, 1970, p.323.

<sup>13</sup>*Ibid.*, p.324.

Il faut donc trouver des débouchés à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

L'Etat vient à la rescousse dans les deux cas et les dépenses publiques, sous forme de soumission de contrats, de dépenses militaires ou autres, constituent un important stimulant à l'investissement. De plus, les dépenses publiques créent un marché sur lequel l'Etat a une certaine influence, dans la mesure où il peut circonscrire les secteurs où il a investi, influençant par le fait même une quantité plus ou moins grande de firmes. Corollairement, l'Etat tend à devenir une source de financement très importante, source qui peut s'avérer l'unique alternative de financement face à une centralisation accrue de l'organisation de la production car:

...même les firmes contemporaines les plus puissantes se révéleront incapables de faire face aux exigences massives de ces changements de base (réorganisation des industries motrices).<sup>14</sup>

Il serait toutefois hasardeux de considérer cette situation comme un phénomène exclusif, propre au C.M.E. Une organisation socialiste de la production devra également faire face à des investissements considérables au niveau de l'infrastructure du système productif. Cette situation impliquera aussi une centralisation des décisions et des ressources financières.

---

<sup>14</sup>Samir Amin, L'impérialisme et le ..., *op.cit.*, p.40.

L'Etat du C.M.E. joue également un rôle très important dans le domaine de l'éducation, qui est généralement sous contrôle public. Dans ce sens, il aide à la promotion d'une éducation où la science et la technologie sont considérées comme neutres par rapport au développement social.

Cette transformation de la compétence de gestion de l'Etat modifie la nature de l'échelle hiérarchique de la société. On accorde plus d'importance au technocrate, au spécialiste, qu'il travaille pour le gouvernement, pour l'entreprise privée, pour les syndicats. Ces deux types d'hommes viennent s'adjoindre à l'élite traditionnelle, qui monopolisait les fonctions de direction à travers les professions libérales. Amin parle ici de crise des humanités (i.e. crise de la philosophie bourgeoise du XIX<sup>ème</sup> siècle, confrontée à la pensée scientifique du XXI<sup>ème</sup>), que nous interprétons, non comme un rejet total des humanités par la classe dominante, mais comme leur intégration à la philosophie de la science et de la technique, dans un cadre idéologique transformé. On fait alors appel à un savoir scientifique, intégré dans un discours idéologique d'une part, et concrétisé sous la forme d'une hiérarchie technico-bureaucratique de l'autre.

En sanctionnant cette forme d'éducation, l'Etat moderne perpétue et crée, selon les besoins de l'ère technologique, la division hégémonique du travail à tous les niveaux du social. Cette tendance à la spécialisation et au discours à saveur scientifique est utilisée tant par l'Etat que par les monopoles. Pourtant l'Etat en plus de sanctionner cette tendance, en est probablement le principal bénéficiaire, car le système d'éducation qu'il aide à mettre en place favorise, jusqu'à un certain point, toutes les couches de la population, par le degré avancé de généralisation de l'éducation dans les démocraties modernes. Un assez grand nombre d'individus, en dehors de la bourgeoisie, ont maintenant accès au niveau universitaire.

Cette situation élargit le potentiel de ressources humaines qualifiées, disponibles pour l'Etat. Elle permet un recrutement de l'élite politico-économique en dehors du cercle traditionnel des grandes familles bourgeoises. Le choix du candidat se fait alors sur une base socio-politique, favorisant l'autonomie relative de l'Etat, sur le plan du recrutement du personnel, pour son appareil bureaucratique. En effet, sur le plan bureaucratique, l'Etat progresse indéniablement dans le C.M.E. et, comme l'écrit Amin: "plus la société progresse plus ses mécanismes se compliquent,"<sup>15</sup> A

---

<sup>15</sup>Samir Amin, L'accumulation à l'échelle..., *op.cit.*, t.2, p.50.

l'accroissement organique de la division du travail, sur le plan national, se greffe la division hégémonique du travail, division qui n'est d'ailleurs que la contrepartie de la division hégémonique à l'échelle internationale.

Cette division hégémonique se traduit par la division fondamentale entre travail qualifié et non qualifié. En effet, si au plan mondial on maintient une division entre pays possédant les techniques modernes et les autres, on retrouve le même principe de division à l'intérieur des pays du centre, où l'on forme une minorité de techniciens hautement qualifiés laissant la grande majorité des travailleurs déqualifiés, de manière à perpétuer les fonctions de travail parcellaire non qualifié. Ce phénomène est particulièrement frappant aux Etats-Unis écrit Amin, en mentionnant l'ouvrage d'Harry Braverman, Labour and Monopoly Capital:

La division entre travail qualifié et non-qualifié va s'accroissant aux E.U....: Au début du XXIème siècle, le pourcentage de travailleurs non-qualifiés ne dépassait guère le tiers de la population active, en 1970, ce pourcentage atteint 70%, il touche désormais non seulement la grande majorité des travailleurs du secteur secondaire, mais une majorité croissante de ceux du tertiaire. Parallèlement à cette déqualification pour la majorité des producteurs, les qualifications de la minorité sont de plus en plus spécialisées.<sup>16</sup>

<sup>16</sup> Samir Amin, L'impérialisme et le..., *op.cit.*, p.176.

Malgré les tendances hégémoniques, le développement technique et scientifique a pris une ampleur considérable. Il a ouvert d'innombrables champs de recherche entièrement nouveaux, qui ont permis de nouvelles découvertes et leur application dans l'industrie. Ces développements occasionnent aussi un accroissement de la division organique du travail, ce qu'Amin reconnaît peu. Il met plutôt l'accent sur le fait que ces développements tendent à être séparés de la production, à être associés avec les secteurs de recherches en science fondamentales, où les nouvelles techniques s'élaborent en vase clos et sont par la suite imposées par les voies administratives de l'Etat ou des monopoles.

Ce phénomène constitue une appropriation, par les monopoles ou par l'Etat, du savoir scientifique, savoir qui devient un nouvel élément du pouvoir social. Ainsi, l'hégémonie ne passe plus nécessairement par l'appropriation des moyens de production, (dans le sens classique du terme, i.e. machines), car d'une part il est aujourd'hui impossible à un seul individu de s'en approprier suffisamment pour être compétitif et de l'autre leur importance comme base du pouvoir social décroît au profit d'un savoir scientifique, issu de la recherche et donc de la constitution de laboratoires extrêmement coûteux. De plus, aujourd'hui, le contrôle des noeuds stratégiques de la production est suffisant: "pour

accaparer à son profit la masse principale de la *plus-value* générée par l'ensemble du processus.<sup>17</sup> On ne s'étonne plus alors que la propriété privée des moyens de production soit passée de mode.

Donc, si le développement de la science et de la technique favorise le développement de la division organique du travail, la division hégémonique du travail s'occupe à restreindre l'accès au savoir à une minorité, elle-même aliénée par ce savoir. Ce phénomène accroît et accentue les effets de la division organique du travail. En effet, la classe dominante s'applique aujourd'hui à utiliser la science et la technique comme outils idéologiques où:

...la formation n'a plus seulement pour but de produire des scientifiques et des techniciens; son objectif principal est de former des hommes qui croient que la science et la technique constituent des forces autonomes extérieures à la société.<sup>18</sup>

En formant ces techniciens et ces spécialistes scientifiques, on se trouve à créer une division organique du travail. Le fait que celle-ci soit récupérée et développée au moyen de structures sociales et d'un système idéologique favorisant l'hégémonie d'une classe, ne réduit aucunement l'aspect organique de cette division dans le domaine scientifique. Cette division engendre elle aussi des structures

---

<sup>17</sup>*Ibid.*, p.187.

<sup>18</sup>*Ibid.*, p.178.

bureaucratiques, qui viennent grossir les rangs des appareils bureaucratiques existants, surtout ceux des organismes publics et parapublics, lieux privilégiés de la recherche et du développement scientifique.

Dans cette perspective, si l'Etat gère encore le social pour les intérêts de la bourgeoisie, il développe aussi ses intérêts et répond à des besoins organiques de gestion du social, besoins qu'il récupère et reprend à son compte, au moyen de l'appareil bureaucratique. Cette récupération relève certainement d'une volonté d'hégémonie, qui donne à l'Etat du C.M.E. la possibilité d'absorber et de contrôler tout le social comme le prétend Amin:

La tendance du système c'est l'étatisation, moyen de surmonter les contradictions croissantes qui naissent du développement des forces productives. Le capital, après avoir exproprié les producteurs, exproprie à leur tour les capitalistes pour leur substituer le capital abstrait: l'Etat.<sup>19</sup>

La concurrence prendrait alors la forme d'une concurrence entre Etats, où les moyens politiques et militaires s'ajouteraient aux moyens économiques, comme au temps du colonialisme. Le politique subordonnerait l'économique, pour justifier une nouvelle forme de division du travail fondée sur le racisme.

Si l'on suit cette logique, l'Etat national du C.M.E. ne subordonne plus uniquement tout le social (national) à ses

---

<sup>19</sup>*Ibid.*, p.40.

intérêts d'organisme bureaucratique hégémonique relativement autonome face à la société, mais en plus il subordonne ses intérêts nationaux à ses intérêts mondiaux. L'image de cet Etat se transforme alors en celle d'un acteur international, poursuivant une politique hégémonique à laquelle tous les autres aspects du social (national) restent soumis. Pour pertinente que soit cette prévision dans le cadre de l'analyse critique du développement inégal sur le plan mondial, nous considérons qu'Amin délaisse le caractère national de l'Etat et les structures organiques de gestion et de coordination du social, qui lui permettront de s'établir, même dans une organisation socialiste de la production.

#### L'Etat et les luttes de classes

La lutte de classes est un autre lieu où la nature hégémonique de l'Etat prédomine et qu'Amin met en relief. Le C.M.E. circonscrit les luttes de classes, au centre, à l'intérieur des paramètres de la sociale démocratie, sous la forme d'une double alliance: 1) bourgeoisie/prolétariat syndicalisé, ce dernier étant, par le fait même, relativement privilégié par rapport aux autres travailleurs, i.e. immigrés jeunes, femmes; 2) tentative d'intégration des couches supérieures de la petite bourgeoisie ayant accédé aux postes de cadres et de techniciens. Le cadre de la sociale démocratie, et son renforcement au centre s'appuie sur une double

stratégie, interne et externe. A l'intérieur, l'Etat et les monopoles cherchent à provoquer l'éclatement de la classe ouvrière de la petite bourgeoisie en privilégiant les couches supérieures de chacune de ces classes au détriment du reste des travailleurs (du centre et surtout de la périphérie). A l'extérieur, on reporte et approfondit l'exploitation la plus dure.

Sur le plan international, c'est par le biais de la division internationale du travail que l'on soumet le prolétariat du centre et de la périphérie, ainsi que les petites bourgeoisies et les bourgeoisies d'Etat périphérique. Les monopoles, par leur stratégie de redéploiement, cherchent, comme on l'a vu, à affaiblir le pouvoir de l'Etat périphérique, qui se trouve en position de dépendance sur tous les plans (industrie, marché, technologie...), face au centre. Mais ce redéploiement aggraverait également le chômage au centre en relocalisant certaines industries à la périphérie, où la main-d'oeuvre est meilleur marché. Le prolétariat du centre, économiquement fort, mais ayant renoncé, selon Amin, à son projet de société propre, s'oppose à cette stratégie à travers les luttes syndicales.<sup>20</sup>

---

<sup>20</sup>Samir Amin, Classe et nation, *op.cit.*, p.148.

La périphérie s'oppose également à cette stratégie, et ceci à divers niveaux: à celui de l'Etat par exemple, où les Etats périphériques, principalement le groupe moteur des non alignés, proposent une révision de cette stratégie de redéploiement, pour faire de la division internationale du travail un moyen de mise en place d'une économie nationale autocentrée, industrielle, et permettre ainsi le renforcement de l'Etat national et ses pouvoirs d'intervention active dans l'articulation du complexe industriel national.

Ces revendications sont mises de l'avant par les pays les plus développés de la périphérie, ceux de l'est en particulier, ayant pour la plupart évolués à travers une révolution à tendance socialiste. La bourgeoisie au pouvoir constitue alors une classe nouvelle, issue de la révolution et dévoyée par la suite:

L'époque révolutionnaire est marquée par la convergence d'un bloc de masses populaires, anticapitalistes, comprenant la classe ouvrière, les paysans exploités et diverses couches moyennes. C'est au sein de ce bloc que se constitue, pour se séparer des masses, la nouvelle classe. Mais la convergence a rendu possible une construction économique nationale. Elle a notamment permis, par la révolution paysanne, le développement de la base agricole et alimentaire de l'industrialisation. C'est cette convergence qui manque dans les pays du Sud.<sup>21</sup>

Si cette opposition nuit aux prétentions hégémoniques du centre, elle reste, somme toute, une opposition bourgeoise, qui cherche à reprendre, à son compte le développement capitaliste, mais avec une participation considérablement

<sup>21</sup> *Ibid.*, pp.150-1.

accrue de l'Etat. On remarque également, que l'Etat s'est renforcé à partir de la construction d'une économie nationale autocentrée. Amin privilégie cette forme d'industrialisation pour le développement des pays périphériques, car elle constitue selon lui le meilleur moyen de sortir de l'impérialisme. Nous examinerons plus loin les dangers et l'ambiguïté de cette solution.

Un autre type d'opposition est celle des pays moins développés, ceux du sud en général (Afrique, Asie). Leur développement s'est fait à partir de la formation d'une bourgeoisie façonnée à l'étape antérieure de l'impérialisme. Ces pays subissent une crise agro-alimentaire et sont donc incapables de soutenir un développement industriel progressif. La bourgeoisie ne peut, dans ces conditions, construire une économie nationale, mais peut seulement "s'alimenter de la croissance induite par son insertion au système impérialiste."<sup>22</sup>

La faiblesse de cette bourgeoisie, tant sur le plan international, par la dépendance dans laquelle elle est plongée, que sur le plan national, par l'ordre social instable que provoquent: le chômage massif, la pauvreté, la faim; prédispose ce type de pays à la révolution socialiste, selon Amin, sous la forme d'une alliance prolétariat-bourgeoisie-paysannerie, contre l'ingérence étrangère.

---

<sup>22</sup>Ibid., p.151.

Le C.M.E. aiguise donc la contradiction entre le caractère social de la production et la forme privée qu'elle revêt à travers les monopoles. Il approfondit les antagonismes de classes en les développant au niveau mondial, où le prolétariat de la périphérie est surexploité, pour donner au prolétariat du centre une situation privilégiée. Dans ce contexte, l'intervention étatique est indispensable sur tous les plans du social, i.e. comme source de financement et d'investissement d'infrastructure; régulatrice du système monétaire par la manipulation du taux d'intérêt; fournisseuse de contrats publics; responsable de l'éducation; machine bureaucratique; etc.

#### Les éléments de l'étatisme selon Amin

L'accroissement du rôle et de l'importance de l'Etat est donc évident dans le capitalisme contemporain, tant pour Marx que pour Amin. Ils dénoncent tous deux son aspect hégémonique et ses implications sur l'organisation du social et des luttes de classes. Ils restent pourtant peu loquaces sur l'expansion de la division organique du travail qui accompagne cette attitude hégémonique de la bourgeoisie et de l'Etat, et sur les conséquences de cette division sur la gestion du social.

La complexité du social va s'accroissant sur tous les plans: science, industrie, recherche, etc. Le besoin de coordination sociale entre toutes les sphères du social, entre

toutes les unités de production, sans même parler du contexte international, suggère à Marx un système de centralisation économique amenant une nouvelle forme de contrôle étatique.

En regard de ces résultats chez Marx, nous examinerons donc les perspectives que nous offre la révolution socialiste chez Amin. Nous tenterons d'évaluer si la pensée d'Amin recèle des éléments de solution au sujet du problème du dépérissement de l'Etat dans le socialisme. Au départ, Amin nous indique les forces oeuvrant pour l'étatisme, forces qui se retrouvent dans une transition au socialisme: 1) la perpétuation des rapports marchands; 2) la perpétuation de l'infrastructure de l'organisation technique et de la division du travail au cours de la transition; 3) les difficultés spécifiques de la transition centrale en rapport avec la liquidation de l'impérialisme.<sup>23</sup> Examinons plus en détail ces éléments, surtout les deux premiers.

Les rapports marchands: La production pour le profit, (cycle A-M-A'), favorise un rapport quantitatif entre hommes. Elle opère une réification de tous les aspects du réel par l'uniformisation des produits et de l'homme sous la forme de marchandise. La production pour le profit mène donc à l'élaboration d'un système d'exploitation de l'homme par l'homme. Elle désarticule l'organisation et le développement du social, développement qui devient alors inégal à tous les niveaux:

<sup>23</sup>Samir Amin, Classe et nation, *op.cit.*, p.203.

zones pauvres-zones riches, tant sur le plan national qu'international. Au niveau individuel, l'homme tend à l'unidimensionnalité: le travailleur intellectuel d'un côté, le travailleur manuel de l'autre; l'un qualifié, l'autre non; chacun dans sa sphère, sans contact enrichissant.

La production pour le profit tend à homogénéiser le monde au niveau du monde de la marchandise. Paradoxalement, elle le rend hétérogène au niveau du procès de production. En effet, sur le plan mondial par exemple, les pays industrialisés tendent à intégrer leur procès de production avec la généralisation d'un système utilisant une forte intensité de capital (i.e. production avec des machines hautement perfectionnées, de plus en plus automatisées). La périphérie au contraire voit son procès de production désarticulé. Des segments d'industries à haute technologie côtoient d'autres segments à forte intensité de main-d'oeuvre, sans qu'il y ait intégration et contrôle réel de la production sur le plan national et même au niveau des unités de productions (qui sont assez souvent des succursales contrôlées plus ou moins directement par la maison-mère).

Dans ce contexte, le marché semble utile, ou du moins l'avoir été au centre. A la périphérie, il ne peut se développer suffisamment. En conséquence, il reste lui aussi désarticulé, incomplet, boiteux et ne remplit pas les fonctions progressistes qu'il a soutenu dans l'évolution industrielle des centres.

Mais les rapports marchands incluent aussi le cycle M-A-M, moment technique de la circulation des marchandises, circulation qui s'effectue sans l'intervention autoritaire d'un organisme étatique. Sur le plan social donc, le marché coordonne la production par la valeur d'échange, laissant les producteurs autonomes par rapport à l'ingérence politique. Pourtant, laissé à lui-même, il tend vers la centralisation/concentration des moyens de production par le processus d'une double concurrence. Mais son élimination dans le socialisme conduit vers l'étatisme; nous verrons comment Amin réagit face à ce problème.

L'infrastructure de l'organisation technique et la division du travail au cours de la transition: Comme on l'a vu chez Marx, le développement des forces productives engendre le besoin de travailleurs hautement qualifiés, formés dans des écoles polytechniques. Mais cette haute qualification ne produit pas l'homme intégral qu'entrevoit Marx. Du reste, cet homme intégral semble être fortement orienté vers la production. Il ressemble plutôt à un homme producteur de produits industriels. En fait, la haute qualification de cet homme a pour contrepartie, comme on le voit aujourd'hui, sa haute spécialisation. En conséquence, le travail parcellaire hautement qualifié remplace le travail parcellaire déqualifié.

La division du travail dans la firme ne disparaît pas, elle s'applique à des spécialistes, indispensables dans leur domaines respectifs. Elle est par ailleurs qualitativement différente. On ne peut y appliquer le système de rotation des tâches suggéré par Marx, à son époque, dans l'organisation de la fabrique autogérée, car l'automation se chargera des travaux routiniers.

Amin reprend ce thème, car pour lui: "Le socialisme achevé sera nécessairement fondé sur une économie moderne, à haute productivité."<sup>24</sup> Il y introduit une nuance, lorsqu'il écrit que l'automation éliminera le travail parcellaire déqualifié au profit d'un travail hautement qualifié et d'un accroissement du temps de non-travail. La division du travail existera encore, c'est la réduction du temps de travail qui contribuera à résoudre le problème de la division organique du travail, en réduisant l'importance de la sphère de production, (i.e. du temps de travail), par rapport au reste du temps, (temps de non-travail), dans la vie sociale et individuelle.

Cette prévision qu'Amin fait au sujet du socialisme achevé, ne semble pas éliminer le problème de la centralisation économique. Elle ouvre cependant un champ de possibilités

---

<sup>24</sup>Samir Amin, Le développement inégal..., *op.cit.*, p.338.

nouvelles, dans la mesure où, le temps de travail étant réduit, le contrôle, la centralisation pertinents à la sphère du travail, pourraient être modifiés, du fait qu'il (elle) occuperait une portion de plus en plus réduite de la vie sociale et individuelle. A tout le moins, ce temps de non-travail pourrait fournir aux travailleurs hautement qualifiés, plus de temps pour s'intéresser à l'organisation de la société en général et/ou à leur développement personnel, en dehors de la sphère de production liée au travail socialement nécessaire (ou bien en dehors de la sphère de production tout court si l'homme n'est pas uniquement un homme producteur). Il faudrait alors supposer que ce domaine du non-travail ne fasse pas également l'objet d'une centralisation et d'un contrôle poussés. Cela reste toutefois une hypothèse intéressante.

Mais avant de spéculer sur le problème du dépérissement de l'Etat dans le socialisme achevé, nous examinerons les problèmes actuels, spécifiques à l'organisation de la production durant la transition au socialisme, surtout à la périphérie, tels que vus par Amin.

Ainsi, nous examinerons les solutions d'Amin sur les problèmes actuels du travail parcellaire, qualifié et déqualifié, ainsi que la division du travail qu'il engendre. Corollairement à cette approche, nous étudierons les vues d'Amin sur les rapports structure, (base et forces productives),

superstructure, et l'importance de l'économie et du politique dans l'organisation du social, de même que le rôle du parti, qui constitue une autre forme de division du travail.

Les difficultés spécifiques de la transition centrale:

Nous aborderons peu cette question, parce qu'Amin l'aborde peu lui-même et qu'elle n'est pas essentielle au développement de nos thèses.

## CHAPITRE VI

### AMIN ET LA TRANSITION AU SOCIALISME

La thèse du développement inégal est fondamentale chez Amin. Il en déduit que le mouvement révolutionnaire de transition au socialisme naîtra de la périphérie, car c'est là que les contradictions du système capitaliste, au stade impérialiste, sont les plus criantes d'une part et que le système politique est le plus instable de l'autre. Dans ce contexte, un mouvement révolutionnaire a, selon Amin, beaucoup plus de chances de se former et de lutter en direction du socialisme.

Nous ne chercherons pas à démentir ce point de vue puisqu'il n'entre nullement en conflit avec le problème du dépérissement de l'Etat. En effet, que la révolution parte du centre ou de la périphérie ne réduit en rien l'importance du problème qui nous occupe. Il se pose dès que la révolution a un caractère vraiment socialiste, i.e. que le prolétariat accède au pouvoir, sinon, une révolution peut prendre place, mais son caractère socialiste doit être mis en doute, car on assiste plutôt à la montée d'une nouvelle classe (de type bourgeois) au pouvoir, donc, à l'établissement d'une nouvelle société de classes.

Le fait que la révolution se fasse au centre ou à la périphérie ne change que les modalités pratiques de la transition d'une société de classe à une société sans classes.

De plus, dans le contexte mondial actuel d'interdépendance économique et politique, il est honnête d'avancer que toute montée substantielle de la révolution socialiste, dans quelque région du monde que ce soit, aura des conséquences directes sur l'équilibre économique et social des autres pays.

Une rupture révolutionnaire substantielle à la périphérie affaiblit directement la base objective de la social-démocratie au centre et y ravive les luttes de classes. De même, la montée du socialisme au centre affectera les rapports impérialistes entretenus avec la périphérie. Dans les deux cas, le problème du dépérissement de l'Etat doit se poser, non dans le but de l'éliminer immédiatement--la survie matérielle du pays serait alors en jeu--mais d'établir, dès le début, des mécanismes empêchant la formation d'une nouvelle classe, (qui s'appuierait sur le pouvoir de la machine étatique), et amorçant un processus de dépérissement de l'Etat.

#### Les modalités de la transition chez Amin

La transition de la périphérie vers le socialisme s'effectue, selon Amin, à partir de deux pôles d'intensité révolutionnaire, où la révolution bourgeoise constitue le pôle du degré minimal de résistance à l'impérialisme et la révolution prolétarienne, le pôle du degré maximal de résistance. C'est à ce dernier pôle que s'opère la rupture d'avec

le système impérialiste et s'amorce une transition globale de la société vers le socialisme. Avant cette rupture, les luttes révolutionnaires tendent à la prise du pouvoir par le prolétariat, mais la bourgeoisie reprend toujours la lutte à son compte.

Dans cette optique, Amin considère toutes les révolutions périphériques comme faisant partie intégrante de la révolution socialiste montante, l'étape de la révolution bourgeoise n'étant que le début d'une révolution ininterrompue, par étapes, sous la direction du prolétariat.<sup>1</sup> En effet, les révolutions bourgeoises périphériques ne peuvent espérer un développement capitaliste similaire à celui du centre, étant donnée l'ampleur du système impérialiste, qui condamne, par sa nature même, la périphérie à un développement extravertit et incomplet, à la merci d'une division internationale du travail, conçue et opérée par et pour le centre:

Il faut préciser que seule la constitution d'un capitalisme central permet à la formation nationale de prendre consistance. Au contraire, le développement capitaliste dans ses formes périphériques désagrège la société et s'oppose à sa constitution éventuelle en nation.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup>Samir Amin, Classe et nation, éd. Minuit, Paris, 1979, p.168.

<sup>2</sup>*Ibid.*, p.169.

En bref, l'économie nationale périphérique reste extravertie et son marché, incomplet, dépendant des exigences du centre:

Dans la mesure où celui-ci [le marché national périphérique] se constitue, il devient la base d'une industrie de substitution d'importation axée exclusivement sur la demande des classes exploiteuses.<sup>3</sup>

Donc, même une révolution bourgeoise doit éventuellement entrer en conflit avec les intérêts du centre, car elle ne peut assurer un développement industriel généralisé de la nation périphérique. Dans ce cadre, Amin perçoit le mouvement de libération nationale comme un élément important de la révolution socialiste dans la mesure où celui-ci, lorsque dirigé par le prolétariat, peut opérer une rupture qualitative d'avec l'impérialisme et tendre vers le socialisme. C'est en effet à travers un tel mouvement de libération que l'on voit émerger de nouveaux centres à caractère socialiste à l'est: Union soviétique, Chine. Ailleurs, le mouvement a comme premier objectif la libération politique, sans pour autant se séparer du système impérialiste, mais doit en payer le prix en terme de développement inégal et de dépendance.

L'instabilité sociale et politique qui résulte de cette intégration au système impérialiste, favorise alors les tendances révolutionnaires et fait de la périphérie le

---

<sup>3</sup>*Ibid.*, p.169.

maillon faible du système:

De ce fait, le bloc révolutionnaire peut se constituer plus aisément et, dans le cadre de la révolution ininterrompue par étapes, passer des alliances tactiques efficaces susceptibles d'effriter le bloc hégémonique.<sup>4</sup>

Dans cette perspective, qui est celle du mouvement révolutionnaire partant du pôle du degré minimal de la révolution socialiste et menant au pôle maximal de celle-ci, on ne peut réellement entrevoir le dépérissement de l'Etat, dépérissement, qui surviendrait plutôt après la rupture révolutionnaire du pôle maximal.

Cependant, le problème du parti se pose avant, pendant et après la révolution. Pourtant, Amin est pratiquement muet sur le sujet, sauf dans une vague allusion lors de ses commentaires sur la révolution cambodgienne,<sup>5</sup> et dans quelques remarques sur la conception léniniste du parti, conception qui tend, selon lui, à séparer le parti des masses et éloigner la lutte de l'objectif socialiste. Il met tout de même le doigt sur un problème fondamental de la conception actuelle du parti révolutionnaire.

En effet, le problème inhérent au parti c'est qu'il est à la fois libérateur et oppresseur. Libérateur, en ce qu'il cherche à délivrer la classe prolétarienne, en exprimant concrètement dans la lutte politique et armée l'essence

---

<sup>4</sup>*Ibid.*, p.170.

<sup>5</sup>Samir Amin, L'impérialisme et le développement inégal, éd. Minit, Paris, 1973.

des revendications du prolétariat. Mais il est également oppresseur, lorsqu'il cherche à détruire les ennemis du prolétariat. A cheval sur ce double rôle, il finit par opprimer la spontanéité même qui l'a vu naître chez les masses, (spontanéité qu'il a souvent lui-même sollicité), lorsqu'il cherche à se justifier en soi, comme organe social indispensable, au détriment de la démocratie qu'il défend.<sup>6</sup>

Cette situation se retrouve clairement dans l'organisation du centralisme démocratique en Russie, précisément lorsque Lénine constitua cette théorie. Le centralisme démocratique est efficace dans une situation dynamique, i.e. durant la période révolutionnaire et/ou dans la clandestinité. On retrouve alors un mouvement de centralisme nécessaire et un mouvement de démocratie réelle, où les gens élaborent en commun les décisions. Ce mécanisme reste donc valable avant et pendant la révolution. Mais dès que le centralisme démocratique s'institutionnalise, le centralisme prend le dessus et tend à justifier le parti en soi, au lieu de conserver le rôle de médiateur entre le moment de recherche démocratique de solution et celui d'unification.

---

<sup>6</sup>Rossana Rossanda, Il Manifesto, éd. Seuil, Paris, 1971, article de J.-P. Sartre.

L'institutionnalisation du parti paralyse donc le rôle de médiateur qu'il est censé jouer avant, pendant et après la révolution. Le parti institutionnalisé dénature la pensée confuse mais vraie des masses, lorsqu'il tente de la traduire à travers ses mécanismes idéologiques. Il réduit "à son propre schéma d'interprétation et de développement"<sup>7</sup> la spontanéité des masses et perd ainsi l'essentiel de la créativité sociale. Il sacrifie en fait le caractère social de son action et de son existence même à de soi-disant impératifs politiques, qui ont d'abord pour but de justifier sa fonction de direction. Dans cette optique, le parti révolutionnaire doit lutter contre sa propre institutionnalisation et porter en lui les mécanismes actifs de sa destruction.

Le problème du parti survient donc après la révolution, lorsque le centralisme l'emporte sur la démocratie. Le rôle du parti doit alors dépasser le domaine du politique et s'orienter vers le social. Il doit dépasser le moment négatif de la critique du système existant et le moment positif de la prise du pouvoir, pour élaborer, avec les masses, un mouvement unitaire global qui attaque directement le système au niveau des structures sociales: les usines, les écoles, la ville, les professions, etc. Il doit être

---

<sup>7</sup>*Ibid.*, p.316.

alors le médiateur entre le mouvement de recherche démocratique des masses et le mouvement unificateur, pour en arriver à sa disparition en tant que parti.

Donc, si la théorie léniniste du centralisme démocratique reste valable durant la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie au pouvoir, la rupture révolutionnaire, en faveur de l'accession du prolétariat au pouvoir, nous laisse avec le problème d'un centralisme croissant au détriment de la démocratie pour et par les masses. C'est donc après la révolution que se pose réellement le problème du parti, de même que celui du centralisme économique et politique menant à l'étatisme. C'est aussi à ce stade que se pose le problème de l'efficacité de la production sociale durant la transition socialiste.

Par souci d'efficacité sociale et de réalisme immédiat, Amin propose le centralisme étatique comme moyen d'amorcer la transition socialiste, après la révolution socialiste périphérique, car:

Une stratégie de développement autocentré exige en effet, pour commercer, le contrôle national, étatique, de l'exploitation des ressources naturelles.<sup>8</sup>

Si donc le centralisme étatique est indispensable au début, la possibilité du développement d'une nouvelle société

---

<sup>8</sup>Samir Amin, Classe et nation, éd. Minuit, Paris, 1979, p.156.

de classes nous guette, comme en témoigne l'évolution de la Russie:

Il n'est pas dit en effet que le mode de production étatique, comme forme nouvelle de rapport d'exploitation, n'est pas une réponse possible aux exigences de ce développement, (i.e. développement des forces productives).<sup>9</sup>

La vision d'Amin n'est donc pas mécaniste, la rupture d'avec l'impérialisme n'amène pas nécessairement le socialisme, qui est négation du capitalisme, dans le sens où il exprime: d'abord un refus, puis une alternative pratique, s'inscrivant dans un processus continu de luttes de classes; une révolution ininterrompue par étapes, ayant commencé avant la révolution socialiste et se poursuivant après. Ainsi, le pôle de rupture avec l'impérialisme coïncide le mieux avec les objectifs du projet socialiste; il reste socialiste dans la mesure où il ne reprend pas le capitalisme à son compte, sous une forme étatique, au profit d'une bourgeoisie locale issue de la révolution.

Cette perspective indique, chez Amin, la reconnaissance du besoin de bouleversement total du système capitaliste. Il retrouve Marx et s'inspire de l'exemple chinois et de la pensée de Mao, qui cherche à révolutionner de fond en comble la structure porteuse de rapports bourgeois.

---

<sup>9</sup>*Ibid.*, p.244.

C'est bien là le sens et l'importance des trois révolutions nécessaires chez Amin: celle

Des rapports de production qui commande les autres, celle des techniques qui permet le développement de la première et celle de l'idéologie et de la culture qui permet de s'assurer de son développement dans la direction correcte.<sup>10</sup>

Amin reconnaît l'importance de la simultanéité de ces révolutions, qui doivent être par conséquent menées de front. Il reconnaît aussi l'importance de la relation structure/superstructure, de leur rapport intime et simultané, comme base des trois révolutions nécessaires. Il s'oppose ainsi à la pratique du mouvement communiste qui a, jusqu'à présent, pris pour acquis qu'après la rupture révolutionnaire, (i.e. après la prise du pouvoir et l'abolition de la propriété privée des moyens de production), la transformation de la base structurelle serait pratiquement assurée et que, par conséquent, le développement ultérieur de la société se ferait uniquement au niveau de la superstructure.<sup>11</sup>

Mais dans quelle mesure peut-on affirmer qu'il y a séparation entre structure et superstructure et surtout, sur quoi se base-t-on pour affirmer, qu'après la révolution, le bouleversement de la structure serait accompli? Cette

<sup>10</sup> Samir Amin, L'impérialisme et le développement..., *op.cit.*, p.191.

<sup>11</sup> Rossana Rosanda, Il Manifesto, éd. du Seuil, Paris, 1971, p.214.

question nous ramène au problème de la compréhension de la structure et, corollairement, de sa relation à la superstructure.

Deux interprétations classiques s'offrent à nous: celle du révisionisme, qui autonomise la structure, faisant ainsi du rapport structure/superstructure deux plans différents qui se conditionnent réciproquement; celle du stalinisme, qui subordonne la superstructure à la structure, où cette dernière, après la prise du pouvoir, i.e. l'abolition de la propriété privée des moyens de production, amène une transformation profonde de la structure et éventuellement de dépérissement de l'Etat. Dans les deux cas, on sépare la structure de la superstructure, soit en autonomisant cette dernière, soit en la subordonnant à la première, qui a ainsi la priorité sur l'autre et engendre automatiquement le changement de la dernière.

De plus, on opère une réduction inacceptable des composantes de la structure, qui n'est plus que la propriété privée des moyens de production. Mao a refusé cette réduction qui va de pair avec la séparation, car tous les éléments que l'on oublie dans la définition de la structure sont relégués, implicitement ou explicitement, au niveau de la superstructure et donc voués à un changement "automatique," issu de la transformation de la structure.

L'arbitraire de cette réduction provient de l'interprétation du fameux passage de Marx dans L'introduction à la critique de l'économie politique où l'on peut lire:

Dans la production sociale de leur existence, les hommes entretiennent ces rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, des rapports de production qui correspondent à un degré déterminé de l'évolution de leurs forces productives. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société. C'est-à-dire la base sur laquelle s'édifie la superstructure politique et juridique et à laquelle correspondent des formes déterminées de conscience sociale.<sup>12</sup>

Il n'est pas question d'autonomie, au sens révisionniste, ou de subordination, au sens stalinien, mais plutôt d'une "coprésence spécifique, projection et forme de rapports de production comme conscience de soi de la société,"<sup>13</sup> de la structure et de la superstructure. De plus, on en déduit la complexité organique de la structure comme formation et ensemble de rapports, i.e.:

...de relations entre hommes dont le pivot est le rapport de travail dans le cadre de la production matérielle, système qui exprime aussi sans s'y réduire, dans la forme que prend la propriété.<sup>14</sup>

La propriété des moyens de production garde cependant toute son importance, mais comme expression de l'ensemble des conditions de:

<sup>12</sup>Rossana Rossanda, Il Manifesto, *op.cit.*, p.217.

<sup>13</sup>*Ibid.*, p.217.

<sup>14</sup>*Ibid.*, p.217-18.

...(développement des forces productives, division du travail, négation et négation de la négation dans les rapports entre l'homme et la nature, l'homme et son instrument de travail, l'homme et l'homme)...<sup>15</sup>

Ces conditions sont si étroitement liées qu'une véritable rupture d'avec le M.P.C. doit se faire par un bouleversement total de l'ensemble de ces conditions. Le changement d'une seule, si importante soit-elle, reste insuffisant. Dans cette optique, Marx parle bien de propriété commune et non de propriété publique.

L'abolition de la propriété privée des moyens de production n'effectue qu'une répartition différente, non un bouleversement radical, à l'intérieur des rapports de production. L'abolition de la propriété privée des moyens de production est donc une condition nécessaire, mais non suffisante, de la transformation de la structure pour le socialisme. La société capitaliste est un tout organisationnel, qu'il faut refuser comme tout organisationnel, pour ne garder en fait que les acquis scientifiques.

Ainsi, la société de transition porte encore les marques profondes du capitalisme. Mao l'a bien compris; il y a répondu par la révolution culturelle ayant pour objectif d'amener la révolution "de la structure et dans la structure,"<sup>16</sup>

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.218.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p.219. Il existe évidemment bien d'autres interprétations de la pensée de Mao. Nous avons choisi celle de Rosanna Rossanda pour ses affinités avec la pensée d'Amin. Pour d'autres interprétations le lecteur pourra se référer entre autres à: Charles Bettelheim, Livio Maitan, Han Luyin, Audrey Donnithorne (voir bibliographie).

afin d'éliminer les rapports bourgeois, encore bien réels dans les rapports de production au stade de transition vers le communisme, la révolution culturelle retrouve ici les racines réelles de la contradiction, i.e. le capitalisme persistant au niveau des rapports de production.

Cette contradiction demande, pour sa résolution, une nouvelle phase des luttes de classes, visant alors au développement simultané de la totalité structure/superstructure, ainsi qu'à un développement simultané à l'intérieur de chaque sphère. Pratiquement, cela veut dire que le socialisme se doit de développer simultanément l'agriculture et l'industrie à l'intérieur de la structure, de même que la culture et l'idéologie doivent avancer de pair dans la superstructure, le tout réalisant un développement homogène de l'ensemble du social.

C'est là que la critique du développement inégal prend toute sa force chez Amin, car elle n'est pas seulement rejet et dénonciation de l'impérialisme, mais alternative socialiste en tant que mise en garde contre les dangers de ce type de développement, à l'intérieur même du pays et non pas uniquement sur le plan international, avec cette réserve que:

Sans doute les inégalités régionales de développement expriment-elles le développement des forces productives. Mais la relation n'est pas unilatérale de cause à effet dans un sens et dans l'autre. Elle est dialectique: l'inégale maturité des forces productives à l'origine explique les modalités différentes des blocs hégémoniques, qui à leur tour, accentuent l'écart dans le développement des forces productives. En ce sens général, les différentes inégalités de développement à l'époque capitaliste, régionales et nationales, présentent des analogies qui doivent être étudiées de la même manière, par l'analyse dialectique lutte de classes/rapports de production et forces productives.<sup>17</sup>

L'analyse critique du développement inégal à l'échelle mondiale fait la lumière sur les rapports hégémoniques entre nations en voie de développement et nations industrielles. Si elle indique les causes du sous-développement des unes et du développement des autres, elle révèle aussi que le développement inégal international se répercute d'une façon très vive sur le plan national des pays moins développés, et même jusqu'aux pays plus développés. Cela ne veut pas dire que les rapports hégémoniques internationaux créent nécessairement toutes les inégalités de développement existantes dans chaque pays. Les facteurs culturels, historiques et géographiques de chaque région du globe ont également un rôle à jouer dans ce domaine.

Mais une chose est certaine, les rapports hégémoniques contribuent à déformer encore plus le potentiel d'inégalité de développement déjà existant, un peu comme dans la manufacture

---

<sup>17</sup>Samir Amin, Classe et nation, *op.cit.*, p.127.

on pousse le travailleur au "développement factice de sa dextérité de détail." C'est dans ce contexte qu'Amin avance l'alternative d'un développement national non pas égal mais homogène, dans le sens où tous les secteurs de l'entité nationale doivent progresser simultanément d'une façon satisfaisante, compte tenu des conditions spécifiques de chaque nation.

Cette critique pertinente du capitalisme est donc encore valable durant la transition socialiste, car la nation libérée hérite de ce développement inégal, au niveau du déséquilibre entre l'agriculture et l'industrie et de la division hégémonique du travail. Il faut alors concevoir un nouveau modèle d'accumulation, en s'inspirant de la Chine par exemple, qui a brisé avec les traditions révisionnistes et staliniennes.

En effet, ces deux tendances ont prôné, assez logiquement d'ailleurs, à partir du fait que la prise du pouvoir s'était jusqu'ici produite dans des pays arriérés, que le communisme impliquait la construction rapide des bases matérielles, conçues à la fois comme garantie de survie et comme défense militaire contre l'agression extérieure.<sup>18</sup> Concrètement cela veut dire que l'on donne priorité à l'industrie

---

<sup>18</sup> Rossana Rossanda, Il Manifesto, *op.cit.*, p.221.

lourde ou que les investissements sont dirigés en premier lieu vers le secteur industriel, au détriment des campagnes. De plus, la thèse selon laquelle seule une société à haute technologie permet une libération de l'homme, car seulement à ce stade peut se manifester le caractère collectif de la production et de la domination de l'homme sur la nature, donne lieu à une interprétation de Marx où l'on introduit une séparation dans le M.P.C. entre:

...la forme (historique, sociale qui serait l'objet de variations politiques, qui concernerait précisément la propriété des moyens de production et les rapports de propriété en général) et un noyau qui ne serait pas soumis à des variations d'ordre social, mais seulement à une croissance linéaire et qui présenterait les caractéristiques acquises par les forces productives à la suite du développement du machinisme industriel--lequel est considéré dans son ensemble comme une donnée positive, non contaminée par l'histoire: c'est de là que provient la thèse de la neutralité de la science et de la technique, et même leur caractère 'bon en soi'.<sup>19</sup>

On est alors certain que le socialisme peut se faire sur un modèle très semblable au modèle technique et productif de la révolution industrielle, à l'exception des rapports humains, i.e. la propriété du travail et la distribution sociale du produit. On accepte alors une productivité qui prend exemple sur le modèle capitaliste le plus développé. Amin aussi croit que le socialisme achevé se réalisera dans une société hautement technologique, mais il replace la

---

<sup>19</sup>Ibid., p.222.

science et la technique à leurs niveaux, i.e. sous la maîtrise de l'homme, où elles sont conditionnées par les luttes de classes et ne sont donc pas neutres. Encore là, il se rapproche de Mao.

La Chine a en effet refusé ces principes, à cause de la certitude de Mao que ce modèle de production sociale reproduirait à l'infini.

...la division capitaliste du travail, une aggravation de l'écart entre villes et campagnes, entre secteurs de points et secteurs arriérés, une situation privilégiée de la technique et du travail intellectuel sur le travail manuel.<sup>20</sup>

et favoriserait l'émergence de zones de développement inégal. Mao refuse donc l'idée de développement de secteurs privilégiés, qu'il combat par celle du développement global: "faisant progresser toute la société dans son ensemble,"<sup>21</sup> et qui permet de détruire les racines de l'inégalité sociale, issues de la conception de croissance fondée sur des priorités sectorielles et la division du travail.

Il en découle l'accusation contre la technique, contre la science, contre la culture et contre l'école bourgeoise, dont Mao met en évidence les défauts de neutralité, la tâche originelle, la fonction de reproduction et de dissimulation d'un développement inégal, mais aussi, et avec beaucoup de force, les limitations et le gaspillage qu'elles entraînent.<sup>22</sup>

---

<sup>20</sup>Ibid., p.223.

<sup>21</sup>Ibid., p.224

<sup>22</sup>Ibid., p.225.

Il en découle également un besoin d'usage différent de la technique, dans un cadre social différent. Cette conception de Mao correspond à la dialectique marxienne, qui veut que le socialisme soit le fruit de l'accouchement destructeur du capitalisme, où l'on ne conserve que le niveau de développement technique auquel il se produit. C'est dans cette ligne qu'Amin veut orienter le développement socialiste autocentré de la périphérie. En effet, son intégration au système capitaliste mondial a engendré la destruction progressive du système traditionnel. On assiste alors à la quasi-disparition de l'artisanat et à la dégradation de l'agriculture, tous deux soumis aux impératifs et aux besoins de centre qui implante:

- 1) Des industries légères d'assemblage ou de produits semi-finis, requérant peu de connaissances techniques, sauf au niveau d'une élite spécialisée, la plupart du temps importée du centre.
- 2) Un mode de production agricole axé sur l'exportation, mode dont les connaissances techniques sont élaborées par des centres de recherche et de vulgarisation indépendants des producteurs. Les techniques ainsi découvertes sont alors imposées par voies administratives.

Cette destruction du système traditionnel n'est remplacée par rien de global, si ce n'est le chômage massif et la dépendance généralisée. En effet, les industries qui se développent dans certains secteurs marginalisent une grande partie des travailleurs, à cause de méthodes de production à fortes intensités de capital, conçues pour les besoins du

centre et utilisant peu de main-d'oeuvre. Les talents et les qualifications propres à l'ancien système ne sont donc remplacés par aucune autre forme globale de qualification, susceptible de reformer une nouvelle unité de vie et de culture supérieure à l'ancienne. Cette dégénérescence se manifeste évidemment au niveau de la langue, qui n'a plus le support du mode de production traditionnel.. C'est donc à partir de ces contradictions violentes qu'un dépassement socialiste est possible.

De plus, comme la périphérie a pris un retard considérable par rapport au centre, elle se doit de faire mieux que ce dernier, si elle veut le rattraper et le dépasser. Ce n'est donc pas en prenant exemple sur les méthodes actuelles de production des pays industrialisés, que ce dépassement peut avoir lieu. C'est par la création d'un mode de production socialiste, qui adapte la technique à ses besoins propres.

Ce progrès passe par une campagne générale d'alphabetisation et d'éducation, qui doit être fondée sur trois priorités selon Amin:

- 1) La liaison de la théorie et de la pratique à tous les niveaux, en mettant la science au service des producteurs. De cette façon, les connaissances scientifiques seront transmises dans une forme critique, inscrite dans une pratique de travail. Elles seront alors susceptibles de développements ultérieurs au niveau des producteurs. Cette approche implique une décentralisation de la recherche et une moindre division du travail, grâce

à une coopération active entre tous les producteurs à toutes les étapes du développement des forces productives.

- 2) Cette approche implique également un égalitarisme, où l'éducation s'adresse à tous et à toutes, quelques soient les régions (rurales ou urbaines), que l'on soit chômeur ou travailleur, etc., et doit garantir un emploi au terme de l'alphabétisation.
- 3) La critique ouverte de l'idéologie et des formes de l'éducation traditionnelle est indispensable, mais cette critique doit se faire à partir de la culture et de l'idéologie locales, non à partir des formes d'éducation empruntées au capitalisme. Le développement doit venir d'une source autochtone et non être parachuté du dehors:

Il ne faut pas jeter à la poubelle la société traditionnelle, ses systèmes de formation et son idéologie sans leur substituer une autre organisation sociale, d'autres systèmes de formation et une autre idéologie qui correspondent véritablement aux problèmes des masses populaires.<sup>23</sup>

En plus de suggérer l'organisation d'un mode de production de type autogestionnaire, qui mettrait la science au service des producteurs et décentraliserait les organismes de recherche, ces principes font également ressortir le concept de communauté, concept axé sur le développement de la culture et de l'idéologie locales. La communauté est en fait garante de la variété, de la diversité d'expression de chaque région, de chaque localité d'une nation. Elle constitue l'unique lieu, en dehors de la firme autogestionnaire et de la famille, où l'individu vit son quotidien.

---

<sup>23</sup> Samir Amin, L'impérialisme et le développement, *op.cit.*, p.133.

Les milieux de la communauté et de l'unité de production forment l'univers social le plus immédiat, le plus palpable, le plus directement et le plus facilement compréhensible par l'individu. En fait, il peut y agir directement en tant qu'individu. Ces deux milieux contribuent à sa formation d'homme, c'est là qu'il peut s'épanouir et c'est surtout là qu'il peut apprendre à être libre, dans la mesure où ces deux entités sont relativement autonomes face à un organisme autoritaire et centralisateur.

C'est à partir de ces deux milieux que l'individu pourra mieux comprendre le social. Ce dernier est en effet plus difficile à saisir. Il est plus abstrait par rapport à l'immédiateté du quotidien. Il est donc plus difficile à connaître, à comprendre. Il est également plus difficile à influencer, car l'action individuelle est plus limitée à mesure que s'accroît la dimension du groupe social.

Ces limites objectives font de la communauté et de l'unité de production des entités fondamentales, des cellules primordiales, laboratoires du développement de l'individu.

Ces deux concepts sont également révolutionnaires, non pas l'originalité des concepts eux-mêmes, mais en tant qu'alternatives de dépassement du M.P.C. Ils sont également révolutionnaires dans la mesure où ils dépassent l'idéologie, trop simple, de la conscience des exigences du développement

des forces productives, car cette conscience ne dépasse pas l'idéologie productiviste, surdéterminant le rôle de la structure et l'importance des priorités économiques.

En effet, toujours en relation avec les conceptions partielles de la relation structure/superstructure, le modèle traditionnel de construction du socialisme préconise la priorité de l'établissement des bases matérielles pour en venir, par la suite, aux changements superstructureaux, qui amèneront éventuellement l'abolition de l'Etat.<sup>24</sup> Amin, comme Mao, refuse cet ordre 'traditionnel', car une emphase mise sur l'industrie, au détriment de l'aspect idéologique, reproduit encore le système capitaliste en imposant une verticalité à la direction.

Afin de réellement changer les rapports entre hommes, Mao donne la priorité au choix subjectif révolutionnaire, comme refus de l'organisation préexistante du travail matériel et construction d'un nouvel ordre matériel. Mais:

...la priorité politique n'est pas une donnée de conscience, c'est l'accent mis sur la pratique, comme seul moment de destruction (de l'adversaire et de ce qui de l'adversaire est passé en nous) et de construction d'un ordre nouveau.<sup>25</sup>

---

<sup>24</sup> Rossana Rossanda, Il Manifesto, *op.cit.*, p.226.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p.227.

Cette pratique a donc pour but le changement matériel du rapport objectif du travail et du pouvoir. Elle rejoint la vision du caractère indissociable du rapport entre structure et superstructure, qui ne peuvent être deux plans superposés. La distinction du politique et de l'économique n'est alors que symbolique chez Mao et c'est dans ce sens qu'il entreprend la révolution: 1) dans l'organisation de l'éducation en général et de l'université en particulier, "comme lieu de sélection et de reproduction d'une société hiérarchique et inégalitaire,"<sup>26</sup> perpétuant la division du travail, 2) dans l'organisation du travail et de l'entreprise, et 3) par la suppression des grades de l'armée. Il remet en question les fonctions elles-mêmes:

Ce n'est plus la composition sociale de la population universitaire qui est critiquée, c'est la nature même de l'université. Ce n'est plus le nombre d'heures que le directeur doit passer à travailler sur une machine qui est en question...mais c'est l'ensemble de la gestion de l'entreprise et de l'émission du travail dans l'entreprise. Il ne s'agit plus de discuter de la démocratisation du rapport vertical de direction dans l'Etat, l'économie, l'entreprise ou l'enseignement, mais de discuter de la nature même de ces choses.<sup>27</sup>

Dans la même ligne, Amin rétablit l'importance, pour l'équilibre du développement socialiste, de l'aspect subjectif de la lutte de classes (i.e. du politique, de l'idéologique et du culturel), qui doivent à leur tour réagir sur

---

<sup>26</sup>*Ibid.*, p.228

<sup>27</sup>*Ibid.*, p.228-9.

l'organisation objective des rapports de production et détruire les racines de l'inégalité sociale. Il rejette la vision mécaniste de l'évolution sociale, qui s'effectuerait par le développement des forces productives, et redonne un rôle actif à la conscience individuelle et sociale. Mais quel est l'impact de cette approche sur la division du travail?

Selon Amin, le développement des forces productives du capitalisme permet une évolution de l'industrie vers l'automatisation qui, dans le capitalisme, sert à subordonner les travailleurs parcellaires en les déqualifiant, mais qui permet, à travers une application socialiste des principes de l'automatisation, l'élimination du travail parcellaire non qualifié. C'est dans ce sens que la société est mûre pour le communisme.

Amin considère que la technique socialiste sera en mesure de résoudre les problèmes organiques de la division du travail parcellaire non qualifié. Il considère en fait que la solution est déjà amorcée, grâce à l'automatisation, et qu'elle s'épanouira pleinement dans un contexte socialiste. L'organisation de la production et, par contrecoup, celle du social, se trouveraient alors grandement simplifiées.

Mais si cette simplification dans l'organisation de la production apparaît assez évidente au niveau de l'unité de production, la création incessante de nouveaux domaines de recherche et de nouvelles sphères d'activité industrielle ne permet aucunement de parler de simplification dans l'organisation du travail et de la production en général, encore moins de la réduction globale de la division du travail (qualifié) à tous les niveaux, mais au contraire d'un accroissement de celle-ci: entre les unités de production et dans les sphères de production.

Si donc l'évolution des forces productives permet l'élimination de la division du travail parcellaire déqualifié dans l'unité de production, elle la reporte au niveau de la spécialisation technique dans un complexe industriel prenant des dimensions toujours plus colossales.

Il est vrai que, d'une certaine manière, l'élimination des rapports hégémoniques dans le socialisme favorisera la simplification des rapports sociaux en général et des rapports de production en particulier. Mais la structure de l'organisme productif a toutes les chances d'être assez complexe. Comme chez Marx, la solution d'Amin ne dépasse pas le niveau de l'unité de production. Ceci ne réduit en rien la conscience qu'il a du problème de la division du travail et du centralisme, mais réduit la portée de ses solutions.

L'autogestion réelle, la communauté, sont des notions valables, mais ne peuvent, dans leur élaboration actuelle, s'étendre au social sans éviter la formation d'un organisme à caractère étatique. Amin reconnaît implicitement ce fait lorsqu'il écrit que l'autogestion n'a pas encore répondu aux questions fondamentales du socialisme.<sup>28</sup>

Amin est pourtant conscient du problème de l'Etat et aussi du parti, même s'il est peu loquace sur ce dernier. On sent, dans ses suggestions pour la construction du socialisme, un besoin de rapprochement entre le centre de décision et les masses, un besoin de décentralisation et de plus grande démocratie, là encore il s'inspire de Mao et rejette le schéma traditionnel.

Les modèles européens de construction du socialisme ont figé le rapport prolétariat parti qui a vite "pris l'allure d'une dictature que l'avant-garde exerce sur le prolétariat,"<sup>29</sup> situation que l'on justifie par l'immaturité de la révolution et/ou du développement des forces productives. On considère alors une fonction autoritaire et centralisée de l'avant-garde comme nécessaire. L'exemple de l'accroissement bureaucratique et du contrôle autoritaire en Russie est particulièrement éloquent.

---

<sup>28</sup>Samir Amin, Classe et nation, *op.cit.*, p.

<sup>29</sup>*Ibid.*, p. 229.

En 1957, Mao choisit une autre voie en réponse à la crise de la société stalinienne. Il ne cherche pas seulement à effectuer une démocratisation interne du parti, mais un transfert net de pouvoir réel du parti aux masses. On assiste alors au lancement des communes comme organismes productifs, administratifs et politiques. De plus et surtout:

...pendant toute la révolution culturelle cadres, structures et personnel du parti ont été réduits à rien puis reconstitués mais cette fois comme avant-garde née du feu même de la lutte.<sup>30</sup>

Mao refuse au parti trois choses essentielles:

1) le droit de tirer sa légitimité de lui-même; 2) d'être un monde politique autonome par rapport au social; 3) de se gouverner seul. Cette remise en question du rôle du parti suppose une "refonte matérielle permanente de la conscience politique,"<sup>31</sup> qui s'effectue à partir de la base, i.e. de l'agent social le plus concerné: "le prolétaire sans moyens de production,"<sup>32</sup> qui est aussi l'agent social le plus sûr, car il est directement concerné du fait de sa condition réelle, qu'il n'a qu'à réaliser pour se situer politiquement.

Le retour à la base qu'effectue Mao nous montre le caractère matérialiste de son choix et remet en question le thème de l'immaturation de la révolution, qui engendre la nécessité absolue d'une avant-garde du prolétariat. Il voit en effet dans:

---

<sup>30</sup>Ibid., pp.230-1

<sup>31</sup>Ibid., p.231.

<sup>32</sup>Ibid., p.232

...le dépossédé conscient d'être exploité à quelque degré que ce soit du développement des forces productives, l'élément objectivement antagonique le protagoniste de la révolution.<sup>33</sup>

C'est dans ce sens qu'Amin nous enjoint de faire confiance aux masses. Ce choix rejoint en fait l'objectif de développement global de la société tel qu'amorcé pratiquement par Mao et élaboré théoriquement par Amin, où tous les secteurs doivent se développer d'une façon relativement simultanée:

...non seulement...pour empêcher la division de la société en zones développées et zones arriérées, mais parce que la zone arriérée permet au secteur avancé de reconnaître globalement son propre mécanisme et sa propre fonction, tout comme seul le secteur avancé peut saisir le mécanisme du secteur arriéré qui ne bénéficie pas du développement.<sup>34</sup>

Mao et Amin s'écartent ici de l'hypothèse de Marx, pour qui le capitalisme aurait unifié le monde en l'homogénéisant. L'impérialisme se maintient au contraire en créant et nourrissant l'hétérogénéité des procès de production au niveau mondial. Le retard du tiers-monde devient alors une condition indispensable du développement de l'impérialisme, qui reporte ainsi les contradictions du M.P.C. au niveau mondial.<sup>35</sup>

---

<sup>33</sup> *Ibid.*, p.232.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p.232.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p.233.

La rupture révolutionnaire chez Amin, si elle veut être révolutionnaire et socialiste, implique donc: 1) un bouleversement total de l'ordre antérieur, où l'on ne conserve que les acquis scientifiques; 2) une simultanéité, un équilibre dans le développement de la structure et de la superstructure, de même qu'une simultanéité de développement à l'intérieur de chacune de ces deux sphères; 3) l'importance du facteur subjectif (politique, idéologique, et culturel) dans l'organisation du socialisme; et 4) une démocratisation du processus décisionnel et une décentralisation dans le processus de développement des forces productives.

Pourtant, à la périphérie, ces développements socialistes auront pour moteur, tout au moins durant l'établissement d'une infrastructure moderne, un processus d'interaction masses-Etat, où ce dernier prendra en charge le développement autocentré de la nation libérée, à première vue donc, c'est l'Etat qui, dans le capitalisme comme dans le socialisme, prend en mains le développement de la société.

On a vu que, selon Amin, même dans un socialisme achevé, où les travailleurs seraient hautement qualifiés, la division organique du travail persiste. Il ne semble pas exister de solution pour éliminer cette forme de division du travail, sauf par la réduction du temps de travail socialement nécessaire.

La réduction de l'importance de la sphère du travail socialement nécessaire libérerait en partie l'individu de la nécessité du travail pour sa subsistance personnelle et celle de la société. De plus, sa haute spécialisation lui garantirait une relative indépendance face à l'employeur. A ce stade avancé du socialisme, il semble donc y avoir réduction du problème de la division organique du travail. Mais que ce passe-t-il durant la période transitoire, qui va de la rupture révolutionnaire au socialisme achevé?

Amin entend bien nous débarrasser des aspects hégémoniques de l'organisation du social, mais pour ce qui est de la direction issue de la division organique du travail sur le plan social, il s'en remet à une pratique ultérieure du socialisme, à un autre stade de la révolution ininterrompue par étapes. On ne se surprendra guère alors de son silence sur le sort du marché au sein de la nation libérée. En effet, comme Marx, il considère que la centralisation des moyens de production aux mains de l'Etat, conduira à l'élimination ou la réduction substantielle de ce marché. En fait, pour lui le problème ne se pose même pas, bien que son alternative de développement autocentré n'évite pas le problème de la centralisation que pose déjà le marché.

Si l'on accepte cette logique, force nous est de considérer la rupture révolutionnaire comme insuffisante pour résoudre le problème du dépérissement de l'Etat, les bases de l'Etat ont des racines plus profondes et plus dynamiques, non seulement dans l'organisation hégémonique du travail, mais aussi dans le développement même des forces productives. Ce développement engendre une division organique du travail, division qui croît avec l'évolution de la production industrielle, l'automatisation et la recherche scientifique s'y rattachant.

Si le socialisme veut éliminer l'Etat, il ne peut donc se contenter de combattre les rapports hégémoniques. Il doit s'attaquer aux problèmes de la division organique du travail, pour éviter la formation et la perpétuation d'un organisme à caractère étatique se légitimant sur cette nouvelle base. La pensée socialiste est ici confrontée à un problème qui dépasse le cadre du M.P.C., bien qu'il se pose déjà à l'intérieur de ce dernier.

Dans ce contexte, la thèse du dépérissement de l'Etat est en friche chez Amin. Il est conscient du problème et voit que les impératifs de l'efficacité de la production sur le plan social et national requièrent une direction étatique après la rupture révolutionnaire. En effet, le développement national autocentré forme la base unificatrice du pays.

Cependant, il essaie de contrebalancer cette alternative en suggérant une certaine décentralisation de la production, fondée sur les concepts d'autogestion et de communauté, qui respecteraient les libertés individuelles, locales et régionales. Il essaie d'intégrer à la base unificatrice qu'est le développement national autocentré des éléments potentiellement dissolvants. En effet, la firme autogestionnaire et la communauté sont la source de tendances culturelles et d'intérêts économiques divergents.

S'il ne refuse pas une tendance libertaire, axée sur la décentralisation, l'autonomie individuelle, locale, régionale et l'autonomie des producteurs, il donne la priorité à une tendance autoritaire, centralisatrice, ne pouvant qu'être étatique. Dans le court terme tout au moins, l'autorité prime sur la liberté, les forces centralisatrices sur les éléments décentralisateurs. Mais le centralisme peut-il garantir la liberté telle que Marx et Amin la conçoivent?

## CHAPITRE VII

### L'IMPORTANCE RELATIVE DU SYSTEME

Pour le marxisme, la liberté individuelle est indissociable du contexte social. Elle est la résultante d'une organisation de la société où tous les individus peuvent s'épanouir, aller jusqu'au bout d'eux-mêmes.

Après avoir défini cette liberté, nous verrons que la décentralisation économique et politique est la forme d'organisation sociale la mieux indiquée pour l'exercice de cette liberté. Dans ce contexte, l'autogestion et la communauté, tels que vus par Amin, s'appliqueraient assez bien à une organisation sociale décentralisée. Ils constitueraient donc des éléments valables pour l'amorce d'un dépérissement de l'Etat dans le socialisme.

Mais le système n'est pas tout. Bien qu'il soit le milieu de vie de l'homme, il reste au second plan par rapport à ce dernier. Dans cette ligne de pensée, nous considérerons la relation homme-système et ses conséquences sur le dépérissement de l'Etat.

En effet, l'homme est plus que le système, car c'est l'homme qui oriente le système. La transformation du système présuppose donc la transformation de l'homme. En fait, pour le marxisme, c'est la lutte de classes qui transforme l'homme et le système. De ce point de vue, l'évolution semble être très lente. Le dépérissement de l'Etat prend ainsi l'allure

d'un but très lointain, auquel on arrive par un chemin ardu, pavé de multiples dangers, de régressions possibles, etc.

### Système et liberté

Le socialisme doit permettre une liberté individuelle et sociale plus grande que celle du capitalisme. C'est le but de Marx lorsqu'il écrit: "...le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous."<sup>1</sup>

Marx préconise une liberté positive, où l'individu doit aller à la limite de lui-même par sa praxis sociale. Dans le libéralisme, la liberté est absente de contraintes venant d'autres individus. C'est une liberté négative par rapport à celle de Marx, car elle est uniquement politique. Elle est nécessaire mais non suffisante à la liberté marxiste. Le libéralisme laisse les forces économiques indiquer les limites individuelles. Dans ce contexte, si la liberté marxiste doit permettre à l'individu d'aller aux limites de lui-même, elle suppose une réduction considérable des contraintes économiques, une tendance vers leur élimination.

Pour que cette liberté s'applique à toute la société, et non pas à quelques individus, la productivité sociale doit être très élevée, afin de libérer tous les individus de la

---

<sup>1</sup>Marx-Engels, "Le manifeste du parti communiste," Oeuvres choisies, éd. du Progrès, Moscou, 1975, p.49.

contrainte du travail socialement nécessaire à la subsistance et au progrès individuel et social. On retrouve en fait le même type de situation dans la pensée d'Amin, lorsqu'il voit le socialisme achevé dans une société à haute productivité, où le temps de non-travail augmenterait considérablement accroissant du même coup les possibilités des individus d'aller aux limites d'eux-mêmes, i.e. d'accroître leur liberté positive.

Si l'on accepte ce scénario, la liberté individuelle et sociale est nécessairement limitée avant le développement d'un haut niveau de forces productives dans le socialisme. De plus, cette liberté positive suppose une absence, ou tout au moins une réduction considérable, des contraintes politiques. Au besoin de haute productivité sociale, s'ajoute un besoin de liberté politique, en fait, une disparition du politique, i.e. le dépérissement de l'Etat.

On a vu que les analyses de Marx sur l'organisation de la production dans le socialisme engendrent un besoin organique de direction dans le social, une centralisation économique ne pouvant qu'amener une centralisation politique. Si cette tendance contribue au développement des forces productives, elle ne nous débarrasse pas de l'Etat, au contraire. En conséquence, si le chemin qui mène à la haute productivité doit libérer l'homme, il ne peut être fondé uniquement sur

une centralisation économique: il doit s'appuyer sur une organisation garantissant une forme de décentralisation.

Amin, malgré ses tendances centralisatrices, avance quelques éléments de solution susceptibles d'engendrer une plus grande décentralisation de l'organisation de la production sociale. Ces éléments de solution s'insèrent dans le cadre d'une révolution socialiste périphérique. C'est dans ce contexte que nous les aborderons avant de commenter sur leur application au centre.

On remarque deux tendances dans ses propositions: la tendance démocratique égalitariste et le besoin de contrôle étatique.

La démocratisation en profondeur du processus décisionnel, de l'organisation de la production et de l'éducation, implique une participation active de tous les individus qui: expriment leur opinion et en discutent, s'instruisent mutuellement (dans le sens où les éducateurs doivent aussi être éduqués), travaillent en coopération étroite dans et entre tous les palliers organisationnels du procès de production. Tel est le sens de l'autogestion réelle et du concept de communauté qu'Amin entend favoriser dans le cadre d'une démocratie égalitariste.

Dans un même temps, il propose un développement industriel autocentré, comme seule alternative face à l'impérialisme. Ce développement ne peut se passer de l'Etat pour organiser la production d'une part et lutter contre l'impérialisme de l'autre. Cette approche est cohérente avec l'analyse selon laquelle, seul un haut degré de productivité sociale fournira les bases de la libération de l'homme, surtout lorsque l'on parle de développement industriel périphérique. Néanmoins, cela n'empêche aucunement la mise en place de mécanismes oeuvrant pour le dépérissement de l'Etat.

Dans ce contexte, il faut intégrer le rôle de répression et de coordination sociale qu'est sensé jouer l'Etat, avec les tendances démocratiques égalitaristes qu'Amin cherche à instaurer. Si l'Etat décide et impose, la démocratie telle qu'Amin la conçoit devra limiter le rôle de l'Etat. La liberté individuelle doit pouvoir s'épanouir, sans compromettre l'unité nationale et l'efficacité sociale. Donc, un certain équilibre s'avère nécessaire entre la tendance centralisatrice, issue du besoin de contrôle étatique de la production, et la décentralisation qu'implique un système de démocratie égalitariste.

En effet, à lui seul, le centralisme place les moyens de production dans les mains de l'Etat, qui planifie dans l'économique et le social. L'allocation de la main-d'oeuvre, comme celle des ressources, est autoritaire. Le marché tend à disparaître. L'individu perd l'ancienne liberté de travail que lui procurait l'économie de marché. De plus, il y a perte de liberté politique, puisque c'est l'Etat qui décide de l'organisation du travail et la contrôle. Si tout le monde travaille, il n'y a pas de réduction de la nécessité économique (sauf dans le socialisme achevé, où la nécessité économique est réduite pour tous), mais il y a réduction de la liberté politique, ce qui peut amener la formation de privilèges politiques.

Au contraire, un système décentralisé place les moyens de production aux mains de plusieurs groupes sociaux, (autogestionnaires). Il laisse ces groupes relativement autonomes vis-à-vis d'une autorité politique ne pouvant être alors qu'indicative. Dans ce contexte, un système d'allocation non autoritaire des ressources s'avère nécessaire, système pouvant s'apparenter au marché (sous la forme d'une négociation entre blocs autogestionnaires). On préserve du même coup: la liberté du travailleur de choisir son lieu de travail, celle des producteurs de contrôler leurs moyens de production, et une plus grande démocratie dans et entre les blocs autogestionnaires.

La décentralisation correspond bien au type de démocratie égalitariste suggéré par Amin. Les concepts de firme autogestionnaire et de communauté peuvent s'intégrer dans un système de blocs autogestionnaires, car ils présupposent leur autonomie relative dans le social et limitent du même coup le pouvoir et le contrôle de l'Etat. En effet, l'individu, libre de participer activement aux affaires de la firme autogestionnaire et de la communauté, revendiquera les mêmes droits sur le plan social. L'Etat potentiellement coercitif s'ouvrira sur le social, et restera plus flexible. Dans ce contexte, le besoin d'une certaine centralisation des décisions, trouve sa contrepartie dans une organisation relativement décentralisée de la production. A notre avis, cette situation favorise certainement une réduction du rôle de l'Etat, au profit d'une démocratie de masses.

On peut également se demander si ces suggestions d'Amin s'appliquent aussi dans les centres industrialisés. L'expérience autogestionnaire n'est pas inconnue au centre, le problème se situe beaucoup plus au niveau des structures traditionnelles du capitalisme, qui empêchent la généralisation de cette alternative. En fait, si l'on accepte la thèse d'Amin selon laquelle: c'est toujours la périphérie du système qui innove par rapport au centre, à cause de la lourdeur des structures du système traditionnel, lourdeur

qui empêche la transformation structurelle nécessaire de l'organisation sociale; on peut avancer que le manque d'infrastructure industrielle solide à la périphérie constitue un atout pour la construction du socialisme, dans la mesure où cette absence n'entrave pas l'établissement d'une organisation socialiste de la production.

### L'homme et le système

Notre travail a mis l'accent sur la recherche d'une organisation sociale susceptible de favoriser le dépérissement de l'Etat. C'est donc le système plus que l'homme que nous visions à étudier. Pourtant, le rôle de l'homme transparaît à travers les luttes de classes. Ces luttes constituent en fait le moteur de la dynamique du système. Ces luttes, ce sont des hommes qui les font, et non des machines, des théories scientifiques ou des idées. Dans la transformation du système on suppose donc la transformation de l'homme, ces deux transformations s'effectuant à travers les luttes de classes.

Ainsi, la transformation du système présuppose la transformation de l'homme. Cette transformation de l'homme est donc une condition nécessaire, précédant celle du système. En effet, la priorité de la transformation de l'homme signifie qu'une orientation différente de l'homme, lorsqu'elle se traduit dans une praxis sociale (même d'une façon minime),

modifie le système qui, à son tour, conditionne l'action de l'homme en la supportant (plus ou moins). Donc, si l'homme et le système se transforment (plus ou moins vite, selon le degré de tension sociale), il y a priorité de l'action humaine.

C'est l'homme qui donne la première impulsion, c'est à lui de la soutenir par ses actions sociales, à travers une dialectique de la praxis (individuelle et sociale) et des structures sociales, toutes deux fruits de son action, et qui se transforment en le transformant.

C'est donc l'homme qui décide. Le système conditionne l'homme, sans le déterminer, sinon l'homme n'est que le rouage d'un système sur lequel il ne peut rien. L'homme conserve un champ de liberté au delà des conditionnements du système. Sa conscience, son action sont plus que les conditionnements du système. C'est l'homme qui décide à l'intérieur d'une situation donnée, de certaines contraintes (relatives). Il ne trouve pas sa motivation uniquement dans le système, bien que ce dernier la canalise, la nourrit. Le système est alors nécessaire mais insuffisant pour garantir une meilleure société.

Une nouvelle société, plus équitable, regroupant des hommes plus honnêtes, plus humains, (dans le sens où l'homme ne cherchera plus à exploiter l'homme), ne peut donc surgir d'un nouveau système, mais d'un nouvel homme. De

même que l'homme bourgeois, comme potentiel réel et réalisable, a précédé le M.P.C., l'homme socialiste, comme potentiel réel et réalisable, doit précéder le mode de production socialiste. Sans cela, tout "nouveau système" est voué à l'échec. En d'autres termes, les hommes doivent être prêts à bâtir un nouveau système et non le contraire. C'est probablement ce qu'Amin suggère lorsqu'il se défend de spéculer sur un socialisme futur, argumentant que ses discours ne pourraient être que ceux d'un homme aliéné par la société actuelle.

Dans ce contexte, le marxisme nous propose, en plus de conditionnement du système, la lutte de classes, comme processus de conscientisation de l'homme. La lutte de classes éduque, théoriquement et pratiquement, dans le feu de l'action. Nul doute qu'elle change le système, l'expérience historique le prouve. Mais change-t-elle l'homme, ou plutôt tous les hommes d'une classe et non pas seulement quelques individus? Le mieux que l'on puisse dire est que ce processus est très lent. Le dépérissement de l'Etat ne se heurte pas uniquement à une question de système, mais au problème d'un homme meilleur, plus conscient de lui-même et de la société.

Mais comment s'opère cette transformation de l'homme? Prenons deux exemples clés: le bourgeois et le prolétaire.

Le bourgeois naît en tant qu'individu entreprenant, dynamique, audacieux. Il s'est libéré de la servitude avant de constituer une classe. La classe bourgeoise naît donc à partir d'individus s'étant libérés individuellement. De plus, c'est en tant que classe libérée du féodalisme que la bourgeoisie fait progresser la société.

Le prolétaire naît en tant qu'individu exploité, soumis, épuisé par un travail ingrat. Il forme une classe dans et par cette servitude et c'est à l'intérieur de cette classe qu'il commence à s'éduquer. Il doit d'abord se supprimer en tant que prolétaire, à travers la libération de sa classe, affirmer sa liberté puis la développer, avant de prétendre changer la société. Or, la révolution socialiste commence à peine à libérer l'homme prolétaire de sa situation objective de classe. Le prolétaire commence à peine à vivre en liberté après la révolution. Il lui reste donc tout un cheminement à faire pour rattraper et dépasser le degré de liberté obtenue par le bourgeois avant la formation de la classe bourgeoise.

## CONCLUSION

Le problème de l'Etat et de son dépérissement dépasse donc les limites du M.P.C. et prend ainsi une nouvelle dimension. Outre les problèmes spécifiques posés par l'organisation hégémonique du travail, le socialisme doit résoudre un problème d'ordre technique: la croissance de la division organique du travail, qui fournit de nouvelles bases à un Etat pouvant alors se justifier comme structure organique de direction susceptible de se transformer en structure hégémonique.

Le problème ne s'est jamais posé de cette façon auparavant, car l'Etat fondait son pouvoir sur des bases différentes.

Dans le précapitalisme, l'idéologie religieuse et l'armée constituent les bases objectives du pouvoir de l'Etat. La première soumet toutes les classes, elle est fonction de la domination de la nature sur l'homme, (i.e. du faible développement des forces productives). La seconde est nécessaire pour la défense contre l'ennemi et la guerre de rapine, elle tire également sa légitimité de la première.

Le moyen-âge européen fait entrer la civilisation européenne dans l'ère du capitalisme. En effet, cette époque regroupe toutes les conditions nécessaires pour l'émergence du M.P.C., sous la forme d'une industrie florissante, axée

sur les communautés marchandes et les communautés de marche; d'une relative liberté de commerce et d'industrie, liberté engendrée par le contrôle relativement faible de l'Etat féodal européen sur ces deux secteurs de la société, par rapport au contrôle serré qu'effectuaient les Etats asiatiques. Cette relative liberté facilite l'expansion du commerce et de l'industrie, et la prolétarianisation des masses paysannes-par les riches entrepreneurs de l'époque et/ou les nobles. L'industrie peut alors se développer. Les manufactures naissantes se consolident, s'agrandissent et favorisent l'expansion d'une nouvelle forme de travail: le travail parcellaire de plus en plus déqualifié.

L'Etat de l'époque manufacturière s'ingère peu dans la production, il appuie encore son pouvoir sur les classes traditionnelles (la noblesse et le clergé), et ce qu'elles représentent (l'armée, la religion). Il commence néanmoins à s'intéresser à la nouvelle classe montante qu'est la bourgeoisie manufacturière et commerçante, dans la mesure où il la favorise par des lois coercitives envers les travailleurs.

C'est réellement au stade industriel, (i.e. au stade d'introduction des machines outils dans la production), que l'Etat s'implique sérieusement dans la production. Il commence par la réglementer (c.f. loi des dix heures en Angleterre), puis, avec les développements de la grande industrie

et des monopoles, il s'occupe de plus en plus directement de l'organisation de la production, soit financièrement, soit en aidant à l'ouverture de nouveaux marchés, soit par le biais de l'éducation, soit en prenant directement en charge certains secteurs de l'économie.

Si une certaine division organique du travail a toujours existé, même au stade précapitaliste, le développement des forces productives dans le capitalisme lui donne une ampleur sans précédent. Les bases de l'Etat moderne sont alors plus profondes car leurs racines plongent dans le processus de production. Cette tendance s'amplifie dans la mesure où les monopoles auront toujours plus de difficulté à financer les investissements énormes, nécessaires à la transformation de l'infrastructure industrielle.

Dans le cadre du C.M.E., l'Etat et les monopoles sont les gestionnaires de la production sociale. Leur action perpétue et développe deux sortes de division du travail: la division hégémonique et organique, division que le capitalisme a élaborée dès sa naissance. La révolution socialiste cherche, à travers les luttes de classes, à éliminer l'aspect hégémonique de l'organisation de la production. Mais ce problème ressurgit sous une autre forme, à travers la division organique du travail et le type de direction qu'elle engendre.

Par rapport au dépérissement de l'Etat, les suggestions de Marx sont limitées. Elle s'appliquent à l'unité de production, sous la forme d'une organisation autogestionnaire de celle-ci, mais au niveau du social, ses analyses mènent au centralisme économique et politique. Amin tend lui aussi vers la centralisation. Cependant, il ouvre un champ de possibilités intéressantes pour la résolution du problème du dépérissement de l'Etat, dans la mesure où il cherche à généraliser un type de démocratie égalitariste fondé sur des concepts de firme autogestionnaire et de communauté, ainsi que sur une révolution des rapports de production commandant celle de techniques, de l'idéologie et de la culture.

Il faut toutefois saisir les transformations préconisées par Amin dans une perspective d'industrialisation massive et généralisée de la périphérie, industrialisation qui permettra la libération de l'homme. En effet, le haut degré de développement des forces productives demandera une main-d'oeuvre hautement qualifiée, réduira le temps de travail socialement nécessaire, et dégagera un temps de non-travail où l'homme pourra exercer sa liberté en dehors des contraintes de la production nécessaire à sa subsistance.

On a vu que cette libération appelle une décentralisation de l'organisation du social. Mais cette dernière peut s'appliquer différemment à différentes étapes de l'évolution des forces productives. Pour le socialisme achevé, tel qu'entrevu par Amin, une certaine centralisation de la production serait tolérable dans la mesure où la sphère de production serait elle-même réduite. Dans ce contexte, l'organisation du social ne relèverait plus uniquement, comme aujourd'hui, de l'organisation et de la gestion de la production. La décentralisation s'appliquerait à une organisation du social structurée autour d'un temps de travail réduit et d'un temps de non-travail plus considérable. L'importance de l'activité productrice décroîtrait par rapport à d'autres formes d'activité. Il s'agirait alors de ne pas développer de nouvelles bases susceptibles de favoriser l'émergence d'un Etat.

Au delà de ces considérations sur l'avenir du socialisme se pose le problème actuel de la possibilité d'une rupture révolutionnaire à la périphérie, où l'industrialisation reste à faire et où par conséquent, l'organisation de la production au niveau du social, et donc la sphère de la production, constitue l'activité majeure de l'organisation et de la gestion du social. Dans ce contexte, la centralisation de la production équivaut au contrôle du social par l'Etat. Seule une décentralisation de la production peut favoriser le

dépérissement de l'Etat. C'est dans ce sens que les suggestions d'Amin (autogestion, communauté, démocratie égalitariste, les trois révolutions), ouvrent des perspectives intéressantes. Elles proposent des mécanismes d'organisation sociale où chaque individu peut s'engager activement et s'occuper du social.

Du point de vue du système, Amin va donc plus loin que Marx. Ses suggestions ne mènent pas uniquement à la centralisation économique et politique. Elles cherchent également à déclencher un processus de décentralisation qui permettrait, dans une situation de démocratie égalitariste, d'amorcer un processus menant au dépérissement de l'Etat, ou tout ou moins à une réduction substantielle de son rôle dans l'organisation de la production et du social.

Mais s'il va plus loin que Marx au niveau de la recherche d'une organisation sociale décentralisée pouvant mener au dépérissement de l'Etat, il ne dépasse pas la pensée actuelle sur cette question et notamment sur l'autogestion. En effet, cette orientation recèle également des contradictions. La plus globale est celle qui oppose la pratique de la démocratie égalitariste au niveau des unités de production et des communautés et la pratique de la démocratie représentative sur le plan national. Cette dernière résulte d'un développement autocentré et de l'autorité centralisée qu'il

implique, de même que d'une nécessité organique de déléguer des représentants, tous les individus d'une société ne pouvant participer directement, à chaque instant, à toutes les décisions d'importance.

Yvon Bourdet avance ici une hypothèse intéressante pour résoudre le problème de la participation de tous aux décisions. Il considère que le développement et l'application des procédés modernes de télécommunications: "étendent à la terre entière le critère de la dimension idéale de la Cité conçue par les philosophes, l'humanité entière est à portée de voix d'un orateur."<sup>1</sup> De cette façon, tous peuvent être informés des détails d'une situation et décider en connaissance de cause, dans la mesure où tous peuvent évaluer cette situation de façon adéquate. On doit alors supposer des individus désaliénés ne cédant pas aux charmes de leaders charismatiques. Cette hypothèse reste intéressante puisque techniquement réalisable.

Mais les vues d'Amin sur la rupture révolutionnaire se portent vers la périphérie où l'industrialisation globale reste à faire. Dans ce contexte, le problème du dépérissement de l'Etat se pose dans une société pré-industrielle où

---

<sup>1</sup>Yvon Bourdet, La délivrance de Prométhée, Antropos, Paris, 1970, p.208.

l'installation d'équipement de télécommunication ultra-moderne reste peu probable dans le court terme. Toutefois, ce manque d'infrastructures peut devenir un atout important, dans la mesure où l'élaboration de structures de production socialistes se fera sans rencontrer la résistance des structures de production traditionnelles. Ici encore, le faible contrôle de l'Etat sur le social peut jouer un rôle déterminant dans cette évolution. On en revient alors à la contradiction fondamentale énoncée plus haut, i.e, démocratie égalitariste vs. démocratie représentative.

Les décisions sont alors prises à deux palliers relativement autonomes: le quotidien et le social. L'organisation de la production n'échappe pas à cette contradiction, puisque d'une part les unités de production et les communautés organisent la production de façon autogestionnaire et de l'autre, une proportion plus ou moins grande du produit fini sort de l'entité communautaire pour répondre aux exigences de l'organisation de l'entité nationale. Ce problème rappelle en fait la théorie de la relation base-superstructure chez Marx, bien que la centralisation politique opérerait à un moindre degré vu les tendances autogestionnaires de la base et le système de démocratie représentative sur le plan national.

Il reste que dans le long terme cette contradiction doit se résoudre. En supposant une orientation socialiste on ne devrait toutefois que travailler à une solution menant vers une plus grande démocratie. Cette forme d'organisation sociale serait alors une forme transitoire, dans son sens le plus fort, puisqu'elle contient des contradictions qui doivent mener à un dépassement ou une régression. En fait, cette forme transitoire aurait l'avantage de préparer les individus des populations périphériques à l'exercice de la démocratie la plus totale et à la gestion du social, ceci à travers l'organisation des communautés.

Nous voyons mal en effet, comment l'on pourrait subitement passer d'une société étatique à une société sans Etat, i.e. de la non démocratie à la démocratie, sans une désaliénation progressive, mais non éternelle, des hommes. Pour réaliser cet objectif, la démocratie égalitariste doit être vécue comme praxis réelle, quotidienne, palpable. Quoi de plus palpable, de plus immédiat que le quotidien! D'ailleurs, comment un individu ne vivant pas la démocratie dans ses activités journalières peut-il participer démocratiquement à l'organisation du social? De cette façon la démocratie s'épanouira à partir de la base même de la société, comme processus interne en expansion, de l'individu vers le local, le régional et jusqu'au national.

D'une façon générale, le socialisme sera le fruit de l'interaction de plusieurs facteurs sociaux. En cela, sa naissance restera similaire à celle du capitalisme. Mais elle se distinguera par le niveau différent des forces productives où elle se produira. Le socialisme ne pourra être qu'une transition consciente et globale de la société, transition qui reflétera un choix conditionné par une situation sociale objective, spécifique. De même que l'industrialisation ne s'est pas faite et ne se fait pas encore du jour au lendemain, le socialisme et le dépérissement de l'Etat, qui l'accompagne se planifient. Cela ne dépendra ni d'une nécessité mécanique, ni d'un volontarisme bien intentionné, mais sera l'oeuvre consciente d'une dialectique entre l'action sociale et la réflexion théorique.

## BIBLIOGRAPHIE

- Amin, Samir. L'accumulation à l'échelle mondiale, tomes I et II, collection 10/18, Paris, 1970.
- \_\_\_\_\_ . Le développement inégal, éditions Minuit, Paris, 1976.
- \_\_\_\_\_ . La loi de la valeur et le matérialisme historique, éditions Minuit, Paris, 1977.
- \_\_\_\_\_ . Classe et nation, éditions Minuit, Paris, 1979.
- Bettelheim, Charles. Révolution culturelle et organisation industrielle en Chine, collections Maspéro, Paris, 1975.
- Boccard, Paul. Etudes sur le Capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue, éditions sociales, Paris, 1973.
- Bourdet, Yvon. La délivrance de Prométhée, éditions Antropos, Paris, 1970.
- Foulqué, Paul. La dialectique, collection Que sais-je?, P.U.F., Paris, 1966.
- Lefebvre, Henri. Le matérialisme dialectique, éditions P.U.F., Paris, 1962.
- \_\_\_\_\_ . La vie quotidienne dans le monde moderne, éditions Gallimard, Paris, 1968.
- \_\_\_\_\_ . De l'Etat, tome 2, collection 10/18, Paris, 1976.
- Lénine, V.I. L'impérialisme, dernière étape du capitalisme, Librairie de l'humanité, Paris, 1923.
- Maitan, Livio. Le parti, l'armée et les masses dans la révolution culturelle chinoise, collection Maspéro, Paris, 1971.
- Marx, Karl. Le Capital, Livre I, éditions Garnier Flammarion, Paris, 1969.
- \_\_\_\_\_ . A propos de la question juive, éditions Aubier Montaigne, Paris, 1971.
- \_\_\_\_\_ . Le Capital, Livres II et III, éditions Sociales, Paris, 1972.
- Marx Engels. Oeuvres choisies, éditions du Progrès, Moscou, 1975.
- Palloix, Christian. L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales, tomes I et II, collections Maspéro, Paris, 1975.

Palloix, Christian. L'internationalisation du capital, éléments critiques, collection Maspéro, Paris, 1975.

Travail et production, petite collection Maspéro, Paris, 1978.

Platon. La république, éditions Garnier Flammarion, Paris, 1966.

Rossanda, Rossana. Il Manifesto, éditions Seuil, Paris, 1971.

#### Articles

Donnithorne, Audrey. <<Central Economic Control in China>> in Contemporary China, Random House, New York, edited by Ruth Adams, 1966.

Suyin, Han. <<Social Transformations in China>> in Contemporary China, Random House, New York, edited by Ruth Adams, 1966.

Vachet, André. <<La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat>> Revue canadienne de science politique, vol.2, no.2, juin 1974.